

**BUDGET
DES DÉPENSES
ET
DES RECETTES
DU MANITOBA
DE 2012**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2013
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA PREMIÈRE SESSION
DE LA QUARANTIÈME LÉGISLATURE**

**M. STAN STRUTHERS
MINISTRE DES FINANCES**

Manitoba 

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Budget sommaire des recettes - Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement	7
Budget sommaire des dépenses - Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement et avec le résultat du Budget sommaire	8
Extrait du Budget sommaire - Opérations fondamentales du gouvernement	9
Budget des recettes - Prévisions et Budget pour 2012-2013 et 2011-2012	10
Budget des dépenses - Prévisions et Budget pour 2012-2013 et 2011-2012	11
Budget des dépenses	
<hr/>	
Aperçu	15
Partie A - Fonctionnement	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits à voter	19
Prévisions des dépenses 2012-2013	20
État comparatif des dépenses	21
Partie B - Investissements en immobilisations	
Sommaires :	
Crédits législatifs et crédits à voter	22
Prévisions des investissements en immobilisations 2012-2013	23
Rubriques :	
Assemblée législative (1)	25
Conseil exécutif (2)	29
Affaires autochtones et du Nord (19)	31
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation (44)	35
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales (3)	41
Enfants et Perspectives pour la jeunesse (20)	47
Commission de la fonction publique (17)	50
Conservation et Gestion des ressources hydriques (12)	53
Culture, Patrimoine et Tourisme (14)	61
Éducation (16)	66
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	74
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce (10)	76
Services à la famille et Travail (9)	85
Finances (7)	95
Santé (21)	102
Vie saine, Aînés et Consommation (34)	113
Logement et Développement communautaire (30)	118
Immigration et Affaires multiculturelles (11)	121
Infrastructure et Transports (15)	124
Innovation, Énergie et Mines (18)	137
Justice (4)	142
Administrations locales (13)	150
Sport (28)	156

TABLE DES MATIÈRES

Crédits d'autorisation (26)	158
Mise en œuvre de certaines ententes (26-1)	159
Fonds des innovations de développement durable (26-2)	159
Initiatives concernant l'administration de la justice (26-3)	159
Rajustements liés aux services internes (26-4)	160
Autres crédits (27)	161
Urgences diverses (27-1)	162
Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux (27-2)	162
Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est (27-3)	162
Annexe A - Organismes de service spécial	163
Annexe B - Convention comptable pour les dépenses en capital	167

BUDGET DES RECETTES

Aperçu	173
Budget des recettes	175
Recettes fiscales	177
Recettes non fiscales	178
Gouvernement du Canada	182

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Budget sommaire

Le Budget de 2012 fournit un aperçu financier du périmètre comptable du gouvernement, lequel comprend les opérations fondamentales du gouvernement et d'autres entités comptables. Les opérations fondamentales du gouvernement comprennent les opérations des ministères ainsi que les programmes et les services qu'ils offrent. Comme le prescrit le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, les autres entités comptables sont les sociétés d'État, les entreprises publiques et les organismes publics tels que les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges qui sont directement ou indirectement sous le contrôle du gouvernement.

Budget des dépenses et des recettes – Opérations fondamentales du gouvernement

Le présent document inclut le Budget des dépenses et des recettes relatives aux opérations fondamentales du gouvernement pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013. Le détail des intentions de dépenses et des prévisions de recettes du gouvernement pour ses opérations fondamentales est fourni tel qu'il est présenté dans le Budget sommaire de 2012. La présentation du Budget sommaire ne change en rien la structure du Budget des dépenses et des recettes par rapport aux exercices précédents.

Les tableaux 1 et 2 des prochaines pages incluent une conciliation avec le Budget sommaire. D'autres extraits du Budget sommaire fournissent des détails additionnels sur le Budget des dépenses et des recettes pour les opérations fondamentales du gouvernement, afin d'aider les députés de l'Assemblée législative qui l'examinent. Plus particulièrement, le tableau 3 offre un aperçu des opérations fondamentales du gouvernement comparativement aux prévisions et au budget de l'exercice précédent. Les tableaux 4 et 5 présentent le détail de cet aperçu. Les zones ombrées des tableaux contiennent les renseignements sur les opérations fondamentales du gouvernement tirés du Budget sommaire, après retraitement.

INTRODUCTION

Tableau 1

Budget sommaire des recettes – Détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement

	OPERATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT	INCIDENCES DE LA CONSOLIDATION	SOMMAIRE
Source des recettes	Budget des recettes	et recettes d'autres entités comptables	
Impôts			
Impôt sur le revenu des particuliers	2 796 300	-	2 796 300
Impôt sur les bénéfices des sociétés	405 500	-	405 500
Sous-total – Impôts	3 201 800	-	3 201 800
Autres taxes et impôts			
Impôts divers sur les corporations	215 400	-	215 400
Taxes sur les carburants	296 500	19 600	316 100
Taxe sur les transferts fonciers	66 200	-	66 200
Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	410 000	(104 400)	305 600
Taxe minière	35 000	-	35 000
Taxe sur les ventes au détail	1 834 100	-	1 834 100
Taxe sur le tabac	256 400	-	256 400
Autres taxes et impôts	14 705	-	14 705
Impôts fonciers pour l'éducation	-	744 447	744 447
Sous-total – Autres taxes et impôts	3 128 305	659 647	3 787 952
Droits et autres recettes			
Amendes et frais et autres frais de justice	51 538	-	51 538
Minéraux et pétrole	28 820	-	28 820
Permis et droits - Automobiles et transports routiers	147 026	-	147 026
Parcs, foresterie et conservation (autres droits)	33 088	-	33 088
Loyer de l'énergie électrique	117 800	-	117 800
Frais de service et frais divers	218 624	1 158 406	1 377 030
Partage des recettes des organismes de service spécial	26 180	-	26 180
Droits de scolarité	-	227 786	227 786
Sous-total – Droits et autres recettes	623 076	1 386 192	2 009 268
Transferts fédéraux			
Péréquation	1 872 000	-	1 872 000
Transfert canadien en matière de santé	1 062 500	-	1 062 500
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	429 200	-	429 200
Fonds pour la santé	9 000	-	9 000
Renouvellement de l'infrastructure	28 800	-	28 800
Agrandissement du canal de dérivation du Manitoba	10 000	-	10 000
Coûts partagés et autres transferts	187 745	289 705	477 450
Sous-total – Transferts fédéraux	3 599 245	289 705	3 888 950
Recettes nettes des entreprises publiques			
Société des alcools du Manitoba	260 452	-	260 452
Corporation manitobaine des loteries	346 000	-	346 000
Société d'assurance-dépôts du Manitoba	-	19 295	19 295
Hydro-Manitoba	-	65 000	65 000
Commission des accidents du travail	-	21 140	21 140
Société d'assurance publique du Manitoba	-	10 000	10 000
Sous-total – Recettes nettes des entreprises publiques	606 452	115 435	721 887
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	-	241 541	241 541
Total – Budget des recettes	11 158 878	2 692 520	13 851 398

INTRODUCTION

Tableau 2

Budget sommaire des dépenses (détails et conciliation avec le budget des opérations fondamentales du gouvernement) et résultat du Budget sommaire
pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 (en milliers de dollars)

Secteur ou ministère	OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT	INCIDENCES DE LA CONSOLIDATION	SOMMAIRE
	Budget des dépenses	et dépenses d'autres entités comptables	
Santé et Vie saine			
Santé	5 094 313	363 348	5 457 661
Vie saine, Aînés et Consommation	57 862	31 013	88 875
Total – Santé et Vie saine	<u>5 152 175</u>	<u>394 361</u>	<u>5 546 536</u>
Éducation			
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	689 205	507 691	1 196 896
Éducation	1 632 689	880 875	2 513 564
Total – Éducation	<u>2 321 894</u>	<u>1 388 566</u>	<u>3 710 460</u>
Services à la famille			
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	44 611	-	44 611
Services à la famille et Travail	1 032 234	(13 074)	1 019 160
Total – Services à la famille	<u>1 076 845</u>	<u>(13 074)</u>	<u>1 063 771</u>
Développement des communautés, de l'économie et des ressources			
Affaires autochtones et du Nord	35 536	(408)	35 128
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	226 988	222 825	449 813
Conservation et Gestion des ressources hydriques	156 037	(4 654)	151 383
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	574 473	8 153	582 626
Logement et Développement communautaire	80 445	137 844	218 289
Infrastructure et Transports	653 762	(126 428)	527 334
Innovation, Énergie et Mines	87 906	25 474	113 380
Administrations locales	363 923	3 721	367 644
Total – Développement des communautés	<u>2 179 070</u>	<u>266 527</u>	<u>2 445 597</u>
Justice et autres dépenses			
Assemblée législative	40 181	(1 243)	38 938
Conseil exécutif	2 827	(127)	2 700
Commission de la fonction publique	21 643	783	22 426
Culture, Patrimoine et Tourisme	61 350	5 654	67 004
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	16 933	55 000	71 933
Finances	68 081	3 366	71 447
Immigration et Affaires multiculturelles	38 818	13 187	52 005
Justice	460 873	13 912	474 785
Sport	11 970	2 052	14 022
Crédits d'autorisation	40 671	-	40 671
Autres crédits	72 175	-	72 175
Total – Justice et autres dépenses	<u>835 522</u>	<u>92 584</u>	<u>928 106</u>
Frais de service de la dette	258 000	599 584	857 584
Examens de la gestion du portefeuille des programmes	(128 000)	-	(128 000)
Total – Budget des dépenses	11 695 506	2 728 548	14 424 054
Soustraire : Total – Budget des recettes (Tableau 1)	11 158 878	2 692 520	13 851 398
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(32 500)	(80 000)	(112 500)
Résultat net pour l'exercice	(504 128)	43 972	(460 156)
Transfert du compte de stabilisation des revenus	56 065	(56 065)	-
RECETTES (PERTES) NETTES	<u>(448 063)</u>	<u>(12 093)</u>	<u>(460 156)</u>

Remarque : les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

INTRODUCTION

Tableau 3

OPÉRATIONS FONDAMENTALES DU GOUVERNEMENT

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 (en milliers de dollars)

avec données comparatives pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

Variation en % pour
2012-2013 par

rapport à 2011-2012

	Budget de 2012-2013	Prévisions de 2011-2012	Budget de 2011-2012	Variation en % pour rapport à 2011-2012	
				Prévisions	Budget
RECETTES					
Impôts	3 201 800	3 140 541	3 170 221	2,0	1,0
Autres taxes et impôts	3 128 305	2 836 983	2 824 309	10,3	10,8
Droits et autres recettes	623 076	517 048	509 323	20,5	22,3
Transferts fédéraux	3 599 245	4 056 644	3 674 816	(11,3)	(2,1)
Recettes nettes des entreprises publiques	606 452	594 616	603 100	2,0	0,6
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	-	-	-		
RECETTES TOTALES	11 158 878	11 145 832	10 781 769	0,1	3,5
DÉPENSES					
Santé et Vie saine	5 152 175	4 924 143	4 978 327	4,6	3,5
Éducation	2 321 894	2 246 235	2 248 421	3,4	3,3
Services à la famille	1 076 845	1 060 070	1 001 313	1,6	7,5
Développement des communautés, de l'économie et des ressources	2 179 070	2 125 544	2 066 507	2,5	5,4
Justice et autres dépenses	835 522	1 568 264	808 237	(46,7)	3,4
Service de la dette	258 000	247 000	257 785	4,5	0,1
Examens de la gestion du portefeuille des programmes	(128 000)	-	-		
DÉPENSES TOTALES	11 695 506	12 171 256	11 360 590	(3,9)	2,9
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(32 500)	(32 500)	(65 000)		
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE	(504 128)	(992 924)	(513 821)		
Transfert venant du compte de stabilisation des revenus	56 065	46 500	49 500		
RECETTES (PERTES) NETTES	(448 063)	(946 424)	(464 321)		

Remarques :

- Les détails sur les recettes et les dépenses pour l'exercice 2012-2013 se trouvent dans les tableaux 4 et 5.
- Les obligations futures découlant du régime de retraite de la fonction publique ne sont pas comprises dans le budget des opérations fondamentales du gouvernement.
- Les prévisions et le Budget de 2011-2012 ont été ajustés pour tenir compte de la réorganisation ministérielle qui a eu lieu en janvier 2012 ainsi que des changements recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public en ce qui concerne la présentation et le traitement des allègements et des transferts fiscaux engendrés par le système fiscal.
- Les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

INTRODUCTION

Tableau 4

Budget des recettes – Opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 (en milliers de dollars)

Source des recettes	Budget des recettes	Prévisions de 2011-2012	Budget de 2011-2012	Variation en % pour 2012-2013 par rapport à 2011-2012	
				Prévisions	Budget
Impôts					
Impôt sur le revenu des particuliers	2 796 300	2 701 556	2 731 021		
Impôt sur les bénéfices des sociétés	405 500	438 985	439 200		
Sous-total – Impôts	3 201 800	3 140 541	3 170 221	2,0	1,0
Autres taxes et impôts					
Impôts divers sur les corporations	215 400	188 512	188 000		
Taxes sur le carburant	296 500	247 200	247 200		
Taxe sur les transferts fonciers	66 200	63 400	62 500		
Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	410 000	390 400	395 400		
Taxe minière	35 000	35 000	35 000		
Taxe sur les ventes au détail	1 834 100	1 651 319	1 631 319		
Taxe sur le tabac	256 400	245 400	253 400		
Autres taxes et impôts	14 705	15 752	11 490		
Sous-total – Autres taxes et impôts	3 128 305	2 836 983	2 824 309	10,3	10,8
Droits et autres recettes					
Amendes et frais et autres frais de justice	51 538	48 749	50 482		
Minéraux et pétrole	28 820	30 620	22 314		
Permis et droits – Automobiles et transports routiers	147 026	131 066	130 026		
Parcs, foresterie et conservation (autres droits)	33 088	28 677	29 379		
Loyer de l'énergie électrique	117 800	115 000	115 000		
Frais de service et frais divers	218 624	136 756	135 942		
Partage des recettes des organismes de service spécial	26 180	26 180	26 180		
Droits de scolarité	-	-	-		
Sous-total – Droits et autres recettes	623 076	517 048	509 323	20,5	22,3
Transferts fédéraux					
Péréquation	1 872 000	1 941 728	1 941 700		
Transfert canadien en matière de santé	1 062 500	999 853	1 002 200		
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	429 200	417 058	416 000		
Fonds pour la santé	9 000	9 000	9 000		
Renouvellement de l'infrastructure	28 800	37 800	66 500		
Agrandissement du canal de dérivation du Manitoba	10 000	11 531	22 491		
Coûts partagés et autres transferts	187 745	639 674	216 925		
Sous-total – Transferts fédéraux	3 599 245	4 056 644	3 674 816	(11,3)	(2,1)
Recettes nettes des entreprises publiques					
Société des alcools du Manitoba	260 452	250 416	254 800		
Corporation manitobaine des loteries	346 000	344 200	348 300		
Société d'assurance-dépôts du Manitoba	-	-	-		
Hydro-Manitoba	-	-	-		
Commission des accidents du travail	-	-	-		
Société d'assurance publique du Manitoba	-	-	-		
Sous-total – Recettes nettes des entreprises	606 452	594 616	603 100	2,0	0,6
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	-	-	-		
Total – Budget des recettes	11 158 878	11 145 832	10 781 769	0,1	3,5

Tableau 5

Budget des dépenses – Opérations fondamentales du gouvernement

pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 (en milliers de dollars)

Secteur ou ministère	Budget des dépenses	Prévisions de 2011-2012	Budget de 2011-2012	Variation en % pour 2012-2013 par rapport à 2011-2012	
				Prévisions	Budget
Santé et Vie saine					
Santé	5 094 313	4 867 187	4 920 465		
Vie saine, Aînés et Consommation	57 862	56 956	57 862		
Total – Santé et Vie saine	5 152 175	4 924 143	4 978 327	4,6	3,5
Éducation					
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	689 205	656 802	661 702		
Éducation	1 632 689	1 589 433	1 586 719		
Total – Éducation	2 321 894	2 246 235	2 248 421	3,4	3,3
Services à la famille					
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	44 611	42 725	43 028		
Services à la famille et Travail	1 032 234	1 017 345	958 285		
Total – Services à la famille	1 076 845	1 060 070	1 001 313	1,6	7,5
Développement des communautés, de l'économie et des ressources					
Affaires autochtones et du Nord	35 536	34 741	38 036		
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	226 988	247 139	228 196		
Conservation et Gestion des ressources hydriques	156 037	150 467	152 578		
Entrepreneuriat, Formation professionnelle et Commerce	574 473	577 196	565 331		
Logement et Développement communautaire	80 445	82 434	82 471		
Infrastructure et Transports	653 762	619 938	600 671		
Innovation, Énergie et Mines	87 906	93 861	87 567		
Administrations locales	363 923	319 768	311 657		
Total – Développement des communautés de l'économie et des ressources	2 179 070	2 125 544	2 066 507	2,5	5,4
Justice et autres dépenses					
Assemblée législative	40 181	54 870	55 284		
Conseil exécutif	2 827	2 827	2 827		
Commission de la fonction publique	21 643	21 243	21 643		
Culture, Patrimoine et Tourisme	61 350	61 455	61 350		
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	16 933	12 156	15 817		
Finances	68 081	69 840	72 009		
Immigration et Affaires multiculturelles	38 818	38 843	38 843		
Justice	460 873	455 150	426 263		
Sport	11 970	11 970	11 970		
Crédits d'autorisation	40 671	35 902	42 080		
Autres crédits	72 175	804 008	60 151		
Total – Justice et autres dépenses	835 522	1 568 264	808 237	(46,7)	3,4
Frais de service de la dette	258 000	247 000	257 785	4,5	0,1
Examens de la gestion du portefeuille des programmes	(128 000)	-	-		
Total – Budget des dépenses	11 695 506	12 171 256	11 360 590	(3,9)	2,9
Soustraire : Total – Budget des recettes (Tableau 4)	11 158 878	11 145 832	10 781 769		
Ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice	(32 500)	(32 500)	(65 000)		
Résultat net pour l'exercice	(504 128)	(992 924)	(513 821)		
Transfert du compte de stabilisation des revenus	56 065	46 500	49 500		
RECETTES (PERTES) NETTES	(448 063)	(946 424)	(464 321)		

Remarques :

- Les obligations futures découlant du régime de retraite de la fonction publique ne sont pas comprises dans le budget des opérations fondamentales du gouvernement.
- Les ressources non utilisées ou rajustements en cours d'exercice pourraient constituer une augmentation des recettes ou une diminution des dépenses.

**BUDGET
DES DÉPENSES
DU MANITOBA
DE 2012**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2013**

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager pour ses opérations fondamentales au cours de l'exercice 2012-2013. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la *Loi portant affectation de crédits*. Y figurent également, conformément à l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de la Législature.

Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Catégories de dépenses

Le Budget des dépenses comprend la Partie A – Fonctionnement et la Partie B – Investissements en immobilisations. Les dépenses de fonctionnement correspondent aux coûts annuels de fonctionnement des programmes fondamentaux du gouvernement et d'intérêt sur la dette publique, tandis que la section Investissements en immobilisations traite du coût d'acquisition des immobilisations corporelles en fonction de la convention comptable adoptée par la Province, en vertu de laquelle les dépenses d'immobilisations corporelles (à l'exception des immobilisations foncières) sont amorties selon la méthode « axée sur les charges » sur la durée de vie utile des biens. Ces immobilisations sont divisées en deux grandes catégories : actif général (p. ex. immeubles et matériel) et infrastructure (p. ex. routes et voies d'eau). En vertu de cette convention comptable, les demandes de crédits affectés aux investissements en immobilisations sont distinctes (Partie B), et les amortissements annuels sont inclus dans les crédits affectés aux dépenses de fonctionnement (Partie A).

Partie A - Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les trois catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement – dépenses liées à la prestation directe des programmes et services fondamentaux du gouvernement, y compris les salaires et coûts généraux de fonctionnement, les subventions à des tierces parties et les dépenses se rapportant au paiement des crédits d'impôt, aux pensions et à d'autres provisions.

Subventions en capital – fonds accordés à des tierces parties telles que les offices de la santé, les universités et les municipalités, pour l'augmentation ou l'amélioration des immobilisations qui leur appartiennent.

Coûts liés aux immobilisations – provision annuelle destinée à couvrir le coût des immobilisations utilisées pour la prestation des programmes gouvernementaux. On impute aux immobilisations corporelles déjà acquises, et on imputera à celles qui le seront pendant l'exercice 2012-2013, des frais d'intérêts pendant toute leur durée de vie utile, ainsi que des charges qui sont en fonction de taux d'amortissement prédéterminés. Reconnaître l'amortissement selon cette méthode permet d'attribuer le coût des immobilisations à leurs périodes de service.

Partie B - Investissements en immobilisations

Cette partie du Budget des dépenses correspond aux crédits pour l'achat annuel ou l'acquisition d'immobilisations corporelles qui répondent aux critères d'amortissement. On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus. Les immobilisations corporelles dont la valeur est inférieure à la limite de capitalisation établie sont inscrites au chapitre des dépenses dans l'année de leur acquisition. Comme il a été indiqué précédemment, le coût d'amortissement annuel est représenté dans la Partie A – Fonctionnement sous la forme d'une partie du coût annuel de prestation des programmes fondamentaux du gouvernement. L'Annexe B (page 169) offre plus de détails sur la classification des éléments d'actif, les estimations de durée de vie utile et les taux d'amortissement pour l'actif général et pour l'infrastructure.

La *Loi portant affectation de crédits* prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères, y compris l'amortissement annuel (Partie A du Budget des dépenses), ainsi que des crédits annuels affectés aux investissements en immobilisations (Partie B). Les crédits pour la Partie A et pour la Partie B sont des crédits annuels et deviennent donc périmés à la fin de l'exercice.

APERÇU

Budget des dépenses de l'année précédente

Le Budget des dépenses de l'année précédente comprend non seulement le Budget des dépenses principal, mais aussi, le cas échéant, tout Budget des dépenses supplémentaire approuvé par l'Assemblée législative en vertu d'une loi portant affectation supplémentaire de crédits. Il n'y a pas eu de Budget des dépenses supplémentaire en 2011-2012.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'année précédente. Ceci permet de tenir compte des réorganisations internes, ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison. En règle générale, ces rajustements n'ont aucun effet sur le total du Budget des dépenses de l'année précédente.

Le Budget des recettes pour 2011-2012 a été rajusté pour tenir compte de la réorganisation ministérielle de janvier 2012 ainsi que des changements recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public en ce qui concerne la présentation et le traitement des allègements et des transferts fiscaux réalisés dans le cadre du régime d'imposition. Ces changements se traduisent par un rajustement des « recettes fiscales », ainsi que du « paiement net des crédits d'impôt » indiqué pour le ministère des Finances (rubrique 7.6) dans le Budget des dépenses (page 101) et dans le Budget des recettes (page 175). Ce rajustement n'a cependant pas eu d'effet sur le résultat net pour l'exercice.

Autorisations de dépenser supplémentaires

Pour la Partie A comme pour la Partie B, la Législature approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les principaux crédits, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation » (p. ex. pour la Mise en oeuvre de certaines ententes). Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux, comme le prévoit l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des crédits votés pour l'année en question comme il est indiqué ci-dessus. Les crédits du Budget des dépenses principal pour la Partie B – Investissements en immobilisations sont soumis au même processus d'autorisation.

Crédits législatifs

Les crédits législatifs sont approuvés par la Législature en vertu de lois autres que la *Loi portant affectation de crédits*. Ces crédits servent aux indemnités et allocations de retraite des députés, à diverses allocations relatives aux fonctions et obligations spéciales des députés, à certaines dépenses électorales, ainsi qu'à la dette publique. Les crédits législatifs sont indiqués par un « S » dans la colonne des résolutions du Budget détaillé. Comme l'indique le premier paragraphe, ces chiffres sont inclus dans le Budget des dépenses à titre de renseignement seulement, car ils ne font pas partie des crédits approuvés en vertu de la *Loi portant affectation de crédits*.

Crédits d'autorisation et autres crédits

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin, grâce au pouvoir que lui accorde l'article 33 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (*Crédits d'autorisation*). Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées. Plusieurs de ces programmes ont été regroupés sous la rubrique intitulée « Autres crédits ».

APERÇU

Recouvrements

Le gouvernement a comme politique de déterminer les dépenses totales de fonctionnement applicables à ses divers programmes fondamentaux en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Le recouvrement des coûts s'applique aux dépenses suivantes : les assurances, les locaux, les frais de bureautique, les subventions en remplacement d'impôt, les services aériens, certains avantages sociaux et les frais relatifs aux immobilisations corporelles. Le recouvrement des coûts figure généralement dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes ». Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation aux ministères clients ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas du périmètre comptable consolidé figurent dans les recettes.

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe qu'un ministère gouvernemental en matière de résultats d'exploitation et auxquels on accorde une plus grande souplesse de gestion. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations fondamentales, des services scientifiques et technologiques, ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Normalement, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses annuel pour ces organismes, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent. Cependant, chacun d'entre eux est mentionné dans les prévisions du ministère responsable, et une liste de ces organismes figure dans l'Annexe A à la page 165.

Documents budgétaires supplémentaires

Les documents budgétaires supplémentaires, produits par chaque ministère et déposés à l'Assemblée législative, donnent de plus amples détails sur les dépenses prévues.

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS À VOTER

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	274 795	(5,4)	290 605
Total des crédits à voter	<u>11 548 711</u>	4,3	<u>11 069 985</u>
Total de la Partie A - Fonctionnement	<u>11 823 506</u>		<u>11 360 590</u>

*** Conciliation**
(milliers de \$)

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie A - Fonctionnement			
Budget des dépenses publié 2011-2012	290 605	11 087 745	11 378 350
Rajustement du paiement net des crédits d'impôt	-	(17 760)	(17 760)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	<u>290 605</u>	<u>11 069 985</u>	<u>11 360 590</u>

PARTIE A - FONCTIONNEMENT
BUDGET DES DÉPENSES 2012-2013

(milliers de \$)

	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS *		TOTAL
			ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	
Assemblée législative					
• Crédits législatifs	16 795	-	-	-	16 795
• Autres crédits	23 326	-	60	-	23 386
Conseil exécutif	2 812	-	15	-	2 827
Affaires autochtones et du Nord	32 964	2 462	23	87	35 536
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	676 088	11 571	1 546	-	689 205
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	212 326	14 152	510	-	226 988
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	44 611	-	-	-	44 611
Commission de la fonction publique	21 602	-	41	-	21 643
Conservation et Gestion des ressources hydriques	144 512	-	3 703	7 822	156 037
Culture, Patrimoine et Tourisme	61 195	-	155	-	61 350
Éducation	1 283 710	49 994	166	-	1 333 870
• Aide fiscale relative à l'éducation	298 819	-	-	-	298 819
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	16 933	-	-	-	16 933
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	572 030	-	2 443	-	574 473
Services à la famille et Travail	1 025 511	2 831	3 892	-	1 032 234
Finances	323 047	-	3 034	-	326 081
Santé	4 976 609	112 403	5 301	-	5 094 313
Vie saine, Aînés et Consommation	57 643	-	219	-	57 862
Logement et Développement communautaire	79 842	450	153	-	80 445
Immigration et Affaires multiculturelles	38 818	-	-	-	38 818
Infrastructure et Transports	325 566	-	63 969	264 227	653 762
Innovation, Énergie et Mines	78 261	-	9 645	-	87 906
Justice	457 166	-	3 707	-	460 873
Administrations locales	104 470	259 400	53	-	363 923
Sport	11 970	-	-	-	11 970
Crédits d'autorisation	40 671	-	-	-	40 671
Autres crédits	72 175	-	-	-	72 175
TOTAL	10 999 472	453 263	98 635	272 136	11 823 506

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et celles qui seront acquises pendant l'exercice 2012-2013, ainsi que les frais d'intérêts imputés annuellement à la valeur de ces immobilisations pendant toute leur vie utile.

PARTIE A
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
Assemblée législative			
• Crédits législatifs	16 795	(48,8)	32 820
• Autres crédits	23 386	4,1	22 464
Conseil exécutif	2 827	-	2 827
Affaires autochtones et du Nord	35 536	(6,6)	38 036
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	689 205	4,2	661 702
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	226 988	(0,5)	228 196
Enfants et Perspectives pour la jeunesse	44 611	3,7	43 028
Commission de la fonction publique	21 643	-	21 643
Conservation et Gestion des ressources hydriques	156 037	2,3	152 578
Culture, Patrimoine et Tourisme	61 350	-	61 350
Éducation	1 333 870	2,8	1 297 900
• Aide fiscale relative à l'éducation	298 819	3,5	288 819
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	16 933	7,1	15 817
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	574 473	1,6	565 331
Services à la famille et Travail	1 032 234	7,7	958 285
Finances	326 081	(1,1)	329 794
Santé	5 094 313	3,5	4 920 465
Vie saine, Aînés et Consommation	57 862	-	57 862
Logement et Développement communautaire	80 445	(2,5)	82 471
Immigration et Affaires multiculturelles	38 818	(0,1)	38 843
Infrastructure et Transports	653 762	8,8	600 671
Innovation, Énergie et Mines	87 906	0,4	87 567
Justice	460 873	8,1	426 263
Administrations locales	363 923	16,8	311 657
Sport	11 970	-	11 970
Crédits d'autorisation	40 671	(3,3)	42 080
Autres crédits	72 175	20,0	60 151
TOTAL	11 823 506		11 360 590

PARTIE B - INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS À VOTER

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	-	-	-
Total des investissements en immobilisations à voter	<u>750 910</u>	(7,1)	<u>808 050</u>
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	<u><u>750 910</u></u>	(7,1)	<u><u>808 050</u></u>

*** Conciliation**
(milliers de \$)

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie B - Investissements en immobilisations			
Prévisions des investissements en immobilisations publiées en 2011-2012	-	808 050	808 050
Prévisions des investissements en immobilisations 2011-2012 (après rajustement)	<u>-</u>	<u>808 050</u>	<u>808 050</u>

PARTIE B
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS 2012-2013

	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	500	(55,8)	1 132
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	250	-	250
Conservation et Gestion des ressources hydriques	51 332	92,2	26 707
Culture, Patrimoine et Tourisme	110	-	110
Éducation	-	(100,0)	27
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	-	(100,0)	2 829
Services à la famille et Travail	216	(48,0)	415
Finances	500	-	-
Santé	1 723	111,9	813
Infrastructure et Transports	650 355	(13,2)	749 022
Innovation, Énergie et Mines	2 050	(25,2)	2 742
Justice	2 266	(34,3)	3 448
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	41 608	102,4	20 555
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	750 910	(7,1)	808 050

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A - Fonctionnement (crédits législatifs)			
1. Indemnités (crédits législatifs)	5 130	1,7	5 044
2. Prestations de retraite (crédits législatifs)	3 259	2,5	3 180
3. Dépenses des députés (crédits législatifs)	7 253	5,7	6 865
4. Financement des élections (crédits législatifs)	1 153	(93,5)	17 731
Sous-total	16 795	(48,8)	32 820
Partie A - Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	8 723	2,5	8 512
6. Bureau du vérificateur général	6 582	1,4	6 489
7. Bureau de l'ombudsman	3 075	1,1	3 042
8. Bureau du directeur général des élections	1 521	1,6	1 497
9. Bureau du protecteur des enfants	3 425	19,6	2 864
10. Coûts liés aux immobilisations	60	-	60
Sous-total	23 386	4,1	22 464
Total de la Partie A - Fonctionnement	40 181	(27,3)	55 284
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	23 326	4,1	22 404
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	60	-	60
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	23 386	4,1	22 464
Crédits législatifs	16 795	(48,8)	32 820
Total de la Partie A - Fonctionnement	40 181	(27,3)	55 284

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	55 284
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	55 284

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A - Fonctionnement				
S	1.	Indemnités (crédits législatifs) Indemnités des députés.	5 130	5 044
	a)	Députés	4 963	4 880
	b)	Indemnités supplémentaires	167	164
S	2.	Prestations de retraite (crédits législatifs) Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.	3 259	3 180
	a)	Prestations de retraite et remboursements	3 240	3 161
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite	19	19
S	3.	Dépenses des députés (crédits législatifs) Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.	7 253	6 865
	a)	Dépenses de circonscription	2 692	2 613
	b)	Résidence temporaire et indemnité de séjour	456	449
	c)	Indemnité de transport quotidien	5	5
	d)	Indemnité de déplacement	838	813
	e)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement	159	154
	f)	Impression et affranchissement	650	450
	g)	Dépenses des comités	5	5
	h)	Adjoints de circonscription	2 448	2 376
S	4.	Financement des élections (crédits législatifs) Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province.	1 153	17 731
	a)	Dépenses aux termes de la <i>Loi électorale</i>	433	12 199
	b)	Dépenses aux termes de la <i>Loi sur le financement des campagnes électorales</i>	720	5 532

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée Soutien administratif de l'Assemblée législative.	8 723	8 512
	a)	Bureau du chef de l'opposition officielle		
	1)	Traitement du chef de l'opposition officielle	47	46
	2)	Autres salaires et avantages sociaux	227	214
	3)	Autres dépenses	58	56
		Sous-total a)	332	316
	b)	Salaires et avantages sociaux	6 248	6 003
	c)	Autres dépenses	2 143	2 193
1.2	6.	Bureau du vérificateur général Vérification indépendante des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> .	6 582	6 489
	a)	Salaires et avantages sociaux	5 157	5 115
	b)	Autres dépenses	1 425	1 374
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman Reçoit les plaintes et fait enquête conformément à la <i>Loi sur l'ombudsman</i> , à la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et à la <i>Loi sur les renseignements médicaux personnels</i> . Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.	3 075	3 042
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 569	2 537
	b)	Autres dépenses	506	505
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections Conformément à la <i>Loi électorale</i> , le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la <i>Loi sur le financement des campagnes électorales</i> , il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la <i>Loi</i> et communiquent les renseignements obligatoires.	1 521	1 497
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 187	1 165
	b)	Autres dépenses	334	332

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants	3 425	2 864
		Veille au respect des droits, des intérêts et des préférences des enfants qui reçoivent des services de protection.		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 475	1 994
		b) Autres dépenses	950	870
1.6	10.	Coûts liés aux immobilisations	60	60
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			40 181	55 284

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
CONSEIL EXÉCUTIF (2)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration	2 812	-	2 812
2. Coûts liés aux immobilisations	15	-	15
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 827	-	2 827
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	2 812	-	2 812
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	15	-	15
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	2 827	-	2 827

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	2 827
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	2 827

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite				
Partie A - Fonctionnement				
2.1	1.	Administration.....	2 812	2 812
		Indemnités du Conseil exécutif; soutien du cabinet du premier ministre; fonctionnement du Conseil exécutif.		
	a)	Traitement du premier ministre et président du Conseil exécutif	56	56
	b)	Direction et administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 524	2 524
	2)	Autres dépenses	232	232
		Sous-total b)	2 756	2 756
2.2	2.	Coûts liés aux immobilisations	15	15
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			2 827	2 827

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Direction générale	1 113	3,7	1 073
2. Opérations	34 313	(6,9)	36 851
3. Coûts liés aux immobilisations	110	(1,8)	112
Total de la Partie A - Fonctionnement	35 536	(6,6)	38 036
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	32 964	2,6	32 126
Subventions en capital	2 462	(57,5)	5 798
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	23	-	23
Infrastructure	87	(2,2)	89
Total de la Partie A - Fonctionnement	35 536	(6,6)	38 036

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	38 051
Transfert de crédits allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(15)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	38 036

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
Partie A - Fonctionnement				
19.1	1.	Direction générale	1 113	1 073
		Direction, contrôle, planification et coordination de la politique et des programmes du ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	811	771
	2)	Autres dépenses	265	265
		Sous-total b)	1 076	1 036
19.2	2.	Opérations	34 313	36 851
		Soutien administratif du ministère; contribution aux services municipaux et aide financière et technique aux localités du Nord; élaboration de lignes directrices, de stratégies et de programmes axés sur le développement du Nord; coordination du dossier des droits fonciers issus des traités et du Programme d'application de la Convention sur l'inondation des terres du Nord; contribution aux dépenses de fonctionnement du Fonds de développement économique local; élaboration de lignes directrices et coordination de négociations fédérales-provinciales et interprovinciales, et travaux de recherche connexes, en ce qui touche les dossiers de la population autochtone du Manitoba; soutien aux initiatives de la communauté autochtone grâce au Fonds de développement économique et de mise en valeur des ressources pour les Autochtones.		
	a)	Services financiers et administratifs		
	1)	Salaires et avantages sociaux	311	302
	2)	Autres dépenses	97	97
		Sous-total a)	408	399
	b)	Développement des administrations locales		
	1)	Soutien des programmes et des opérations		
	a)	Salaires et avantages sociaux	247	235
	b)	Autres dépenses	88	88
	c)	Opérations communautaires	10 151	10 149
	d)	Services régionaux	486	486
	e)	Subventions	323	323
	f)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord	585	585
	g)	Subventions en capital	3 569	4 069
	h)	Aide en capital aux collectivités	1 393	1 729
			16 842	17 664
	i)	Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(2 500)	-
		Sous-total 1)	14 342	17 664
	2)	Région du Nord		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 176	1 109
	b)	Autres dépenses	358	358
		Sous-total 2)	1 534	1 467

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
	3)	Région du Centre-Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 074	1 020
		b) Autres dépenses	298	298
		Sous-total 3)	1 372	1 318
	4)	Fonds des affaires du Nord		
		a) Salaires et avantages sociaux	270	256
		b) Autres dépenses	52	52
		Sous-total 4)	322	308
	5)	Services de planification et d'élaboration de programmes		
		a) Salaires et avantages sociaux	602	583
		b) Autres dépenses	136	136
		Sous-total 5)	738	719
		Sous-total b)	18 308	21 476
	c)	Secrétariat des affaires autochtones		
	1)	Services de soutien		
		a) Salaires et avantages sociaux	380	362
		b) Autres dépenses	81	81
		Sous-total 1)	461	443
	2)	Gestion des ententes		
		a) Salaires et avantages sociaux	623	592
		b) Autres dépenses	129	129
		c) Mise en œuvre des ententes	1 279	1 279
		Sous-total 2)	2 031	2 000
	3)	Politiques et initiatives stratégiques		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 123	1 066
		b) Autres dépenses	357	357
		c) Programmes de développement pour les Autochtones	3 032	3 032
		d) Fonds de développement économique et de mise en valeur des ressources pour les Autochtones	1 110	1 110
		e) Partenaires pour des carrières	200	200
		f) Fonds de croissance économique	5 292	4 792
		Sous-total 3)	11 114	10 557
	4)	Section de consultation des Autochtones		
		a) Salaires et avantages sociaux	332	317
		b) Autres dépenses	189	189
		Sous-total 4)	521	506
		Sous-total c)	14 127	13 506
	d)	Fonds de développement économique local	1 470	1 470

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD (19), suite				
19.3	3.	Coûts liés aux immobilisations	110	112
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	23	23
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	39	39
		2) Frais d'intérêts	48	50
		Sous-total b)	87	89
		Total de la Partie A - Fonctionnement	35 536	38 036

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	2 026	-	2 026
2. Soutien aux collèges et aux universités	619 314	4,9	590 207
3. Aide aux étudiants du Manitoba	33 551	(5,5)	35 513
4. Apprentissage et alphabétisation des adultes	21 197	-	21 197
5. Subventions en capital	11 571	-	11 571
6. Coûts liés aux immobilisations	1 546	30,1	1 188
Total de la Partie A - Fonctionnement	689 205	4,2	661 702
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	676 088	4,2	648 943
Subventions en capital	11 571	-	11 571
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 546	30,1	1 188
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	689 205	4,2	661 702
Partie B - Investissements en immobilisations			
44. Immobilisations			
Actif général	500	(55,8)	1 132
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	500	(55,8)	1 132

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	661 237
Transfert de crédits venant de :	
- Santé	418
- Vie saine, Aînés et Consommation	4
- Innovation, Énergie et Mines	193
Transfert de crédits allant à :	
- Éducation	(150)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	<u>661 702</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite				
Partie A - Fonctionnement				
44.1	1.	Administration et finances	2 026	2 026
		Haute direction, planification, recherche et gestion de la politique et des programmes du ministère. Le soutien administratif est fourni par le ministère de l'Éducation dans le domaine des services financiers et administratifs, des systèmes et de la technologie, et des initiatives touchant l'éducation et la formation professionnelle des Autochtones.		
		<i>Services ministériels</i> : permettent une approche coordonnée à l'échelle du ministère en soutenant la planification, l'élaboration de politiques, la gestion de l'information, la collaboration interministérielle, la coordination intergouvernementale et les projets spéciaux.		
		<i>Éducation internationale</i> : fait connaître le Manitoba sur la scène internationale en tant que lieu privilégié offrant des programmes, des services et des produits d'éducation et de formation abordables et de grande qualité; incite à une approche holistique de l'éducation internationale qui fait appel à tous les intervenants, à tous les niveaux d'éducation, à tous les domaines d'études et de formation et à toutes les régions du Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	353	343
		2) Autres dépenses	87	97
		Sous-total b)	440	440
	c)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	330	320
		2) Autres dépenses	136	146
		Sous-total c)	466	466
	d)	Éducation internationale		
		1) Salaires et avantages sociaux	179	178
		2) Autres dépenses	154	155
		Sous-total d)	333	333
	e)	Administration et finances	750	750
44.2	2.	Soutien aux collèges et aux universités	619 314	590 207
		Orientation et soutien financier des universités et des collèges.		
		<i>Conseil de l'enseignement postsecondaire</i> : planifie et coordonne le développement d'un système d'éducation postsecondaire qui favorise l'excellence et l'accès à l'éducation; aide à la coordination et à l'intégration des services et des établissements; étudie et évalue les programmes et services offerts au niveau postsecondaire; encourage la responsabilité financière.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite

Subventions de fonctionnement aux universités : soutien financier aux universités de Brandon, du Manitoba et de Winnipeg, à l'Université de Saint-Boniface, au Collège universitaire du Nord, à la Canadian Mennonite University, au Providence College and Seminary, au William and Catherine Booth University College et au Steinbach Bible College.

Fonds des initiatives stratégiques en éducation postsecondaire : financement d'initiatives visant l'élaboration de nouveaux programmes dans les universités; subventions d'incitation à la réorganisation des systèmes.

Subventions aux collèges : soutien financier au Collège communautaire Assiniboine, au Collège Red River et à l'École technique et professionnelle.

Initiative d'expansion des collèges : aide financière au Collège communautaire Assiniboine, au Collège Red River, au Collège universitaire du Nord et à l'École technique et professionnelle afin de permettre plus de choix et d'accroître leur capacité et les possibilités qu'ils offrent, particulièrement dans les secteurs d'une importance stratégique pour le marché du travail ou dans lesquels il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée; d'augmenter les taux de persévérance scolaire et d'obtention de diplôme des étudiants; et d'établir des liens plus solides entre les établissements d'enseignement.

Programme Accès : aide financière aux établissements postsecondaires pour des programmes spécialisés à l'intention de personnes pour lesquelles l'accès à une éducation postsecondaire a longtemps connu des obstacles.

Aide à l'enseignement postsecondaire et à la formation professionnelle : aide financière pour soutenir les accords de formation interprovinciaux.

a) Conseil de l'enseignement postsecondaire			
1) Salaires et avantages sociaux		1 089	1 086
2) Autres dépenses		321	324
Sous-total a)		1 410	1 410
b) Subventions de fonctionnement aux universités		466 179 (1)	443 134
c) Fonds des initiatives stratégiques en éducation postsecondaire		500	500
d) Subventions aux collèges		90 575	87 092
e) Initiative d'expansion des collèges		44 332	42 060
f) Programme Accès		10 276	9 881
g) Aide à l'enseignement postsecondaire et à la formation professionnelle		6 042	6 130

1. Le montant total autorisé pour les subventions de fonctionnement aux universités s'élève à 466 387 \$, soit 466 179 \$ inclus dans le ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation et 208 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), SUITE				
44.3	3.	Aide aux étudiants du Manitoba	33 551	35 513
		Aide financière complémentaire visant à offrir plus d'options aux étudiants dont les finances limitent les choix éducationnels et qui risqueraient autrement de ne pas pouvoir faire d'études postsecondaires.		
		L'Aide aux étudiants du Manitoba offre un guichet unique de services. Elle administre les prêts, y compris l'évaluation, le versement, le remboursement et le recouvrement, et gère le Programme d'aide au remboursement. Elle finance et administre également le portefeuille de prêts aux étudiants.		
		En plus d'administrer les prêts canadiens aux étudiants et les prêts étudiants du gouvernement du Manitoba, l'Aide aux étudiants du Manitoba assume la gestion de l'aide financière provinciale dont : le Fonds de bourses du Manitoba (programme de remise de la dette), l'Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba, le Programme d'aide financière aux étudiants autochtones en médecine, le Programme d'aide financière aux étudiants et résidents en médecine, le programme manitobain de bourses d'études supérieures, les bourses Accès, les bourses du Prince de Galles et de la Princesse Anne, et le Programme de bourses d'études pour les Autochtones. L'Aide aux étudiants du Manitoba détermine également l'admissibilité au Programme canadien de subventions aux étudiants et aux bourses de transition, deux programmes financés par le gouvernement fédéral.		
		Sur la base du recouvrement, l'Aide aux étudiants du Manitoba offre du financement annuel à Enfants et Perspectives pour la jeunesse pour la gestion du Fonds des perspectives d'avenir. Ce financement vise à offrir des programmes d'intervention précoce aux jeunes à risque et à faible revenu afin de faciliter leur participation à l'éducation postsecondaire.		
		Par l'intermédiaire de la Section de l'administration des établissements d'enseignement professionnel privés, l'Aide aux étudiants fournit des directives aux gestionnaires de ces établissements pour assurer le respect de la <i>Loi sur les établissements d'enseignement professionnel privés</i> et des règlements du Manitoba, et pour assurer que ces établissements répondent aux critères de désignation aux fins de l'Aide aux étudiants.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	3 896	3 736
	b)	Autres dépenses	1 176	1 336
	c)	Bourses et fonds du Manitoba		
	1)	Fonds de bourses du Manitoba	14 320	14 260
	2)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba	4 875	4 875
	3)	Programme d'aide financière aux étudiants et résidents en médecine	4 361	4 221
	4)	Programme manitobain de bourses d'études supérieures	2 250	2 250
	5)	Prêts et bourses	2 731	2 731
	6)	Bourses d'études aux étudiants autochtones en médecine	168	168
		Sous-total c)	28 705	28 505

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), SUITE				
	d)	Subventions et fonds du Canada		
	1)	Fonds canadien des bourses d'études du millénaire	-	30
	2)	Subventions canadiennes pour études	1 350	1 000
	3)	Bourse de transition	700	2 300
		Sous-total d)	2 050	3 330
	e)	Administration des prêts étudiants	2 085	2 827
	f)	Moins : Somme récupérable de Santé	(4 361)	(4 221)
44.4	4.	Apprentissage et alphabétisation des adultes	21 197	21 197
		Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie provinciale visant l'alphabétisation des adultes. Financement et soutien d'organismes offrant des programmes d'alphabétisation sans frais aux adultes qui veulent améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture afin d'atteindre leurs objectifs d'emploi ou de formation, ou leurs objectifs personnels. Enregistrement et financement des centres d'apprentissage pour adultes pour qu'ils puissent offrir gratuitement des cours d'appoint et des cours menant à des crédits d'études secondaires et permettant d'obtenir un diplôme d'études secondaires et d'accéder à des possibilités d'emploi et d'études postsecondaires. Administration du test d'évaluation en éducation générale afin d'offrir aux adultes du Manitoba l'équivalence d'études secondaires.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	995	975
	b)	Autres dépenses	342	362
	c)	Centres d'apprentissage pour adultes	17 766	17 766
	d)	Alphabétisation des adultes	2 506 (2)	2 506
	e)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(412)	(412)
44.5	5.	Subventions en capital	11 571 (3)	11 571
	a)	Universités	9 754	9 754
	b)	Collèges	1 817	1 817

2. Le montant total autorisé pour l'alphabétisation des adultes s'élève à 2 806 \$, soit 2 506 \$ inclus dans le ministère de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation et 300 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.
3. Des fonds supplémentaires sont prévus dans la *Loi d'emprunt* annuelle.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET ALPHABÉTISATION (44), suite				
44.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	1 546	1 188
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	910	701
	b)	Frais d'intérêts	636	487
		Total de la Partie A - Fonctionnement	689 205	661 702

Partie B - Investissements en immobilisations

44.7	44.	Immobilisations	500	1 132
		Remplacement du système d'information du Programme d'aide aux étudiants du Manitoba.		
	a)	Actif général	500	1 132

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	2 852	0,6	2 836
2. Politique et agroenvironnement	14 614	2,4	14 268
3. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu	147 948	(0,2)	148 199
4. Développement et innovation de l'industrie agricole	19 130	0,5	19 035
5. Développement rural et agroalimentaire	41 934	(3,3)	43 350
6. Coûts liés aux immobilisations	510	0,4	508
Total de la Partie A - Fonctionnement	226 988	(0,5)	228 196
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	212 326	(0,7)	213 839
Subventions en capital	14 152	2,2	13 849
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	510	0,4	508
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	226 988	(0,5)	228 196
Partie B - Investissements en immobilisations			
3. Immobilisations			
Actif général	250	-	250
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	250	-	250

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	228 299
Transfert de fonctions allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(104)
Transfert de crédits venant de :	
- Commission de la fonction publique	1
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	228 196

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
Partie A - Fonctionnement				
3.1	1.	Administration et finances	2 852	2 836
		Haute direction, planification stratégique et contrôle des politiques et programmes du ministère. Fournit des services ministériels, y compris des services de gestion financière et administrative, de comptabilité, de contrôle financier et des services relatifs à l'obligation redditionnelle.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	632	609
		2) Autres dépenses	66	66
		3) Analyse de la politique	30	46
		Sous-total b)	728	721
	c)	Direction générale de la planification stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	484	474
		2) Autres dépenses	139	143
		Sous-total c)	623	617
	d)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 108	1 075
		2) Autres dépenses	356	386
		Sous-total d)	1 464	1 461
3.2	2.	Politique et agroenvironnement	14 614	14 268
		Coordonne l'élaboration des programmes et de la politique à long terme du ministère. Effectue des recherches et des analyses et fournit au personnel du ministère, au public et à l'industrie des statistiques sur l'agriculture et l'alimentation et des renseignements sur l'industrie. Offre au ministère des services consultatifs spécialisés, un service central de soutien et un leadership dans le domaine de la gestion du savoir. Fournit un service de soutien et des fonds pour l'administration de divers conseils et commissions. Offre des conseils, un soutien professionnel et des programmes dans les domaines suivants : la durabilité sur le plan environnemental et l'aménagement du territoire, y compris la gestion des terres domaniales destinées à l'exploitation agricole.		
	a)	Analyse des politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 665	1 562
		2) Autres dépenses	331	339
		Sous-total a)	1 996	1 901

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	b)	Gestion du savoir		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 452	1 425
		2) Autres dépenses	254	264
		Sous-total b)	1 706	1 689
	c)	Conseils, commissions et législation		
		1) Salaires et avantages sociaux	479	462
		2) Autres dépenses	211	198
		Sous-total c)	690	660
	d)	Agroenvironnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 997	2 051
		2) Autres dépenses	645	1 149
		3) Programme d'aide financière à la gestion des déjections animales	8 508	8 025
		Sous-total d)	11 150	11 225
	e)	Aménagement du territoire		
		1) Salaires et avantages sociaux	891	878
		2) Autres dépenses	835	834
		Sous-total e)	1 726	1 712
	f)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 654)	(2 919)
3.3	3.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu . . .	147 948	148 199
		<i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : offre divers programmes, y compris des programmes de prêts directs et de garanties d'emprunt, et des programmes d'assurance-récolte, d'indemnisation des dommages causés par la faune et d'aide spéciale. Ces programmes répondent aux besoins de financement des agriculteurs et permettent de limiter les conséquences des pertes de production sur leurs revenus.		
		<i>Stabilisation du revenu agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de stabilisation, en vue d'aider les agriculteurs qui subissent une diminution de revenu à gérer leur exploitation agricole.		
		<i>Aide au développement de l'industrie alimentaire</i> : offre une aide à l'industrie alimentaire du Manitoba et encourage le développement et les investissements durables.		
		<i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : couvre les remboursements de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba		
		1) Administration et coûts liés aux prêts	8 475	11 067
		2) Programme Agri-protection	58 863	50 351
		3) Indemnisation des dommages causés par la faune	1 516	1 477
		Sous-total a)	68 854	62 895

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	b)	Stabilisation du revenu agricole	44 216	50 518
	c)	Aide au développement de l'industrie alimentaire	417	559
	d)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles	35 603	35 515
	e)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(1 142)	(1 288)
3.4	4.	Développement et innovation de l'industrie agricole	19 130	19 035
		Offre un soutien technique, un leadership, des services spécialisés et des renseignements au personnel, aux producteurs et à l'industrie afin de favoriser le développement de l'industrie agroalimentaire et de l'économie rurale du Manitoba. Encourage l'acquisition et l'amélioration de connaissances de pointe dans des domaines spécialisés. Fournit des conseils sur la lutte contre les maladies du bétail et les maladies qui touchent les cultures, et sur leur prévention. Administre divers laboratoires et programmes, y compris les laboratoires de diagnostic vétérinaire et de diagnostic des maladies des cultures. Offre des conseils, un soutien professionnel et des programmes dans les domaines suivants : l'agronomie, la production animale, la protection des animaux, la médecine vétérinaire, la salubrité des aliments, la diversification, la recherche, l'innovation et l'adaptation. Fournit un service de liaison et de coordination de la recherche effectuée en collaboration avec les organismes de recherche agroalimentaire provinciaux et fédéraux.		
		<i>Initiative de développement durable de l'agriculture</i> : fournit des fonds et un soutien aux organismes provinciaux et locaux afin d'encourager l'adoption de pratiques agricoles durables.		
	a)	Élevage du bétail		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 879	4 761
		2) Autres dépenses	1 772	1 771
		3) Subventions	495	675
		Sous-total a)	7 146	7 207
	b)	Bureau du vétérinaire en chef et Centre de compétence pour la salubrité des aliments		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 639	2 427
		2) Autres dépenses	2 343	2 278
		Sous-total b)	4 982	4 705
	c)	Cultures		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 407	2 427
		2) Autres dépenses	670	701
		Sous-total c)	3 077	3 128

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	d)	Innovation et adaptation de l'industrie agroalimentaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 421	1 382
	2)	Autres dépenses	339	328
	3)	Subventions	1 465	1 465
		Sous-total d)	3 225	3 175
	e)	Initiative de développement durable de l'agriculture	700	1 000
	f)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	-	(180)
3.5	5.	Développement rural et agroalimentaire	41 934	43 350
		Prestation directe et soutien de programmes en collaboration avec les intervenants pour améliorer la viabilité des exploitations familiales et de l'industrie agricole, et pour bâtir des communautés rurales dynamiques. Offre des services de vulgarisation grâce aux centres Profitons des possibilités de croissance et un leadership technique grâce aux centres de compétence et à un organisme de service spécial. Fournit à l'industrie agroalimentaire des conseils spécialisés dans la production agricole, les pratiques de gestion durable, la salubrité des aliments à la ferme, la gestion d'entreprises agricoles et rurales, le développement économique et communautaire dans les régions rurales, le développement agricole pour les Autochtones, l'agrotourisme, le développement du leadership et des jeunes, la transformation des aliments, la commercialisation et le marketing des produits alimentaires. Fournit une orientation et des ressources spécialisées pour soutenir les initiatives menant à la viabilité des collectivités, à la création d'emplois et à l'investissement de nouveaux capitaux. Offre une aide financière et un soutien professionnel à des projets économiquement viables en partenariat avec les collectivités, les administrations municipales, les organismes de développement communautaire locaux et régionaux, les responsables des chaînes de valeur, les entreprises et les organismes pour jeunes.		
	a)	Centres Profitons des possibilités de croissance		
	1)	Salaires et avantages sociaux	11 089	10 809
	2)	Autres dépenses	3 846	3 742
		Sous-total a)	14 935	14 551
	b)	Développement économique et rural		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 973	1 938
	2)	Autres dépenses	840	743
	3)	Subventions	376	866
		Sous-total b)	3 189	3 547

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET INITIATIVES RURALES (3), suite				
	c)	Centre de développement de produits alimentaires	2 245 (1)	2 245
	d)	Commercialisation et marketing de produits alimentaires		
	1)	Salaires et avantages sociaux	802	782
	2)	Autres dépenses	287	493
		Sous-total d)	<u>1 089</u>	<u>1 275</u>
	e)	Subventions de développement de l'infrastructure	1 015	1 015
	f)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(1 939)	(2 258)
	g)	Initiatives de développement économique rural	21 400	22 975
3.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	<u>510</u>	<u>508</u>
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	427	421
	b)	Frais d'intérêts	83	87
		Total de la Partie A - Fonctionnement	<u><u>226 988</u></u>	<u><u>228 196</u></u>
Partie B - Investissements en immobilisations				
3.7	3.	Immobilisations.	<u>250</u>	<u>250</u>
		Acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	250	250

1. Le Centre de développement de produits alimentaires est un organisme de service spécial pour lequel le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

ENFANTS ET PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE (20)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	848	1,6	835
2. Bureau d'Enfants en santé Manitoba	31 789	0,7	31 579
3. Perspectives pour la jeunesse	11 974	12,8	10 614
Total de la Partie A - Fonctionnement	44 611	3,7	43 028

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	44 611	3,7	43 028
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	44 611	3,7	43 028

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	-
Transfert de fonctions venant de :	
- Conservation et Gestion des ressources hydriques	333
- Services à la famille et Travail	2 644
- Santé	203
- Vie saine, Aînés et Consommation	38 758
- Immigration et Affaires multiculturelles	46
- Justice	1 530
Transfert de crédits venant de :	
- Affaires autochtones et du Nord	15
- Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	104
- Entrepreneuriat, Formation professionnelle et Commerce	15
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	40
Transfert de crédits allant à :	
- Santé	(410)
- Vie saine, Aînés et Consommation	(200)
- Justice	(50)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	43 028

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENFANTS ET PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE (20), suite				
Partie A - Fonctionnement				
20.1	1.	Administration et finances	848	835
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère. Gestion financière générale et planification financière stratégique pour le ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	598	585
	2)	Autres dépenses	67	67
		Sous-total b)	665	652
	c)	Services financiers et administratifs	146	146
20.2	2.	Bureau d'Enfants en santé Manitoba	31 789	31 579
		Sous la direction du Comité ministériel pour Enfants en santé et conformément à la <i>Loi sur la stratégie « Enfants en santé Manitoba »</i> , coordination de la politique publique du gouvernement du Manitoba axée sur l'enfant et de sa stratégie interministérielle à long terme de prévention et d'intervention précoce auprès des enfants et des adolescents, en donnant la priorité au développement du jeune enfant. Recherche et études intersectorielles, innovation au niveau des lignes directrices et des programmes, développement communautaire, y compris une collaboration avec les coalitions axées sur les parents et les enfants, et évaluation de programmes. Financement d'initiatives spéciales et gestion des rapports entre le ministère et les organismes bénéficiant de subventions, et des résultats attendus de leurs activités.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 325	2 338
	b)	Autres dépenses	620	432
	c)	Aide financière et subventions	28 844	28 809
20.3	3.	Perspectives pour la jeunesse	11 974	10 614
		<i>Jeunesse</i> : finance et appuie des programmes et des services visant à améliorer les possibilités de formation, d'emploi et d'actions civiques des jeunes, ainsi que l'accès aux renseignements sur les carrières. Offre des services de présentation et de placement, et facilite la transition au marché du travail pour les élèves et les jeunes. Verse des fonds pour appuyer les entreprises lancées par des jeunes et la formation des jeunes au rôle d'entrepreneur. Appuie le développement du leadership et la promotion du civisme chez les jeunes. Finance et appuie des programmes et des services visant à améliorer les résultats scolaires à l'école secondaire ainsi que l'accès aux études postsecondaires.		
		<i>Loisirs et services régionaux</i> : aide financière et services de consultation offerts à des organismes dans l'ensemble du Manitoba pour favoriser les possibilités récréatives communautaires. Appui à des organismes afin qu'ils mettent sur pied des services de loisirs régionaux.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENFANTS ET PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE (20), suite				
<i>Prévention du crime</i> : coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes de prévention du crime, y compris en travaillant sur des initiatives interministérielles et en collaborant avec d'autres ordres de gouvernement pour mettre en œuvre des initiatives. L'objectif principal est d'élaborer et d'appuyer des politiques et des programmes qui empêchent les particuliers d'avoir des démêlés avec le système judiciaire. Communication d'éléments de fait relatifs à la prévention du crime et incorporation de ceux-ci dans les initiatives, et soutien des approches innovatrices. Gestion des programmes de prévention de base offerts par la direction. Financement d'initiatives spéciales et gestion des rapports entre le ministère et les organismes bénéficiant de subventions, et des résultats attendus de leurs activités.				
a)		Jeunesse		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 340	2 335
	2)	Autres dépenses	1 896	1 061
	3)	Organismes externes	15 377	14 869
			19 613	18 265
	4)	Moins : Somme récupérable des Affaires autochtones et du Nord	(200)	(200)
	5)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(4 163)	(4 163)
	6)	Moins : Somme récupérable de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation	(4 000)	(4 000)
	7)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(3 850)	(3 850)
	8)	Moins : Somme récupérable de Logement et Développement communautaire	(382)	(382)
		Sous-total a)	7 018	5 670
b)		Loisirs et services régionaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 432	1 412
	2)	Autres dépenses	451	451
	3)	Organismes externes	2 351	2 351
			4 234	4 214
	4)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(700)	(700)
	5)	Moins : Somme récupérable de Logement et Développement communautaire	(100)	(100)
		Sous-total b)	3 434	3 414
c)		Prévention du crime		
	1)	Salaires et avantages sociaux	544	502
	2)	Autres dépenses	184	184
	3)	Organismes externes	794	844
		Sous-total c)	1 522	1 530
Total de la Partie A - Fonctionnement			44 611	43 028

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Commission de la fonction publique.	21 602	-	21 602
2. Coûts liés aux immobilisations	41	-	41
Total de la Partie A - Fonctionnement	21 643	-	21 643
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	21 602	-	21 602
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	41	-	41
Infrastructure.	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	21 643	-	21 643

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012.	21 656
Transfert de crédits allant à :	
- Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	(1)
- Éducation	(11)
- Finances.	(1)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	21 643

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite

Partie A - Fonctionnement

17.1	1.	Commission de la fonction publique	21 602	21 602
		<i>Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre</i> : offre des services d'orientation de la gestion et de coordination des programmes de la Commission; conseille le gouvernement sur les questions relatives aux ressources humaines; fournit des services de conseils, de consultation et d'administration au Conseil de la Commission de la fonction publique. À titre d'organisme quasi judiciaire, le Conseil de la Commission de la fonction publique reçoit les appels en vertu de la <i>Loi sur la fonction publique</i> , de divers règlements et des conventions collectives, et il conseille le ministre en ce qui concerne la gestion des ressources humaines.		
		<i>Services ministériels</i> : offre des services financiers et de technologies de l'information ainsi que d'autres services de soutien administratif connexes; élabore des politiques, des plans et des programmes en vue d'appuyer et d'inspirer la fonction publique.		
		<i>Services de ressources humaines</i> : constitue un guichet unique où les ministères peuvent recevoir des conseils et de l'orientation pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de recrutement et de participation des ressources humaines; en partenariat avec les ministères, d'autres administrations et des communautés dans toute la province, coordonne les activités visant à attirer et à conserver des fonctionnaires de grande qualité.		
		<i>Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages</i> : permet au gouvernement d'assurer le recrutement et le perfectionnement des employés conformément aux besoins organisationnels et aux politiques d'emploi, dont celles favorisant un effectif diversifié et ouvert à tous.		
		<i>Programme d'aide aux employés</i> : chargé de voir à ce que les employés qui demandent eux-mêmes de l'aide parce qu'ils éprouvent divers problèmes personnels et interpersonnels ayant des effets négatifs sur leur vie familiale et professionnelle reçoivent toute l'aide qu'il leur faut. Le Programme y parvient au moyen de services de counselling et d'interventions qui répondent aux problèmes touchant le rendement au travail et le bien-être des employés.		
		<i>Organisme de perfectionnement et de formation</i> : chargé de la formation du personnel et des services de développement organisationnel pour l'ensemble des ministères et d'autres clients du secteur public.		
	a)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	450	424
		2) Autres dépenses	86	86
		Sous-total a)	536	510
	b)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 513	2 152
		2) Autres dépenses	1 173	1 151
			3 686	3 303
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(277)	(277)
		Sous-total b)	3 409	3 026

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	c)	Services de ressources humaines		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 713	13 454
		2) Autres dépenses	1 869	1 932
			15 582	15 386
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(346)	(346)
		Sous-total c)	15 236	15 040
	d)	Équité, perfectionnement professionnel et formation en stages	1 639	2 271
	e)	Programme d'aide aux employés		
		1) Salaires et avantages sociaux	759	722
		2) Autres dépenses	178	188
			937	910
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(155)	(155)
		Sous-total e)	782	755
	f)	Organisme de perfectionnement et de formation	-	-
17.2	2.	Coûts liés aux immobilisations	41	41
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
		Total de la Partie A - Fonctionnement	21 643	21 643

1. L'Organisme de perfectionnement et de formation est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	13 009	0,6	12 931
2. Services régionaux et parcs	68 730	1,9	67 453
3. Programmes de conservation	28 153	(0,7)	28 344
4. Changement climatique et protection de l'environnement	11 571	(0,3)	11 600
5. Gestion des ressources hydriques	23 049	(0,3)	23 112
6. Coûts liés aux immobilisations	11 525	26,1	9 138
Total de la Partie A - Fonctionnement	156 037	2,3	152 578

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	144 512	0,7	143 440
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 703	53,2	2 417
Infrastructure	7 822	16,4	6 721
Total de la Partie A - Fonctionnement	156 037	2,3	152 578

Partie B - Investissements en immobilisations

12. Immobilisations			
Actif général	25 732	158,6	9 950
Infrastructure	25 600	52,8	16 757
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	51 332	92,2	26 707

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	- Conservation	126 582
	- Gestion des ressources hydriques	35 250
Transfert de fonctions venant de :		
- Infrastructure et Transports		217
Transfert de fonctions allant à :		
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse		(333)
- Vie saine, Aînés et Consommation		(108)
- Infrastructure et Transports		(9 015)
Transfert de crédits allant à :		
- Innovation, Énergie et Mines		(15)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)		152 578

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite

Partie A - Fonctionnement

12.1	1.	Administration et finances	13 009	12 931
		Haute direction et services à l'ensemble du ministère : services financiers, technologies de l'information, ventes de cartes, soutien saisonnier, bibliothèque et autre soutien administratif. Veille à l'élaboration de lois et de règlements, de lignes directrices, de plans et de programmes visant la protection et la gestion durables des ressources et de l'environnement du Manitoba. Assure l'entretien de rapports suivis avec les autres gouvernements.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête à l'échelle du Manitoba sur toute question importante se rapportant à l'environnement; entreprend, au besoin, des activités éducatives destinées au grand public.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	713	675
		2) Autres dépenses	217	232
		Sous-total b)	930	907
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 022	3 952
		2) Autres dépenses	1 569	1 610
		Sous-total c)	5 591	5 562
	d)	Politique et gestion durable des ressources		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 905	1 857
		2) Autres dépenses	253	253
		3) Subventions	97	145
		Sous-total d)	2 255	2 255
	e)	Planification des bassins versants, de l'aménagement du territoire et des zones protégées		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 341	1 318
		2) Autres dépenses	277	277
		Sous-total e)	1 618	1 595
	f)	Relations avec la communauté autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	683	609
		2) Autres dépenses	185	250
		Sous-total f)	868	859

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	g)	Wabanong Nakaygum Okimawin	791	826
	h)	Politique gouvernementale des terres domaniales		
		1) Salaires et avantages sociaux	243	224
		2) Autres dépenses	18	18
		Sous-total h)	261	242
	i)	Commission de protection de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	321	311
		2) Autres dépenses	337	337
		Sous-total i)	658	648
12.2	2.	Services régionaux et parcs	68 730	67 453
		À l'échelle communautaire, coordination et intégration des programmes et services liés aux parcs, à l'environnement et à la conservation; mise en application des lois et des règlements. Programmes d'intervention d'urgence en cas d'incendie de forêt.		
	a)	Services de soutien régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 301	2 260
		2) Autres dépenses	1 247	1 428
		Sous-total a)	3 548	3 688
	b)	Région du Nord-Ouest		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 928	1 888
		2) Autres dépenses	756	756
		Sous-total b)	2 684	2 644
	c)	Région du Nord-Est		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 447	2 345
		2) Autres dépenses	1 227	1 227
		Sous-total c)	3 674	3 572
	d)	Région du Centre		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 882	3 730
		2) Autres dépenses	1 348	1 348
		Sous-total d)	5 230	5 078
	e)	Région de l'Est		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 532	3 405
		2) Autres dépenses	950	950
		Sous-total e)	4 482	4 355

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	f)	Région de l'Ouest		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 586	3 499
		2) Autres dépenses	1 289	1 289
		Sous-total f)	4 875	4 788
	g)	Parcs et réserves naturelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 134	15 488
		2) Autres dépenses	10 823	10 572
		3) Subventions	472	472
			27 429	26 532
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(472)	(472)
		Sous-total g)	26 957	26 060
	h)	Programme de prévention des incendies et d'intervention d'urgence		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 439	6 427
		2) Autres dépenses	11 341	11 341
			17 780	17 768
		3) Moins : Somme récupérable d'Urgences diverses	(500)	(500)
		Sous-total h)	17 280	17 268
12.3	3.	Programmes de conservation	28 153	28 344
		Gestion stratégique des ressources naturelles du Manitoba (parcs, terres, forêts et faune) conformément aux principes du développement durable.		
		<i>Organismes de service spécial</i> : Manitoba vert – Solutions écologiques et pépinière forestière Pineland.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	153	148
		2) Autres dépenses	329	329
		Sous-total a)	482	477
	b)	Forêts		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 030	5 474
		2) Autres dépenses	4 180	4 781
		3) Subventions	23	23
		4) Plants pour la régénération forestière	751	901
			9 984	11 179
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(733)	(978)
		Sous-total b)	9 251	10 201

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	c)	Faune		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 546	3 413
		2) Autres dépenses	1 761	1 625
		3) Subventions	959	959
		4) Entente Canada-Manitoba sur la prévention des dommages causés aux récoltes par la sauvagine	354	354
		Sous-total c)	6 620	6 351
	d)	Fonds de mise en valeur du milieu écologique	50	50
	e)	Fonds spécial de conservation et d'aide aux espèces en voie de disparition	125	125
	f)	Projet de mise en valeur de la faune	409	409
	g)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 787	1 741
		2) Autres dépenses	5 533	4 204
		3) Subventions	260	260
		Sous-total g)	7 580	6 205
	h)	Prévention de la pollution		
		1) Salaires et avantages sociaux	370	354
		2) Autres dépenses	108	99
		Sous-total h)	478	453
	i)	GéoManitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 281	3 142
		2) Autres dépenses	1 285	1 285
			4 566	4 427
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 621)	(1 621)
		Sous-total i)	2 945	2 806
	j)	Institut international du développement durable	1 126	1 126
	k)	Manitoba vert – Solutions écologiques	672 (1)	1 726
	l)	Pépinière forestière Pineland	- (2)	-
	m)	Moins : Somme récupérable du Fonds des innovations de développement durable	(1 585)	(1 585)

1. Manitoba vert – Solutions écologiques est un organisme de service spécial pour lequel le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).
2. La pépinière forestière Pineland est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
12.4	4.	Changement climatique et protection de l'environnement	11 571	11 600
		Élabore et coordonne la mise en œuvre des programmes provinciaux ayant trait au changement climatique; veille à l'évaluation des répercussions environnementales des projets de développement. Programmes d'intervention d'urgence en cas d'urgences environnementales.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	516	383
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total a)	589	456
	b)	Stratégies et programmes environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 635	1 539
		2) Autres dépenses	930	1 096
		Sous-total b)	2 565	2 635
	c)	Conformité et application de la loi en matière d'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 833	3 739
		2) Autres dépenses	1 286	1 366
		Sous-total c)	5 119	5 105
	d)	Approbations liées à l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 070	2 073
		2) Autres dépenses	271	376
		Sous-total d)	2 341	2 449
	e)	Initiatives relatives au changement climatique		
		1) Salaires et avantages sociaux	534	490
		2) Autres dépenses	423	465
		Sous-total e)	957	955
12.5	5.	Gestion des ressources hydriques	23 049	23 112
		Recherche scientifique, surveillance et gestion des ressources hydriques en vue de veiller à la qualité et à la durabilité des ressources hydriques et halieutiques ainsi que des écosystèmes du Manitoba, et de protéger le public. Surveillance et réglementation visant à garantir la salubrité de l'eau potable du Manitoba, et délivrance de licences relatives au drainage efficace et écosensible ainsi qu'aux droits d'utilisation de l'eau.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	447	420
		2) Autres dépenses	607	622
		Sous-total a)	1 054	1 042
	b)	Gestion et sciences de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 626	2 525
		2) Autres dépenses	1 386	1 514
		Sous-total b)	4 012	4 039
	c)	Direction de la pêche		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 216	3 176
		2) Autres dépenses	583	582
		3) Aide au transport pour les pêcheurs du Nord	410	410
		Sous-total c)	4 209	4 168
	d)	Fonds de mise en valeur de la pêche	850	850
	e)	Aide aux districts de conservation et à la gestion des bassins versants	5 736	5 615
		Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(1 165)	(1 165)
		Sous-total e)	4 571	4 450
	f)	Service de l'eau potable		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 900	1 852
		2) Autres dépenses	1 028	1 093
		Sous-total f)	2 928	2 945
	g)	Licences relatives au drainage et à la régularisation des eaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 616	1 596
		2) Autres dépenses	483	535
		Sous-total g)	2 099	2 131
	h)	Licences relatives à l'utilisation de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 457	1 442
		2) Autres dépenses	141	156
		Sous-total h)	1 598	1 598
	i)	Initiatives de gestion des ressources hydriques	1 728	1 889

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES (12), suite				
12.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	11 525	9 138
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	2 258	1 657
		2) Frais d'intérêts	1 445	760
		Sous-total a)	3 703	2 417
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	3 496	3 039
		2) Frais d'intérêts	4 326	3 682
		Sous-total b)	7 822	6 721
		Total de la Partie A - Fonctionnement	156 037	152 578

Partie B - Investissements en immobilisations

12.7	12.	Immobilisations	51 332	26 707
		<i>Actif général</i> : prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information, acquisition de matériel et Centre international de conservation des ours polaires.		
		<i>Infrastructure</i> : construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à l'aménagement de lotissements pour chalets.		
	a)	Actif général	25 732	9 950
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure des parcs	23 100	14 257
		2) Terres domaniales et aménagement de lotissements pour chalets	2 500	2 500
		Sous-total b)	25 600	16 757

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	2 440	-	2 440
2. Programmes	46 907	-	46 907
3. Documentation et information	11 848	(0,1)	11 855
4. Coûts liés aux immobilisations	155	4,7	148
Total de la Partie A - Fonctionnement	61 350	-	61 350

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	61 195	-	61 202
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	155	4,7	148
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	61 350	-	61 350

Partie B - Investissements en immobilisations

14. Immobilisations			
Actif général	110	-	110
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	110	-	110

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	64 100
Transfert de fonctions allant à :	
- Immigration et Affaires multiculturelles	(808)
Transfert du pouvoir de recouvrement venant de :	
- Éducation	(340)
Transfert de crédits allant à :	
- Infrastructure et Transports	(1 602)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	61 350

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
Partie A - Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	2 440	2 440
		Planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère, y compris la planification financière et les services de comptabilité centrale, d'administration des subventions et de technologie de l'information.		
		<i>Commission de classification cinématographique du Manitoba : renseignements à la population sur les films et vidéos offerts au Manitoba.</i>		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	629	627
		2) Autres dépenses	54	54
			683	681
	3)	Moins : Somme récupérable de Vie saine, Aînés et Consommation	(57)	(55)
		Sous-total b)	626	626
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 375	1 375
		2) Autres dépenses	361	361
			1 736	1 736
	3)	Moins : Somme récupérable de Vie saine, Aînés et Consommation et d'Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(393)	(393)
		Sous-total c)	1 343	1 343
	d)	Commission de classification cinématographique du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	266	266
		2) Autres dépenses	168	168
		Sous-total d)	434	434
14.2	2.	Programmes	46 907	46 907
		Offre de l'aide financière et des services de consultation à des organismes du Manitoba dans le but de favoriser les arts et le patrimoine communautaires, et de soutenir les services de bibliothèques; réglemente la protection et la préservation d'éléments significatifs du patrimoine du Manitoba; aide les organismes créés par une loi à promouvoir l'industrie culturelle et artistique. Favorise le développement, la croissance et la diversité de l'industrie touristique au Manitoba en collaboration avec l'organisme d'État Voyage Manitoba.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	536	536
		2) Autres dépenses	82	62
		Sous-total a)	618	598

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
	b)	Subventions aux organismes culturels	9 737	9 737
	c)	Conseil des Arts du Manitoba		
	1)	Subventions	9 820	9 620
	2)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(875)	(875)
	3)	Moins : Somme récupérable d'Éducation	(540)	(340)
		Sous-total c)	8 405	8 405
	d)	Conseil consultatif chargé des subventions destinées au patrimoine	411	411
	e)	Direction des arts		
	1)	Salaires et avantages sociaux	695	695
	2)	Autres dépenses	165	165
	3)	Développement de l'enregistrement cinématographique et sonore	4 383	4 383
	4)	Subventions	3 955	3 935
		Sous-total e)	9 198	9 178
	f)	Direction des services de bibliothèques publiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	925	925
	2)	Autres dépenses	706	696
	3)	Subventions	5 519	5 493
		Sous-total f)	7 150	7 114
	g)	Ressources historiques		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 330	1 330
	2)	Autres dépenses	383	383
	3)	Subventions	1 178	1 254
		Sous-total g)	2 891	2 967
	h)	Secrétariat du tourisme		
	1)	Salaires et avantages sociaux	402	402
	2)	Autres dépenses	337	337
	3)	Subventions	645	645
		Sous-total h)	1 384	1 384
	i)	Voyage Manitoba		
	1)	Subventions	7 613	7 613
	2)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique urbain et rural	(500)	(500)
		Sous-total i)	7 113	7 113

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.3	3.	Documentation et information.....	11 848	11 855
		Fournit au public et au gouvernement des services de communication et d'information. Les Services de communication du Manitoba sont chargés des fonctions suivantes : les communications à l'échelle du gouvernement; l'achat de services de publicité, d'impression et de création; la communication de l'information aux médias; la gestion du contenu de sites Internet; le Service de renseignements au public; la vente et la distribution des publications officielles. Les Services provinciaux sont chargés de ce qui suit : la traduction et l'interprétation pour le gouvernement; les Archives du Manitoba, y compris le service de gestion des documents officiels; la coordination centrale et le soutien de la politique en ce qui concerne l'accès à l'information et la protection de la vie privée; la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Services de communication du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 006	4 006
		2) Autres dépenses	1 153	1 160
		3) Avis du secteur public	1 966	1 966
			7 125	7 132
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 725)	(2 725)
		Sous-total a)	4 400	4 407
	b)	Service de traduction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 627	1 627
		2) Autres dépenses	624	624
			2 251	2 251
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(235)	(235)
		Sous-total b)	2 016	2 016
	c)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 819	2 819
		2) Autres dépenses	1 986	1 896
			4 805	4 715
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(793)	(703)
		Sous-total c)	4 012	4 012
	d)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
		1) Salaires et avantages sociaux	868	868
		2) Autres dépenses	552	552
		Sous-total d)	1 420	1 420

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	155	148
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	142	140
	b)	Frais d'intérêts	13	8
Total de la Partie A - Fonctionnement			61 350	61 350

Partie B - Investissements en immobilisations

14.5	14.	Immobilisations	110	110
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	110	110

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
ÉDUCATION (16)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	1 935	-	1 935
2. Programmes scolaires	27 158	0,7	26 958
3. Bureau de l'éducation française	9 748	-	9 748
4. Aide fiscale relative à l'éducation	298 819	3,5	288 819
5. Soutien aux écoles	1 244 869	2,8	1 210 912
6. Financement des immobilisations	49 994	3,8	48 181
7. Coûts liés aux immobilisations	166	-	166
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 632 689	2,9	1 586 719
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 582 529	2,9	1 538 372
Subventions en capital	49 994	3,8	48 181
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	166	-	166
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 632 689	2,9	1 586 719
Partie B - Investissements en immobilisations			
16. Immobilisations			
Actif général	-	(100,0)	27
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	-	(100,0)	27

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	1 586 218
Transfert de crédits venant de :	
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	150
- Commission de la fonction publique	11
Transfert du pouvoir de recouvrement allant à :	
- Culture, Patrimoine et Tourisme	340
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	1 586 719

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
Partie A - Fonctionnement				
16.1	1.	Administration et finances	1 935	1 935
		Planification, haute direction et soutien administratif pour les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes dans les domaines du contrôle central, des services financiers et administratifs, et des services des systèmes et de la technologie.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	718	709
		2) Autres dépenses	123	132
		Sous-total b)	841	841
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	927	927
		2) Autres dépenses	337	337
		Sous-total c)	1 264	1 264
	d)	Services des systèmes et de la technologie		
		1) Salaires et avantages sociaux	201	199
		2) Autres dépenses	162	164
		Sous-total d)	363	363
	e)	Moins : Somme récupérable d'Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	(570)	(570)
16.2	2.	Programmes scolaires	27 158	26 958
		Leadership, coordination et soutien des systèmes publics et indépendants d'éducation des jeunes enfants et d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année au Manitoba.		
		<i>Manitoba School for the Deaf</i> : programmes en American Sign Language (ASL), de la maternelle à la 12 ^e année, pour les élèves sourds et malentendants, et classe maternelle bimodale à effectif réduit où l'ASL et l'anglais oral sont utilisés.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

ÉDUCATION (16), suite

Enseignement, programmes d'études et évaluation : leadership, élaboration de documents, soutien et formation professionnelle en ce qui concerne les programmes d'études et les programmes d'évaluation de la maternelle à la 12^e année, pour assurer à tous les élèves une éducation pertinente, intéressante et de haute qualité. Surveillance et appui de l'enseignement à domicile, des écoles outre-mer affiliées au Manitoba et des écoles indépendantes subventionnées et non subventionnées, afin de veiller à ce que les élèves de ces systèmes reçoivent une éducation équivalente à celle des écoles publiques. Soutien de l'éducation et de l'apprentissage des jeunes enfants au Manitoba en vue de resserrer le lien entre l'apprentissage des jeunes enfants et le système scolaire de la maternelle à la 12^e année. Soutien des initiatives gouvernementales dans des secteurs prioritaires tels que l'enseignement dans les régions rurales et du Nord et dans les collectivités à faible revenu, l'éducation des Autochtones et le développement durable. Offre de cours imprimés d'enseignement à distance et coordination de la prestation de cours sur le Web pour assurer à tous les apprenants l'accès à un éventail de possibilités d'éducation. Recommandation aux enseignants et au Centre des manuels scolaires du Manitoba de listes d'ouvrages de référence éducatifs conformes aux programmes d'études et disponibles sous divers formats papiers et numériques. Appui à la transition efficace des jeunes tout au long du parcours de la maternelle à la 12^e année, et entre la fin des études secondaires et l'entrée sur le marché du travail ou le début d'études postsecondaires. Contrôle des subventions et soutien aux écoles dans les domaines des premiers apprentissages en mathématiques, de l'intervention précoce en alphabétisation, de la réussite scolaire chez les élèves autochtones et de l'enseignement technique et professionnel. Supervision des politiques provinciales d'évaluation en classe et des tests basés sur les normes de 12^e année (anglais et mathématiques) ainsi que d'initiatives, y compris la collecte, la synthèse et la diffusion de données, la participation à des évaluations nationales et internationales, et l'initiative provinciale concernant les bulletins scolaires.

Programmes et services de soutien aux élèves : services de consultation et offre de possibilités de perfectionnement professionnel, à l'intention des éducateurs et des spécialistes scolaires, en vue d'appuyer le développement d'environnements d'apprentissage efficaces et l'amélioration des résultats d'apprentissage pour les enfants et les jeunes, surtout ceux ayant des besoins particuliers, qui étudient de la maternelle à la 12^e année. Soutien direct à l'enseignement pour les élèves atteints de déficiences sensorielles. Services de consultation additionnels dans le domaine des services aux élèves pour les divisions scolaires des régions rurales et du nord du Manitoba. Coordination interministérielle des services aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spéciaux. Administration des ententes de prestation de services conclues avec les établissements offrant des programmes éducatifs pour les jeunes. Collaboration avec les divisions scolaires, les organismes éducationnels et communautaires, et les groupes de parents en vue de mettre en œuvre des services et des programmes, dont la planification des écoles et des divisions scolaires. Collaboration avec Enfants en santé Manitoba, le système de justice pour la jeunesse et d'autres fournisseurs de services pour offrir des programmes et des soutiens qui favorisent le bien-être des enfants et des jeunes du Manitoba.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
<i>Ressources éducatives</i> : appui aux éducateurs par la production et la diffusion de ressources éducatives imprimées et non imprimées, y compris des programmes d'études provinciaux et des cours d'apprentissage à distance, ainsi que des documents en braille et des documents sonores pour les élèves aveugles et malvoyants. Collaboration avec les divisions scolaires, les établissements d'enseignement postsecondaire et les organisations internationales afin de mettre en œuvre toute une gamme de services pour les élèves ayant une déficience visuelle. Accès des enseignants et des éducateurs aux programmes d'études et aux ressources d'apprentissage alignées par l'intermédiaire de la Bibliothèque des ressources pédagogiques. Coordination du site Web de la maternelle à la 12 ^e année.				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	321	313
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total a)	391	383
	b)	Manitoba School for the Deaf		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 357	3 438
		2) Autres dépenses	383	383
		Sous-total b)	3 740	3 821
	c)	Enseignement, programmes d'études et évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 829	7 829
		2) Autres dépenses	4 027	4 027
		3) Aide	1 211	1 011
		Sous-total c)	13 067	12 867
	d)	Programmes et services de soutien aux élèves		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 388	3 315
		2) Autres dépenses	1 418	1 418
		3) Aide	70	70
		Sous-total d)	4 876	4 803
	e)	Ressources éducatives		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 900	3 900
		2) Autres dépenses	1 184	1 184
		Sous-total e)	5 084	5 084
	f)	Centre des manuels scolaires du Manitoba	-	-
			(1)	

1. Le Centre des manuels scolaires du Manitoba est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
16.3	3.	Bureau de l'éducation française	9 748	9 748
		Élaboration, recommandation et administration de politiques et de programmes se rapportant à l'enseignement en français. Services aux élèves, au personnel enseignant et aux divisions scolaires offrant des programmes français et des programmes d'immersion française, ainsi que des cours de français de base. Élaboration et mise en œuvre de cadres de programmes d'études ainsi que de documents et de documentation d'appui pour la série Foundation for Implementation. Élaboration et administration des évaluations et des tests basés sur les normes de la Province. Services de bibliothèque et de production médiatique. Communication avec les intervenants dans le domaine de l'éducation, dont les éducateurs et les parents. Gestion d'ententes et de programmes intergouvernementaux, y compris l'Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la deuxième langue officielle. Leadership et soutien en ce qui concerne la programmation éducative, de la maternelle à la 12 ^e année, telle qu'elle s'applique à l'enseignement en français au Manitoba.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	189	184
		2) Autres dépenses	16	21
		Sous-total a)	205	205
	b)	Développement et implantation des programmes d'études		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 371	1 371
		2) Autres dépenses	439	439
		Sous-total b)	1 810	1 810
	c)	Services de soutien en éducation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 319	1 339
		2) Autres dépenses	261	261
		Sous-total c)	1 580	1 600
	d)	Programmes de langues officielles et services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	986	986
		2) Autres dépenses	863	863
		3) Aide	3 416	3 416
		Sous-total d)	5 265	5 265
	e)	Services de bibliothèque et de production de documents		
		1) Salaires et avantages sociaux	620	600
		2) Autres dépenses	268	268
		Sous-total e)	888	868

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
16.4	4.	Aide fiscale relative à l'éducation	298 819	288 819
		Financement du crédit d'impôt foncier pour l'éducation et de l'aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires, afin de réduire l'impact des impôts fonciers liés à l'éducation.		
	a)	Crédit d'impôt foncier pour l'éducation		
	b)	Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	297 319 1 500	287 296 1 523
16.5	5.	Soutien aux écoles	1 244 869	1 210 912
		Programmes et services facilitant le financement et l'administration des établissements d'enseignement de la maternelle à la 12 ^e année.		
		<i>Financement des écoles</i> : assure l'élaboration et l'administration du Programme de financement des écoles, ainsi que l'observation de l'obligation de rendre compte dans le cadre du programme; subventions aux écoles indépendantes et aux organisations éducationnelles. Orientation de la politique financière des divisions scolaires et soutien administratif de ces dernières. Maintien du Système comptable FRAME (rapports financiers et comptabilité - Éducation Manitoba). Financement des activités d'évaluation foncière menées par le ministère des Administrations locales.		
		<i>Services d'administration scolaire</i> : veille au maintien d'un cadre efficace de lois, de règlements et de politiques pour l'enseignement élémentaire et secondaire; atteste les compétences du personnel enseignant des écoles manitobaines. Recueille et conserve les notes des élèves du secondaire. Veille au maintien d'un système de transport sécuritaire des élèves. Coordonne l'étude et la révision des lois et des règlements et assure la communication à ce sujet. Soutien un réseau de recherche en éducation à l'échelle provinciale. Offre des services de soutien aux conseils et commissions réglementaires et non réglementaires. Offre et coordonne des services de traduction et de langue française aux ministères de l'Éducation et de l'Enseignement postsecondaire et de l'Alphabétisation.		
		<i>Réseau informatique scolaire</i> : tient, à l'échelle du ministère, une base de données concernant l'éducation de la maternelle à la 12 ^e année, contenant notamment des renseignements sur l'évolution et la performance des élèves, sur les notes des élèves du secondaire et sur les brevets des enseignants.		
		<i>Direction générale de l'éducation des Autochtones</i> : établit la politique, coordonne la recherche et élabore une stratégie pour l'éducation et la formation professionnelle des Autochtones. Coordonne le Plan d'action sur l'éducation et l'emploi chez les Autochtones du Manitoba et veille à ce que les systèmes d'éducation et de formation professionnelle du Manitoba répondent aux besoins des Autochtones.		
		<i>Subventions aux écoles</i> : verse la part du financement que le gouvernement doit accorder aux écoles publiques conformément au Programme de financement des écoles, et finance d'autres services liés directement aux écoles publiques, y compris les charges relatives à l'intérêt sur les déventures et les frais de fonctionnement de la Commission des finances des écoles publiques. Accorde des subventions aux écoles indépendantes de manière à ce que le gouvernement s'acquitte de ses obligations en la matière, et verse aux écoles publiques des subventions générales de soutien.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
<i>Autres subventions</i> : verse des subventions à diverses organisations éducationnelles.				
<i>Caisse de retraite des enseignants</i> : finance la part de l'employeur pour les cotisations à l'égard du service actuel et la répartition des frais d'intérêts liés aux emprunts visant à capitaliser partiellement l'obligation non réglée.				
	a)	Financement des écoles		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 070	1 070
		2) Autres dépenses	143	143
		3) Évaluation foncière	3 054	3 035
		Sous-total a)	4 267	4 248
	b)	Services d'administration scolaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 630	1 583
		2) Autres dépenses	681	728
		Sous-total b)	2 311	2 311
	c)	Réseau informatique scolaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	246	243
		2) Autres dépenses	109	112
		Sous-total c)	355	355
	d)	Direction générale de l'éducation des Autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	795	767
		2) Autres dépenses	473	638
		Sous-total d)	1 268	1 405
	e)	Subventions aux écoles		
		1) Subventions de fonctionnement	1 050 925	1 023 108
		2) Subventions générales de soutien	32 200	30 300
		Sous-total e)	1 083 125	1 053 408
	f)	Autres subventions	1 961	1 961
	g)	Caisse de retraite des enseignants	151 762	147 404
	h)	Moins : Somme récupérable d'Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	(180)	(180)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ÉDUCATION (16), suite				
16.6	6.	Financement des immobilisations Poste prévoyant les subventions d'immobilisations accordées aux divisions scolaires.	49 994	48 181
16.7	7.	Coûts liés aux immobilisations Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.	166	166
	a)	Amortissement	147	147
	b)	Frais d'intérêts	19	19
Total de la Partie A - Fonctionnement			1 632 689	1 586 719
Partie B - Investissements en immobilisations				
16.8	16.	Immobilisations Acquisition de matériel.	-	27

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)

Partie A - Fonctionnement

1. Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	<u>16 933</u>	7,1	<u>15 817</u>
Total de la Partie A - Fonctionnement	<u>16 933</u>	7,1	<u>15 817</u>

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	16 933	7,1	15 817
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	<u>16 933</u>	7,1	<u>15 817</u>

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	<u>15 817</u>
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	<u>15 817</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
Partie A - Fonctionnement				
6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	16 933	15 817
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations à l'égard du service actuel, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Régime de retraite de la fonction publique		
		1) Coûts liés aux pensions	64 642	60 156
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(56 579) (1)	(53 236)
		Sous-total a)	8 063	6 920
	b)	Autres avantages salariaux	8 855	8 882
	c)	Commission des accidents du travail		
		1) Évaluations - accidents des employés du gouvernement	7 275	6 525
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(7 260) (1)	(6 510)
		Sous-total c)	15	15
		Sous-total a) à c)	16 933	15 817
	d)	Régime de pensions du Canada	38 002	35 311
	e)	Régime d'assurance-emploi	18 940	17 007
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique	2 295	2 225
	g)	Régime d'assurance dentaire	8 430	8 543
	h)	Régime de soins de la vue	1 399	1 199
	i)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance	3 821	3 581
	j)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits	207	220
	k)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée	5 464	5 398
	l)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire	22 162	21 069
	m)	Compte gestion-santé	3 924	3 022
		Sous-total d) à m)	104 644	97 575
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(104 644) (1)	(97 575)
		Total de la Partie A - Fonctionnement	16 933	15 817

1. Le coût de ces paiements est récupéré des postes de salaire des ministères.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	4 648	-	4 648
2. Services d'aide à l'entreprise	12 883	-	12 883
3. Compétences sur le marché du travail	551 043	1,7	542 042
4. Relations internationales et commerce	3 456	-	3 456
5. Coûts liés aux immobilisations	2 443	6,1	2 302
Total de la Partie A - Fonctionnement	574 473	1,6	565 331

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	572 030	1,6	563 029
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	2 443	6,1	2 302
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	574 473	1,6	565 331

Partie B - Investissements en immobilisations

10. Immobilisations			
Actif général	-	(100,0)	2 829
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	-	(100,0)	2 829

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	134 567
Transfert de fonctions venant de :	
- Services à la famille et Travail	432 937
Transfert de fonctions allant à :	
- Finances	(2 148)
Transfert de crédits allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(15)
- Santé	(10)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	565 331

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
Partie A - Fonctionnement				
10.1	1.	Administration et finances	4 648	4 648
		<i>Services administratifs et financiers</i> : planification et gestion par la haute direction des politiques et des programmes du ministère. Services centralisés de gestion financière et administrative et de gestion des systèmes et de la technologie pour le ministère de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce et celui de l'Innovation, de l'Énergie et des Mines.		
		<i>Politique, planification et coordination</i> : soutien et analyse, à l'échelle ministérielle et interministérielle, de la politique relative au marché du travail, au commerce et au développement économique. Coordination et soutien de la planification stratégique et commerciale du ministère, production d'analyses et de renseignements relatifs au marché du travail afin de faciliter les liens entre le milieu de l'éducation, les employeurs et les particuliers sur le marché du travail.		
		<i>Bureau des statistiques du Manitoba</i> : coordination des statistiques provinciales dans les secteurs de l'économie et de la main-d'œuvre afin de répondre aux besoins des nouvelles directives et des nouveaux programmes du gouvernement et de ses organismes d'État.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	612	612
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	685	685
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 675	1 675
		2) Autres dépenses	422	422
			2 097	2 097
		3) Moins : Somme récupérable d'Innovation, Énergie et Mines	(150)	(150)
		Sous-total c)	1 947	1 947
	d)	Politique, planification et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	783	783
		2) Autres dépenses	237	237
		Sous-total d)	1 020	1 020
	e)	Bureau des statistiques du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	818	818
		2) Autres dépenses	201	201
			1 019	1 019
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(60)	(60)
		Sous-total e)	959	959

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
10.2	2.	Services d'aide à l'entreprise	12 883	12 883
		<i>Développement de l'industrie</i> : facilite l'accès aux capitaux de création ou d'expansion des entreprises; aide et soutien aux projets de développement économique dans le but d'améliorer la situation économique et environnementale du Manitoba.		
		<i>Services d'experts-conseils et d'aide au marketing</i> : services d'aide au développement commercial et d'experts-conseils offerts aux entreprises des secteurs de la fabrication, de la transformation et des services. Favorisent les possibilités de développement économique en s'appuyant sur les avantages naturels et les capacités industrielles diversifiées du Manitoba. Le groupe d'aide au marketing coordonne les activités de communication et de commercialisation, la promotion du commerce et des investissements et la préparation d'information sur les marchés et d'autres renseignements.		
		<i>Développement des petites entreprises</i> : élaboration, coordination et mise en œuvre d'une gamme de services et de programmes visant à favoriser la croissance de la petite entreprise et, de façon générale, le secteur de l'entrepreneuriat.		
		<i>Immigration des investisseurs et des entrepreneurs</i> : attire des investissements et fait venir des gens d'affaires au Manitoba grâce à des initiatives générales de promotion des affaires et de recrutement d'entrepreneurs.		
		<i>Initiatives de compétitivité</i> : lance, coordonne et exécute des initiatives afin d'améliorer la prestation de services gouvernementaux aux entreprises, dans le cadre de la Stratégie de développement économique du secteur manufacturier du Manitoba et d'autres initiatives visant à stimuler la productivité et la compétitivité des entreprises au Manitoba.		
		<i>Entente de partenariat économique</i> : contribution à l'Entente de partenariat Canada-Manitoba pour le développement économique, dont le but est de favoriser la croissance économique de la province par des investissements stratégiques.		
	a)	Développement de l'industrie		
	1)	Services financiers		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 137	1 137
	b)	Autres dépenses	333	333
	c)	Aide financière aux entreprises	13 425	13 525
			14 895	14 995
	d)	Moins : Récupération des intérêts - Aide financière aux entreprises	(8 810)	(8 810)
		Sous-total 1)	6 085	6 185
	2)	Aide à la commercialisation destinée aux entreprises	4 175	4 075
		Sous-total a)	10 260	10 260

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
	b)	Services d'experts-conseils et d'aide au marketing		
		1) Salaires et avantages sociaux	845	845
		2) Autres dépenses	323	323
		Sous-total b)	1 168	1 168
	c)	Développement des petites entreprises		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 261	1 261
		2) Autres dépenses	645	645
		3) Subventions	60	60
		Sous-total c)	1 966	1 966
	d)	Immigration des investisseurs et des entrepreneurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	318	318
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total d)	387	387
	e)	Initiatives de compétitivité		
		1) Salaires et avantages sociaux	348	348
		2) Autres dépenses	99	99
		Sous-total e)	447	447
	f)	Entente de partenariat économique	1 287 (1)	1 287
	g)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 632)	(2 632)
10.3	3.	Compétences sur le marché du travail.	551 043	542 042

La Division des compétences sur le marché du travail est responsable de la programmation liée au marché du travail pour le gouvernement provincial. Elle conçoit et met en œuvre une vaste gamme de programmes et de services liés au marché du travail et collabore avec les particuliers, les employeurs et les communautés pour aider à développer et à appliquer les aptitudes nécessaires. Les programmes et les services sont intégrés et offerts par le truchement des programmes de Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie et des programmes d'Apprentissage Manitoba, Emploi Manitoba et Aide à l'emploi et au revenu.

Administration divisionnaire : direction, coordination et intégration stratégiques en matière de responsabilité financière, de politique et d'utilisation des ressources financières pour les programmes de la Division des compétences sur le marché du travail.

1. Le montant total autorisé pour cette entente s'élève à 6 432 \$, soit 1 287 \$ inclus dans le ministère de l'Entrepreneuriat, de la Formation professionnelle et du Commerce, et 5 145 \$ inclus dans la Mise en œuvre de certaines ententes.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite

Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie : établit des partenariats avec le secteur industriel afin de définir les besoins de ressources humaines et de formation, et d'élaborer les stratégies y répondant; collabore avec les entreprises pour générer des fonds et accroître les investissements dans la formation à l'échelle de l'industrie afin d'appuyer la compétitivité et la croissance dans les secteurs stratégiques de l'économie provinciale; coordonne les initiatives visant à appuyer le perfectionnement de la main-d'œuvre au sein des petites et moyennes entreprises; en collaboration avec les entreprises et les syndicats, élabore et coordonne des projets de formation en milieu de travail sur les compétences essentielles et des projets de reconnaissance de l'apprentissage préalable dans l'industrie, et en partage les coûts.

Apprentissage Manitoba : de concert avec l'industrie, détermine quels métiers seront désignés; s'occupe de l'inscription des apprentis et élabore la réglementation relative aux métiers; établit des normes de formation et d'obtention d'un certificat à l'égard d'un métier qui répondent aux exigences provinciales et interprovinciales en matière de reconnaissances professionnelles; crée des partenariats avec des fournisseurs de services de formation afin de mettre en œuvre et de fournir des programmes de formation; octroie les certificats et gère les dossiers des apprentis et des ouvriers qualifiés. Dans le cadre de l'Initiative en matière d'enseignement technique et professionnel, offre à la population manitobaine un éventail complet de possibilités de formation technique et professionnelle et de perfectionnement des compétences qui sont accessibles à tous, intégrées aux différents niveaux d'enseignement et axées sur les besoins du marché du travail.

Emploi Manitoba : en fonction des tendances du marché du travail au Manitoba et par des partenariats avec des intervenants de la communauté, offre directement des programmes, des services et des ressources visant à aider les particuliers intéressés à définir leurs objectifs d'emploi et à les réaliser.

Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail : en vertu d'une entente entre le gouvernement fédéral et la Province, aide les personnes au chômage bénéficiaires de l'assurance-emploi à se préparer au marché du travail, à obtenir un emploi et à le conserver en offrant divers services, y compris l'appui à la formation professionnelle. L'Entente vise aussi à appuyer – y compris par l'apport de fonds – l'établissement de partenariats avec les employeurs, tant individuels que regroupés au sein d'associations de membres de l'industrie, dans le but de répondre aux exigences actuelles et futures du marché du travail et de la main-d'œuvre.

Fonds d'investissement dans l'industrie et la main-d'œuvre : donne aux entreprises du Manitoba l'occasion de former une main-d'œuvre hautement qualifiée en appuyant des investissements stratégiques qui enrichiront le bassin de ressources humaines de la province, notamment grâce à l'accroissement des conseils sectoriels.

Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail : en vertu d'une entente entre le gouvernement fédéral et la Province, le Canada accorde un financement afin d'appuyer des programmes et des services qui répondent aux priorités et aux objectifs immédiats et émergents du marché du travail. L'Entente vise principalement les aides et les services d'emploi et de formation pour les personnes aux compétences relativement faibles.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite

Initiatives stratégiques d'aide à l'emploi et au revenu : gestion centralisée des programmes, coordination et soutien des politiques, gestion financière, élaboration des politiques et des initiatives stratégiques, recherche, conception et mise au point de projets pilotes et d'initiatives stratégiques. Soutien et mise en œuvre de systèmes d'information pour les programmes de soutien des personnes handicapées.

Programmes de soutien de l'emploi et du revenu : leadership, orientation, élaboration de programmes et de politiques, gestion financière, mesures législatives et normes, et soutien des systèmes d'information pour les programmes provinciaux d'aide à l'emploi et au revenu, de soutien à l'éducation et à la formation professionnelle et de supplément du revenu. Coordination de programmes qui permettent à leurs participants de chercher et d'obtenir un emploi rémunérateur, par l'offre d'une gamme de services de formation, d'éducation et de soutien.

Aide à l'emploi et au revenu : prestations d'aide au revenu pour les Manitobains et Manitobaines à faible revenu.

Services de santé : soutien et services essentiels en matière de médicaments, de soins dentaires et de soins optiques pour les bénéficiaires de l'aide à l'emploi et au revenu ainsi que les enfants pris en charge.

Aide au revenu pour les personnes handicapées : aide financière supplémentaire aux adultes handicapés bénéficiant de l'aide à l'emploi et au revenu, pour les dépenses liées à la vie en société.

Emploi/Habilités : prestation d'une gamme de services de formation professionnelle, d'éducation et de soutien, y compris le programme Supported Employment, permettant aux adultes handicapés admissibles de chercher et d'obtenir un emploi rémunérateur.

Programme 55 ans et plus : supplément de revenu trimestriel aux personnes à faible revenu âgées de 55 ans et plus.

Promotion de l'autonomie : appui des partenariats qui favorisent les occasions d'emploi pour les prestataires de l'aide au revenu. Amélioration des compétences et de l'employabilité, diminution des obstacles à l'emploi et orientation vers des possibilités de formation et d'emploi.

Prestation manitobaine pour enfants : supplément de revenu mensuel aux familles à faible revenu ayant charge d'enfants.

Aide au loyer : allocation mensuelle aux Manitobains et Manitobaines à faible revenu qui habitent un logement locatif privé et paient des coûts d'habitation.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	504	504
		2) Autres dépenses	265	265
		Sous-total a)	769	769
	b)	Perfectionnement de la main-d'œuvre dans l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	714	714
		2) Autres dépenses	132	132
		3) Soutien à la formation	2 825	1 825
		Sous-total b)	3 671	2 671
	c)	Apprentissage Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 358	4 108
		2) Autres dépenses	1 920	1 870
		3) Soutien à la formation	16 254	14 154
			22 532	20 132
		4) Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail	(2 237)	(2 237)
		Sous-total c)	20 295	17 895
	d)	Emploi Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 825	5 825
		2) Autres dépenses	2 480	2 480
		3) Soutien à la formation	10 008	9 194
		Sous-total d)	18 313	17 499
	e)	Entente Canada-Manitoba sur le développement du marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 233	7 233
		2) Autres dépenses	989	989
		3) Soutien à la formation	44 367	44 818
		Sous-total e)	52 589	53 040
	f)	Fonds d'investissement dans l'industrie et la main-d'œuvre	2 600	2 600
	g)	Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	893	893
		2) Autres dépenses	543	543
		3) Soutien à la formation	21 674	21 674
		Sous-total g)	23 110	23 110

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
	h)	Aide à l'emploi et au revenu		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 281	2 281
		2) Autres dépenses	3 028	3 028
		3) Soutien des programmes		
		a) Aide à l'emploi et au revenu	307 907	306 573
		b) Services de santé	65 906	62 416
		c) Aide au revenu pour les personnes handicapées	25 186	24 386
		d) Emploi <i>Habilités</i>	9 325	9 508
		e) Programme 55 ans et plus	4 932	5 382
		f) Promotion de l'autonomie	4 020	4 020
		g) Prestation manitobaine pour enfants	4 154	5 154
		h) Aide au loyer	13 214	11 967
		Sous-total 3)	434 644	429 406
		Sous-total h)	439 953	434 715
	i)	Moins : Somme récupérable de l'Entente Canada-Manitoba sur le marché du travail	(10 257)	(10 257)
10.4	4.	Relations internationales et commerce	3 456	3 456
		Soutien aux entreprises pour qu'elles développent leurs capacités d'exportation et diversifient leurs activités sur les marchés internationaux. Promotion des possibilités d'investissement à l'étranger afin d'augmenter les investissements et les possibilités d'emploi au Manitoba.		
		Coordination d'une approche globale pour promouvoir les intérêts du Manitoba à l'échelle internationale, notamment en ce qui concerne la participation au développement international et le service protocolaire de la Province.		
	a)	Relations internationales		
		1) Salaires et avantages sociaux	867	867
		2) Autres dépenses	440	440
		Sous-total a)	1 307	1 307
	b)	Direction générale du commerce du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 805	1 805
		2) Autres dépenses	1 344	1 344
			3 149	3 149
	3)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(1 000)	(1 000)
		Sous-total b)	2 149	2 149

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ENTREPRENARIAT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET COMMERCE (10), suite				
10.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	2 443	2 302
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	1 651	1 549
	b)	Frais d'intérêts	792	753
Total de la Partie A - Fonctionnement			574 473	565 331

Partie B - Investissements en immobilisations

10.6	10.	Immobilisations	-	2 829
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Actif général	-	2 829

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	10 638	0,2	10 615
2. Programmes - Travail	18 183	-	18 183
3. Programmes de soutien des personnes handicapées et apprentissage et garde des jeunes enfants	444 280	6,3	417 907
4. Services à l'enfant et à la famille	420 051	11,3	377 517
5. Prestation des services dans les communautés	135 190	3,9	130 126
6. Coûts liés aux immobilisations	3 892	(1,1)	3 937
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 032 234	7,7	958 285
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 025 511	7,8	951 517
Subventions en capital	2 831	-	2 831
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 892	(1,1)	3 937
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	1 032 234	7,7	958 285
Partie B - Investissements en immobilisations			
9. Immobilisations			
Actif général	216	(48,0)	415
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	216	(48,0)	415

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012 - Services à la famille et Consommation	1 388 417
Transfert de fonctions venant de :	
- Immigration et Affaires multiculturelles	20 426
Transfert de fonctions allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(2 644)
- Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	(432 937)
- Finances	(965)
- Vie saine, Aînés et Consommation	(13 920)
- Immigration et Affaires multiculturelles	(45)
Transfert de crédits venant de :	
- Santé	331
Transfert de crédits allant à :	
- Santé	(378)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	958 285

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite

Partie A - Fonctionnement

9.1	1.	Administration et finances	10 638	10 615
		Haute direction, orientation de la politique et des programmes, bureau central de contrôle financier, services financiers, développement et soutien des technologies de l'information, obligation redditionnelle et soutien des organismes, et soutien administratif général du ministère.		
		<i>Commission d'appel des services sociaux</i> : audition des appels des Manitobains et Manitobaines en matière de programmes d'aide financière, d'autres programmes et services, et de délivrance de licences aux garderies et aux établissements de soins en résidence.		
		<i>Bureau des personnes handicapées</i> : appui au ministre responsable des Personnes handicapées; point central des ressources pour tous les ministères afin d'appuyer et de coordonner les initiatives qui ont des incidences pour les personnes handicapées et de favoriser la communication entre la communauté des personnes handicapées et le gouvernement.		
		<i>Situation de la femme</i> : conseils au gouvernement sur les dossiers et les enjeux d'intérêt pour les femmes du Manitoba afin d'aider à l'élaboration de politiques et de programmes appropriés; encouragement du dialogue et de partenariats avec des organismes communautaires et avec d'autres ministères; participation à des activités et à des projets de promotion de l'égalité des sexes et de sensibilisation aux questions touchant les femmes.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	759	759
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total b)	824	824
	c)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	433	365
		2) Autres dépenses	83	83
		Sous-total c)	516	448
	d)	Bureau des personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	477	457
		2) Autres dépenses	150	167
		Sous-total d)	627	624

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite				
	e)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 258	1 258
		2) Autres dépenses	278	278
		Sous-total e)	1 536	1 536
	f)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 451	1 451
		2) Autres dépenses	383	383
		Sous-total f)	1 834	1 834
	g)	Innovation, information et technologie		
		1) Salaires et avantages sociaux	882	882
		2) Autres dépenses	1 845	1 845
		Sous-total g)	2 727	2 727
	h)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 147	1 147
		2) Autres dépenses	367	367
		Sous-total h)	1 514	1 514
	i)	Situation de la femme		
		1) Salaires et avantages sociaux	630	668
		2) Autres dépenses	293	303
		3) Subventions	100	100
		Sous-total i)	1 023	1 071
9.2	2.	Programmes - Travail	18 183	18 183
		<i>Administration divisionnaire</i> : service central de gestion et de soutien des programmes de la division dans les domaines des services financiers et administratifs, dont la planification, la communication, le contrôle financier et l'obligation redditionnelle.		
		<i>Recherche, législation et politique</i> : service central de soutien des programmes de la division dans les domaines de la recherche, de l'analyse des politiques et de l'élaboration de la législation, y compris la planification et la communication.		
		<i>Services de conciliation et de médiation</i> : conciliation et médiation pour les employeurs et les travailleurs.		
		<i>Bureau du surintendant des pensions</i> : aide à la création, à l'expansion et à l'amélioration des régimes de retraite; protection des droits actuels des employés dans ce domaine.		
		<i>Commission du travail du Manitoba</i> : administration et règlement des demandes qui lui sont adressées directement ou indirectement en vertu de la <i>Loi sur les relations du travail</i> et des autres textes législatifs traitant des rapports entre les employeurs et les travailleurs.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite				
<i>Sécurité et hygiène du travail</i> : prestation de services de prévention des blessures et des maladies en milieu de travail au Manitoba, en veillant au respect de la <i>Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail</i> et de ses règlements et en aidant les employeurs et les travailleurs à participer aux systèmes de sécurité et d'hygiène en place dans leur milieu de travail.				
<i>Normes d'emploi</i> : application des normes en matière de conditions d'emploi; programmes permettant aux travailleurs mis à pied à cause de changements au sein du marché du travail ou de la structure des entreprises de retrouver un emploi ou de se recycler.				
<i>Bureau des conseillers des travailleurs</i> : aide aux accidentés du travail en ce qui a trait aux demandes d'indemnisation.				
<i>Bureau du commissaire aux incendies</i> : visites de prévention et services d'inspections techniques conformément aux dispositions législatives. Enquêtes sur les incendies suspects ayant causé la mort, des blessures ou des dommages matériels. Prestation d'une formation reconnue sur la prévention des incendies et l'intervention d'urgence, et de services de sécurité publique. Intervention d'urgence partout dans la province en cas d'incidents de grande envergure.				
a)		Administration divisionnaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	530	530
	2)	Autres dépenses	132	132
		Sous-total a)	662	662
b)		Recherche, législation et politique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	576	584
	2)	Autres dépenses	66	66
	3)	Subventions	75	57
		Sous-total b)	717	707
c)		Services de conciliation et de médiation		
	1)	Salaires et avantages sociaux	636	600
	2)	Autres dépenses	135	131
		Sous-total c)	771	731
d)		Bureau du surintendant des pensions		
	1)	Salaires et avantages sociaux	413	412
	2)	Autres dépenses	133	150
		Sous-total d)	546	562

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite				
	e)	Commission du travail du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 306	1 306
		2) Autres dépenses	451	449
		Sous-total e)	1 757	1 755
	f)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 226	7 226
		2) Autres dépenses	2 130	2 101
		3) Subventions	185	185
		Sous-total f)	9 541	9 512
	g)	Normes d'emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 725	2 762
		2) Autres dépenses	577	581
		Sous-total g)	3 302	3 343
	h)	Bureau des conseillers des travailleurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	708	723
		2) Autres dépenses	179	188
		Sous-total h)	887	911
	i)	Bureau du commissaire aux incendies	-	-
			(1)	

9.3	3. Programmes de soutien des personnes handicapées et apprentissage et garde des jeunes enfants	444 280	417 907
------------	---	----------------	----------------

Initiatives stratégiques et soutien des programmes : gestion centralisée des programmes, coordination et soutien des politiques, gestion financière, élaboration des politiques et des initiatives stratégiques, recherche, conception et mise au point de projets pilotes et d'initiatives stratégiques. Soutien et mise en œuvre de l'assurance de la qualité et de systèmes d'information pour les programmes de soutien des personnes handicapées.

Programmes de soutien des personnes handicapées : élaboration de programmes et de politiques; gestion financière et surveillance des programmes d'aide à la vie en société pour les adultes ayant une déficience mentale ainsi que pour les enfants handicapés et leur famille. Prestation des services appropriés aux particuliers et aux familles au moyen d'un cadre d'assurance de la qualité.

Services d'intégration communautaire des personnes handicapées : gamme de services de jour, de services en résidence et de services de soutien fournissant aux adultes ayant une déficience mentale la possibilité de vivre en société et de participer à la vie de la communauté.

Services aux enfants handicapés : élaboration de la politique et des programmes de soutien des enfants handicapés, de leurs familles et de leurs fournisseurs de soins.

1. Le Bureau du commissaire aux incendies est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite				
		<i>Bureau du commissaire aux personnes vulnérables</i> : veille à l'application des dispositions concernant la subrogation prévues par la <i>Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale</i> .		
		<i>Apprentissage et garde des jeunes enfants</i> : orientation des politiques, de l'administration et des programmes en ce qui concerne les établissements autorisés à titre de garderies en résidence et de centres d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, administration d'un programme d'allocations pour les parents admissibles, supervision et administration de subventions de fonctionnement, d'équipement et de formation pour les établissements admissibles, et soutien aux établissements qui fournissent des soins aux enfants ayant des besoins spéciaux.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 627	1 627
		2) Autres dépenses	361	361
		Sous-total a)	1 988	1 988
	b)	Programmes de soutien des personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 109	1 109
		2) Autres dépenses	186	186
		3) Services d'intégration communautaire des personnes handicapées	270 505	249 595
		4) Services aux enfants handicapés	27 155	26 439
		Sous-total b)	298 955	277 329
	c)	Bureau du commissaire aux personnes vulnérables		
		1) Salaires et avantages sociaux	486	411
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total c)	598	523
	d)	Apprentissage et garde des jeunes enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 069	1 997
		2) Autres dépenses	1 312	1 472
		3) Aide financière et subventions	139 358	134 598
		Sous-total d)	142 739	138 067
9.4	4.	Services à l'enfant et à la famille	420 051	377 517
		<i>Initiatives stratégiques et soutien des programmes</i> : soutien à la gestion conjointe des initiatives stratégiques de la division et des directions concernées; coordination et collaboration interministérielles, extra-ministérielles et intersectorielles; planification, soutien des politiques, modèles de financement, administration financière, obligation redditionnelle et gestion financière, et services législatifs de la division.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite

Services de protection des enfants : en vertu de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille*, de la *Loi sur les régies de services à l'enfant et à la famille* et de la *Loi sur l'adoption*, coordination d'une gamme complète de services à l'enfant et à la famille partout dans la province. Orientation et soutien des politiques des quatre régies de services à l'enfant et à la famille qui gèrent la prestation de services de protection de l'enfance par l'intermédiaire des offices qu'elles ont autorisés. Aide financière et orientation de l'administration et des programmes pour les fournisseurs de soins en résidence et pour une gamme d'organismes communautaires qui offrent des services aux enfants et aux familles à risque. Direction de la coordination des mesures d'assurance de la qualité à l'égard des régies et des autres fournisseurs de services subventionnés par la direction ainsi que de l'approbation des normes de base. Gestion et prestation de services provinciaux centralisés (registre postadoption et registre provincial concernant les mauvais traitements).

Prévention de la violence familiale : promotion de l'élimination de la violence familiale par le financement et la supervision de programmes communautaires pour les femmes, les enfants et les hommes partout au Manitoba; promotion de la sensibilisation par l'intermédiaire de campagnes publiques et d'initiatives de formation.

Enquête sur l'affaire Phoenix Sinclair : couvre les dépenses liées à la tenue d'une enquête publique.

a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
	1) Salaires et avantages sociaux	2 180	1 768
	2) Autres dépenses	179	179
	3) Initiative de protection de l'enfance pour les Autochtones	484	484
	Sous-total a)	2 843	2 431
b)	Services de protection des enfants		
	1) Salaires et avantages sociaux	4 380	4 072
	2) Autres dépenses	2 041	1 662
	3) Régies et entretien des enfants	395 720	355 397
	4) Fonds d'innovations pour les familles - Offices autorisés	934	933
	Sous-total b)	403 075	362 064
c)	Prévention de la violence familiale		
	1) Salaires et avantages sociaux	560	560
	2) Autres dépenses	93	93
	3) Organismes externes	12 432	12 369
	Sous-total c)	13 085	13 022
d)	Enquête sur l'affaire Phoenix Sinclair	1 048	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite				
9.5	5.	Prestation de services dans les communautés	135 190	130 126
		Prestation d'une vaste gamme de services sociaux et de programmes d'aide financière pour les Manitobains et Manitobaines dans la province.		
		<i>Aide à la prestation de services</i> : conseils spécialisés sur les programmes et soutien de la direction et du personnel chargés de la prestation des services dans les directions suivantes : Services ruraux et du Nord, Services à Winnipeg et Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg.		
		<i>Services ruraux et du Nord</i> : prestation des services sociaux offerts par le ministère, des services d'aide au revenu et des services à l'enfant et à la famille pour les Manitobains et Manitobaines admissibles dans les régions rurales et du Nord.		
		<i>Services à Winnipeg</i> : prestation des services sociaux offerts par le ministère et des services d'aide au revenu pour les Manitobains et Manitobaines admissibles à Winnipeg en coopération avec l'Office régional de la santé de Winnipeg.		
		<i>Services provinciaux</i> : administration des prestations de supplément au revenu, des allocations pour la garde d'enfants et des allocations-logement pour les Manitobains et Manitobaines admissibles, ainsi que des prestations pour des services de santé à l'intention des bénéficiaires de l'aide à l'emploi et au revenu et des enfants pris en charge.		
		<i>Centre manitobain de développement</i> : soins à long terme centrés sur les pensionnaires de l'établissement et programmes de développement à l'intention des adultes ayant une déficience mentale.		
		<i>Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg</i> : en vertu de la <i>Loi sur les services à l'enfant et à la famille</i> et de la <i>Loi sur l'adoption</i> , prestation d'une gamme complète de services de protection des enfants et de services de soutien aux familles à Winnipeg.		
	a)	Aide à la prestation de services		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 917	2 647
		2) Autres dépenses	4 938	4 479
		Sous-total a)	7 855	7 126
	b)	Services ruraux et du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	26 439	25 825
		2) Autres dépenses	4 475	4 170
		Sous-total b)	30 914	29 995
	c)	Services à Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	34 475	33 687
		2) Autres dépenses	5 532	4 122
		Sous-total c)	40 007	37 809
	d)	Services provinciaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 629	2 604
		2) Autres dépenses	630	627
		Sous-total d)	3 259	3 231

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SERVICES À LA FAMILLE ET TRAVAIL (9), suite				
	e)	Centre manitobain de développement		
		1) Salaires et avantages sociaux	30 037	29 248
		2) Autres dépenses	2 832	2 832
			32 869	32 080
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(172)	(172)
		Sous-total e)	32 697	31 908
	f)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 326	17 925
		2) Autres dépenses	2 132	2 132
		Sous-total f)	20 458	20 057
9.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	3 892	3 937
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	3 075	3 015
	b)	Frais d'intérêts	817	922
		Total de la Partie A - Fonctionnement	1 032 234	958 285

Partie B - Investissements en immobilisations

9.7	9.	Immobilisations.....	216	415
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	216	415

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Services ministériels	2 788	1,0	2 760
2. Gestion budgétaire et financière	31 292	0,4	31 170
3. Secrétariat du Conseil du Trésor	7 976	(0,1)	7 980
4. Priorités et planification	2 148	-	2 148
5. Coûts liés aux immobilisations	3 034	(3,8)	3 153
6. Paiement net des crédits d'impôt	20 843	(15,9)	24 798
7. Dette publique (crédits législatifs)	258 000	0,1	257 785
Total de la Partie A - Fonctionnement	326 081	(1,1)	329 794
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	65 047	(5,5)	68 856
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 034	(3,8)	3 153
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	68 081	(5,5)	72 009
Crédits législatifs	258 000	0,1	257 785
Total de la Partie A - Fonctionnement	326 081	(1,1)	329 794
Partie B - Investissements en immobilisations			
7. Immobilisations			
Actif général	500	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	500	-	-

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

FINANCES (7), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	344 378
Transfert de fonctions venant de :	
- Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	2 148
- Services à la famille et Travail	965
- Immigration et Affaires multiculturelles	154
Transfert de fonctions allant à :	
- Innovation, Énergie et Mines	(87)
Transfert de crédits venant de :	
- Commission de la fonction publique	1
Transfert de crédits allant à :	
- Vie saine, Aînés et Consommation	(5)
Retraitement du paiement net des crédits d'impôts	(17 760)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	329 794

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
Partie A - Fonctionnement				
7.1	1.	Services ministériels	2 788	2 760
		Fournit les services qui suivent au ministère : haute direction, gestion financière, gestion des technologies de l'information et autres services de soutien.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	985	998
		2) Autres dépenses	116	116
		Sous-total b)	1 101	1 114
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	737	713
		2) Autres dépenses	104	104
		Sous-total c)	841	817
	d)	Technologies de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	647	630
		2) Autres dépenses	109	109
		Sous-total d)	756	739
	e)	Commission d'appel des impôts et des taxes	19	19
	f)	Administrateur indépendant	34	34
7.2	2.	Gestion budgétaire et financière	31 292	31 170
		<i>Trésorerie</i> : gère et administre les programmes d'emprunt, les ressources de trésorerie, les investissements et le service de la dette du gouvernement. Gère et administre les programmes d'emprunt et les investissements d'organismes gouvernementaux.		
		<i>Contrôleur</i> : établit et gère le contrôle financier de l'ensemble du gouvernement, ainsi que la politique, les méthodes et les systèmes ministériels de finances et de gestion. Fournit un service centralisé de traitement, de comptabilité et de surveillance des entrées et des sorties de fonds du gouvernement, et prépare les états financiers et les rapports internes de gestion financière. Fournit des services de consultation, de vérification interne et de résolution de problèmes aux ministères et organismes publics en ce qui a trait à la comptabilité, aux finances et à la gestion.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

FINANCES (7), suite

Taxes et impôts : veille à ce que les recettes fiscales soient perçues et gérées de façon efficace, conformément aux dispositions de diverses lois; conseille le gouvernement, les entreprises qui perçoivent des taxes et les contribuables. S'occupe de la perception, du traitement et de la communication des recettes fiscales. Renseigne les contribuables et entreprend des enquêtes et des vérifications auprès des contribuables pour s'assurer du respect des lois fiscales.

Recherches fiscales, économiques et intergouvernementales : appuie la recherche sur les questions économiques et fiscales (tant nationales que provinciales) et sur les relations intergouvernementales de nature financière, y compris les programmes de partage des coûts. Veille à l'application des arrangements fiscaux et des ententes de perception fiscale avec le Canada. Administre des programmes de crédits d'impôt avec le Canada et les municipalités. S'occupe de l'analyse et du soutien de la politique stratégique de la Province dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux, et offre des conseils à cet effet.

Assurance et gestion des risques : offre des conseils aux ministères, aux organismes gouvernementaux et aux sociétés d'État dans les domaines suivants : évaluation de risques déterminés, établissement de mesures de contrôle des risques et mise en œuvre de programmes adéquats pour réduire ou supprimer les risques. Administre la souscription des assurances, les auto-assurances et le traitement de demandes d'indemnisation pour les ministères et les organismes gouvernementaux.

Direction de la réglementation des institutions financières : veille à l'application des lois relatives aux compagnies d'assurance, aux sociétés de fiducie et sociétés de prêt, aux credit unions et aux caisses populaires, et aux coopératives. Délivre des permis de fonctionnement aux corporations de fiducie et aux corporations de prêt, et délivre des permis aux compagnies et aux particuliers qui vendent des contrats d'assurance.

a) Trésorerie				
1) Salaires et avantages sociaux			1 989	1 894
2) Autres dépenses			273	273
Sous-total a)			2 262	2 167
b) Contrôleur				
1) Salaires et avantages sociaux			5 341	5 357
2) Autres dépenses			1 137	1 139
3) Moins : Somme récupérable d'autres postes			(510)	(510)
Sous-total b)			5 968	5 986
c) Taxes et impôts				
1) Salaires et avantages sociaux			12 682	12 686
2) Autres dépenses			4 438	4 441
Sous-total c)			17 120	17 127

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	d)	Recherches fiscales, économiques et intergouvernementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 933	2 993
		2) Autres dépenses	1 553	1 463
		Sous-total d)	4 486	4 456
	e)	Assurance et gestion des risques		
		1) Salaires et avantages sociaux	423	408
		2) Autres dépenses	66	66
		3) Primes d'assurance	2 611	2 727
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 611)	(2 727)
		Sous-total e)	489	474
	f)	Direction de la réglementation des institutions financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	756	749
		2) Autres dépenses	211	211
		Sous-total f)	967	960
	g)	Commission des valeurs mobilières du Manitoba	-	-
7.3	3.	Secrétariat du Conseil du Trésor	7 976	7 980
		Fournit des services d'analyse au Conseil du Trésor en vue d'aider ce dernier à exercer ses responsabilités de gestion financière et d'examen des structures administratives et des programmes, y compris l'harmonisation des décisions de principe et des plans financiers à plus long terme du gouvernement. Analyse et surveille la situation financière du gouvernement; planifie et coordonne le processus budgétaire. Est chargé des négociations collectives, de la gestion des contrats, de la coordination du secteur public, des recherches sur la rémunération et des services de consultation.		
		<i>Secrétariat aux affaires francophones</i> : conseille le gouvernement en ce qui concerne la politique sur les services en langue française; aide les ministères et organismes gouvernementaux à mettre en œuvre cette politique et à offrir des services en français.		

1. La Commission des valeurs mobilières du Manitoba est un organisme de service spécial pour lequel aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 994	6 019
		2) Autres dépenses	977	978
		Sous-total a)	6 971	6 997
	b)	Secrétariat aux affaires francophones		
		1) Salaires et avantages sociaux	803	781
		2) Autres dépenses	202	202
		Sous-total b)	1 005	983
7.4	4.	Priorités et planification	2 148	2 148
		<i>Secrétariat du comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification</i> : Service d'analyse, de coordination interministérielle et de soutien administratif au comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification, qui supervise et coordonne les principales initiatives du gouvernement relatives aux emplois et à l'économie, à la durabilité sur le plan environnemental, au développement communautaire et de l'infrastructure, à la santé et aux services sociaux.		
		<i>Conseil consultatif économique du premier ministre</i> : Services consultatifs et de soutien à la mise au point continue de la stratégie économique du Manitoba, y compris en cernant les priorités, en demandant l'avis des communautés et en participant à l'élaboration de lignes directrices et de recommandations.		
	a)	Secrétariat du comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 425	1 400
		2) Autres dépenses	307	332
		Sous-total a)	1 732	1 732
	b)	Conseil consultatif économique du premier ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	197	194
		2) Autres dépenses	219	222
		Sous-total b)	416	416
7.5	5.	Coûts liés aux immobilisations	3 034	3 153
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 396	2 424
	b)	Frais d'intérêts	638	729

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.6	6.	Paiement net des crédits d'impôt	20 843	24 798
		Paiement de divers crédits d'impôt provinciaux et des frais relatifs à l'administration fédérale.		
		Crédit d'impôt foncier pour l'éducation	297 319	287 296
		Crédit d'impôt pour la production de films et de vidéos	15 000	15 000
		Avance sur le remboursement de l'impôt sur le revenu pour les frais de scolarité	3 500	7 875
		Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	1 500	1 523
		Crédit d'impôt pour l'édition	520	400
		Crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles	300	100
		Crédit d'impôt pour le développement des coopératives	200	200
		Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs	200	100
		Frais relatifs à l'administration fédérale	1 123	1 123
			319 662	313 617
		Moins : Somme récupérable d'Éducation		
		- Crédit d'impôt foncier pour l'éducation	(297 319)	(287 296)
		- Aide aux locataires et aux propriétaires de 55 ans et plus en matière de taxes scolaires	(1 500)	(1 523)
			(298 819)	(288 819)
S	7.	Dette publique (crédits législatifs)	258 000	257 785
		Paiement des frais d'intérêts nets et des dépenses connexes en rapport avec la dette publique du Manitoba.		
	(a)	(1) Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes	1 159 511	1 135 939
		(2) Intérêts sur les immobilisations des ministères	220 421	177 280
		(3) Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie	16 800	16 800
		Sous-total a)	1 396 732	1 330 019
	(b)	Moins : Intérêts et autres frais à percevoir :		
		(1) des placements du fonds d'amortissement	(75 119)	(80 311)
		(2) d'Hydro-Manitoba	(620 374)	(595 794)
		(3) de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	(26 545)	(26 669)
		(4) de la Société des services agricoles du Manitoba	(12 832)	(17 108)
		(5) d'autres organismes gouvernementaux	(12 147)	(11 998)
		(6) d'autres prêts et placements	(102 138)	(93 918)
		(7) d'autres postes	(289 577)	(246 436)
		Sous-total b)	(1 138 732)	(1 072 234)
		Total de la Partie A - Fonctionnement	326 081	329 794
Partie B - Investissements en immobilisations				
7.7	7.	Immobilisations	500	-
		Élaboration ou amélioration des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	500	-

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
SANTÉ (21)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	10 062	-	10 062
2. Programmes et services provinciaux	75 680	2,7	73 713
3. Main-d'œuvre de la santé	11 326	2,3	11 067
4. Santé publique et soins de santé primaires	48 947	10,8	44 170
5. Programmes et services régionaux	21 787	66,0	13 128
6. Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba	1 475	-	1 475
7. Fonds d'assurance-maladie	4 807 332	3,4	4 649 659
8. Subventions en capital	112 403	0,5	111 890
9. Coûts liés aux immobilisations	5 301	-	5 301
Total de la Partie A - Fonctionnement	5 094 313	3,5	4 920 465
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	4 976 609	3,6	4 803 274
Subventions en capital	112 403	0,5	111 890
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	5 301	-	5 301
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	5 094 313	3,5	4 920 465
Partie B - Investissements en immobilisations			
21. Immobilisations			
Actif général	1 723	111,9	813
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	1 723	111,9	813

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

SANTÉ (21), suite

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	4 925 016
Transfert de fonctions venant de :	
- Vie saine, Aînés et Consommation	1 178
Transfert de fonctions allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(203)
- Vie saine, Aînés et Consommation	(5 508)
- Administrations locales	(77)
Transfert de crédits venant de :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	410
- Entrepreneuriat, Formation professionnelle et Commerce	10
- Services à la famille et Travail	378
- Vie saine, Aînés et Consommation	10
Transfert de crédits allant à :	
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	(418)
- Services à la famille et Travail	(331)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	<u>4 920 465</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
Partie A - Fonctionnement				
21.1	1.	Administration et finances	10 062	10 062
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes pour le ministère et le ministre de la Santé.		
		<i>Finances</i> : gestion financière générale et planification financière stratégique pour le ministère, y compris la fonction de contrôleur, la gestion financière, les services administratifs et la gestion des documents; gestion des activités d'élaboration des politiques et des méthodes de financement des services et des organismes de santé non gouvernementaux subventionnés par le ministère; accès en temps opportun à l'information sur la santé, services spécialisés d'analyse, d'interprétation et de recherche, et services de diffusion de l'information en rapport avec le contenu, l'utilisation et la divulgation des principaux fonds de données du ministère; planification stratégique, gestion des risques, mise en œuvre des initiatives stratégiques, et contrôle et évaluation des services de santé.		
		<i>Services centralisés</i> : leadership, prestation de conseils et soutien au ministère en ce qui concerne l'élaboration de lois et la planification stratégique par rapport à divers dossiers, dont ceux touchant le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et d'autres administrations.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 012	1 012
		2) Autres dépenses	164	164
		Sous-total b)	1 176	1 176
	c)	Finances		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 745	5 745
		2) Autres dépenses	1 407	1 407
		Sous-total c)	7 152	7 152
	d)	Services centralisés		
		1) Salaires et avantages sociaux	970	970
		2) Autres dépenses	209	209
		3) Organismes externes	518	518
		Sous-total d)	1 697	1 697
21.2	2.	Programmes et services provinciaux	75 680	73 713
		Rôle de leadership stratégique et offre de solutions au service des objectifs et des priorités de Santé Manitoba.		
		<i>Systèmes d'information</i> : rôle de leadership dans la mise en œuvre de solutions en matière de technologies de l'information afin d'appuyer les objectifs et les priorités du secteur de la santé du Manitoba, y compris les frais de soutien des programmes provinciaux visant l'échange de données électroniques entre le ministère et les fournisseurs de services de soins de santé de la province.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
<i>Programmes de médicaments</i> : prestation générale des médicaments admissibles.				
<i>Services ministériels</i> : soutien administratif aux commissions et aux groupes d'appel et à d'autres clients internes et externes, en accordant une importance particulière à l'information et à la gestion des questions de fond; gestion de l'Office de protection des personnes recevant des soins; maintien de l'accès à des services en français au sein de Santé Manitoba et soutien des offices régionaux de la santé afin de renforcer leur capacité d'offrir des services de santé essentiels en français dans les régions désignées.				
<i>Planification des immobilisations</i> : planification et gestion de la construction et du financement d'immobilisations des hôpitaux, des foyers de soins personnels et autres établissements de santé.				
<i>Section de la politique de gestion des médicaments</i> : élaboration, à l'échelle du système de santé, de politiques stratégiques spécialisées; coordination des mesures de maîtrise des coûts touchant l'offre et la demande; analyse de dossiers pour assurer la durabilité des programmes de médicaments du Manitoba.				
<i>Services du Laboratoire provincial Cadham</i> : tests généraux de santé publique et tests de référence relatifs à des maladies transmissibles pour d'autres laboratoires à l'échelle de la province. Offre de services d'éducation, d'information et de consultation aux intervenants dans le système de soins de santé.				
<i>Centre de santé mentale de Selkirk</i> : soins psychiatriques de longue durée et services de réadaptation en établissement à l'intention de tous les Manitobains et Manitobaines dont les besoins exigeants en matière de traitement et de réadaptation ne peuvent être comblés par les autres services offerts dans la province.				
<i>Bureau de la coordination des programmes provinciaux de produits sanguins</i> : supervision de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un service de médecine transfusionnelle coordonné, intégré et de qualité pour la province.				
<i>Centre manitobain des politiques en matière de santé</i> : financement des projets d'évaluation et de recherche en matière de politiques de santé.				
a)		Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	232	232
		2) Autres dépenses	53	53
		Sous-total a)	285	285
b)		Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 324	4 324
		2) Autres dépenses	933	933
		3) Frais de soutien des programmes provinciaux	5 181	5 181
		Sous-total b)	10 438	10 438

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	c)	Programmes de médicaments		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 475	2 475
		2) Autres dépenses	524	524
		Sous-total c)	2 999	2 999
	d)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 252	1 252
		2) Autres dépenses	742	742
		3) Organismes externes	255	255
		Sous-total d)	2 249	2 249
	e)	Planification des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	874	874
		2) Autres dépenses	207	207
		Sous-total e)	1 081	1 081
	f)	Section de la politique de gestion des médicaments		
		1) Salaires et avantages sociaux	804	804
		2) Autres dépenses	178	178
		3) Organismes externes	95	95
		Sous-total f)	1 077	1 077
	g)	Services du Laboratoire provincial Cadham		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 640	7 512
		2) Autres dépenses	8 356	7 285
		Sous-total g)	15 996	14 797
	h)	Centre de santé mentale de Selkirk		
		1) Salaires et avantages sociaux	33 655	32 887
		2) Autres dépenses	5 323	5 323
		Sous-total h)	38 978	38 210
	i)	Bureau de la coordination des programmes provinciaux de produits sanguins		
		1) Salaires et avantages sociaux	316	316
		2) Autres dépenses	61	61
		Sous-total i)	377	377
	j)	Centre manitobain des politiques en matière de santé	2 200	2 200

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.3	3.	Main-d'œuvre de la santé	11 326	11 067
		<i>Services assurés</i> : administration des services assurés et des programmes de prestations, y compris les services de soins médicaux, les ententes interprovinciales de réciprocité, le Programme des résumés de dossiers d'hôpitaux, l'indemnisation pour services hors province, les vérifications et enquêtes, le Programme de récupération des coûts de responsabilité civile et le Programme d'aide au transport hors province.		
		<i>Relations de travail avec les professionnels de la santé</i> : établissement d'objectifs en vue de négociations collectives avec les médecins et d'autres professionnels de la santé, et négociations avec les organismes professionnels de la santé et les organismes de services paramédicaux.		
		<i>Stratégies relatives à la main-d'œuvre de la santé</i> : élaboration de prévisions sur le marché du travail et surveillance des besoins en ressources humaines; création de stratégies, afin de garantir l'offre de professionnels de la santé requise pour satisfaire à la demande; coordination et gestion des renseignements liés au recrutement des médecins pour la province.		
	a)	Services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 789	5 789
		2) Autres dépenses	2 033	2 033
		Sous-total a)	7 822	7 822
	b)	Relations de travail avec les professionnels de la santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 012	1 012
		2) Autres dépenses	375	375
		3) Organismes externes	1 137	1 137
		Sous-total b)	2 524	2 524
	c)	Stratégies relatives à la main-d'œuvre de la santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	858	651
		2) Autres dépenses	122	70
		Sous-total c)	980	721
21.4	4.	Santé publique et soins de santé primaires	48 947	44 170
		Prestation de services liés à la <i>Loi sur la santé publique</i> et d'autres lois. Gestion et administration de programmes de prestation de services directs au sein du ministère.		
		<i>Politiques relatives à la santé publique</i> : évaluation des risques et des menaces pour la santé; élaboration et surveillance de normes, de protocoles et de stratégies pour d'autres problèmes liés à la santé publique et la lutte contre ceux-ci; coordination de la lutte contre les épidémies et la gestion des questions environnementales liées à l'air, à l'eau, au sol et aux aliments; gestion de l'inventaire de vaccins, de produits biologiques et d'autres médicaments pour le système de soins de santé, et élaboration de politiques en la matière.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
<i>Planification en santé publique : surveillance des maladies transmissibles à déclaration obligatoire et prestation de services épidémiologiques; rôle de leadership dans la préparation à une situation d'urgence en matière de santé publique relativement aux maladies et problèmes de santé actuels et émergents.</i>				
<i>Bureau de la santé des Autochtones et des résidents du Nord : élaboration de la politique et planification d'initiatives visant à améliorer de façon générale la santé et le bien-être de la population autochtone du Manitoba; fonctionnement des postes provinciaux de soins infirmiers du Nord.</i>				
<i>Innovation dans le système de santé : orientation, direction et appui fournis aux offices de la santé et aux fournisseurs de soins de santé afin de les aider à planifier, à mettre en œuvre et à évaluer les services de soins de santé primaires; à développer la capacité d'amélioration de la qualité; et à améliorer l'accès aux soins de santé appropriés. Rôle de leadership pour la divulgation de renseignements sur la demande, la capacité, l'accès et les délais d'attente au sein du système de soins de santé et utilisation de ces renseignements pour améliorer l'efficacité et l'efficience du système ainsi que la connectivité entre les domaines et les fournisseurs de soins de santé.</i>				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	341	341
		2) Autres dépenses	294	294
		3) Prestation des programmes	3 272	2 464
		Sous-total a)	3 907	3 099
	b)	Politiques relatives à la santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 895	8 339
		2) Autres dépenses	4 825	4 569
		3) Agents immunisants, produits biologiques et médicaments	15 373	15 373
		4) Organismes externes	12	12
		Sous-total b)	30 105	28 293
	c)	Planification en santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 023	1 023
		2) Autres dépenses	402	402
		Sous-total c)	1 425	1 425
	d)	Bureau de la santé des Autochtones et des résidents du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 391	3 298
		2) Autres dépenses	3 639	2 557
		Sous-total d)	7 030	5 855
	e)	Innovation dans le système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 972	895
		2) Autres dépenses	4 197	4 292
		3) Organismes externes	311	311
		Sous-total e)	6 480	5 498

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.5	5.	Programmes et services régionaux	21 787	13 128
		Gestion des relations entre le ministère et les offices régionaux de la santé; analyse de l'environnement, vérification de la performance et évaluation des activités des offices régionaux de la santé.		
		<i>Préparation aux situations d'urgence et mesures d'intervention</i> : élaboration et soutien d'un réseau complet et coordonné de soins et de transport d'urgence pour la population.		
		<i>Gestion des opérations en cas de catastrophe</i> : maintien de la capacité d'intervention coordonnée et efficace du système de soins de santé en fonction des besoins de la population dans l'éventualité d'une catastrophe.		
		<i>Surveillance du système de santé</i> : appui aux offices régionaux de la santé afin qu'ils surveillent et évaluent des services de santé sûrs, de haute qualité, efficaces et reposant sur des données factuelles, et qu'ils informent la population du Manitoba sur la qualité, la sécurité, l'utilisation et la capacité des services de santé ainsi que sur l'accès à ceux-ci.		
		<i>Soutien au système de santé</i> : appui aux offices régionaux de la santé afin qu'ils planifient et fournissent des services de santé sûrs, de haute qualité, efficaces et reposant sur des données factuelles.		
		<i>Bureau du psychiatre en chef de la Province</i> : conseils de spécialistes en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et de la législation en matière de santé mentale.		
		<i>Amélioration du système de santé</i> : appui au ministère et aux offices de la santé afin qu'ils améliorent l'obligation redditionnelle du système de santé.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	302	302
		2) Autres dépenses	57	57
		Sous-total a)	359	359
	b)	Préparation et mesures d'intervention aux situations d'urgence		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 348	1 223
		2) Autres dépenses	13 710	5 338
		3) Organismes externes	23	23
		Sous-total b)	15 081	6 584
	c)	Gestion des opérations en cas de catastrophe		
		1) Salaires et avantages sociaux	484	403
		2) Autres dépenses	541	541
		Sous-total c)	1 025	944

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	d)	Surveillance du système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 161	1 161
		2) Autres dépenses	348	348
		3) Organismes externes	729	729
		Sous-total d)	2 238	2 238
	e)	Soutien au système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 382	1 301
		2) Autres dépenses	239	239
		Sous-total e)	1 621	1 540
	f)	Psychiatre en chef de la Province		
		1) Salaires et avantages sociaux	440	440
		2) Autres dépenses	60	60
		Sous-total f)	500	500
	g)	Amélioration du système de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	799	799
		2) Autres dépenses	164	164
		Sous-total g)	963	963
21.6	6.	Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba	1 475	1 475
		Surveillance de l'état de santé de la population du Manitoba et établissement de rapports à cet égard; promotion de l'amélioration de l'état de santé général de la population du Manitoba et de la réduction des disparités en matière de santé; adoption de mesures appropriées conformes aux pouvoirs et aux responsabilités décrits dans la <i>Loi sur la santé publique</i> ; établissement d'un environnement propice à l'éducation et à la formation des professionnels de la santé; collaboration dans le domaine de la recherche visant l'amélioration de la pratique dans le secteur de la santé publique au Manitoba.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 128	1 128
		2) Autres dépenses	347	347
		Sous-total a)	1 475	1 475

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.7	7.	Fonds d'assurance-maladie	4 807 332 (1)	4 649 659
		Paiements aux offices de la santé pour qu'ils offrent des soins actifs, des soins de longue durée, des soins à domicile, des soins de santé mentale et communautaire, ainsi que des services d'intervention et de transport d'urgence; versements directs aux services de santé, aux services médicaux et au régime d'assurance-médicaments de la province.		
	a)	Financement des offices de la santé		
		Soins actifs	2 262 674	2 157 462
		Soins de longue durée	576 531	592 488
		Soins à domicile	298 332	300 026
		Services de santé mentale et communautaire	231 099	225 357
		Services d'intervention et de transport d'urgence	70 504	69 250
			3 439 140	3 344 583
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(17 329) (2)	(16 076)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(65 741) (2)	(63 272)
		Sommes récupérables des Initiatives de développement urbain	(2 000)	(2 000)
		Sous-total a)	3 354 070	3 263 235
	b)	Services de santé provinciaux		
		Services hors province	51 805	50 090
		Services de transfusion sanguine	59 738	59 738
		Hôpitaux fédéraux	2 579	2 579
		Prothèses et orthèses	14 780	14 780
		Promotion de la santé au sein des communautés	1 963	1 963
		Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs	3 730	3 730
		Sous-total b)	134 595	132 880
	c)	Services médicaux		
		Médecins	1 016 439	963 419
		Autres professionnels	23 912	21 546
		Médecins hors province	28 517	26 846
		Autre	25 131	19 303
			1 093 999	1 031 114
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(9 971) (2)	(9 267)
		Sommes récupérées d'ententes de réciprocité	(15 216) (2)	(14 103)
		Sous-total c)	1 068 812	1 007 744

- Le montant total versé au Fonds d'assurance-maladie s'élève à 4 919 735 \$, soit 4 807 332 \$ à titre de subventions de fonctionnement et 112 403 \$ à titre de subventions en capital.
- Ces sommes, récupérées directement par le Fonds d'assurance-maladie, ne constituent pas une partie du Trésor.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	d)	Régime d'assurance-médicaments	310 733	301 885
		Moins : Dépenses en médicaments engagées par Services à la famille et Travail	(60 878)	(56 085)
		Sous-total d)	249 855	245 800
21.8	8.	Subventions en capital	112 403	111 890
		Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel et d'autres dépenses en immobilisations.		
	a)	Remboursement du principal		
		1) Soins actifs	67 679	65 045
		2) Soins de longue durée	13 997	14 200
		3) Services de santé mentale et communautaire	3 721	3 938
		Sous-total a)	85 397	83 183
	b)	Achat et remplacement de matériel		
		1) Soins actifs	13 898	15 373
		2) Soins de longue durée	5 683	5 683
		Sous-total b)	19 581	21 056
	c)	Autres		
		1) Soins actifs	3 675	3 901
		2) Soins de longue durée	3 750	3 750
		Sous-total c)	7 425	7 651
21.9	9.	Coûts liés aux immobilisations	5 301	5 301
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	3 965	3 965
	b)	Frais d'intérêts	1 336	1 336
Total de la Partie A - Fonctionnement			5 094 313	4 920 465

Partie B - Investissements en immobilisations

21.10	21.	Immobilisations.	1 723	813
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	1 723	813

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

VIE SAINE, AÎNÉS ET CONSOMMATION (34)

Partie A - Fonctionnement

1. Administration et finances	646	1,3	638
2. Vie saine.....	23 118	-	23 114
3. Personnes âgées et vieillissement en santé	1 712	0,2	1 709
4. Consommation et corporations	12 675	(0,1)	12 682
5. Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances.....	19 492	-	19 492
6. Coûts liés aux immobilisations	219	(3,5)	227
Total de la Partie A - Fonctionnement	57 862	-	57 862

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement.....	57 643	-	57 635
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	219	(3,5)	227
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	57 862	-	57 862

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012 - Vie saine, Jeunesse et Aînés	77 897
Transfert de fonctions venant de :	
- Conservation et Gestion des ressources hydriques.....	108
- Services à la famille et Travail	13 920
- Santé	5 508
Transfert de fonctions allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(38 758)
- Santé	(1 178)
Transfert de crédits venant de :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	200
- Finances.....	5
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes.....	174
Transfert de crédits allant à :	
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	(4)
- Santé	(10)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	57 862

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
VIE SAINE, AÎNÉS ET CONSOMMATION (34), suite				
Partie A - Fonctionnement				
34.1	1.	Administration et finances	646	638
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère.		
		<i>Services financiers et administratifs</i> : gestion financière générale et planification financière stratégique pour le ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	361	343
		2) Autres dépenses	67	67
		Sous-total b)	428	410
	c)	Services financiers et administratifs	181	191
34.2	2.	Vie saine	23 118	23 114
		<i>Vie saine et population en santé</i> : soutien de politiques et de programmes fondés sur des données probantes qui visent à promouvoir la vie saine grâce à des partenariats stratégiques en améliorant le bien-être des particuliers et des communautés et en appuyant la promotion de la santé et la prévention. Réduction des disparités pour les populations à risque, en collaboration avec la communauté et au moyen de partenariats avec d'autres ministères.		
		<i>Santé mentale et soins spirituels</i> : leadership dans l'élaboration de politiques provinciales, planification et prestation de conseils dans les domaines de la santé mentale et des soins spirituels; financement du programme provincial de prévention et de guérison des troubles de l'alimentation, du programme provincial pour les besoins spéciaux et du tribunal de la santé mentale. Gestion des rapports entre le ministère et les organismes bénéficiant de subventions, et des résultats attendus de leurs activités.		
		<i>Lutte contre le tabagisme et renoncement au tabac</i> : application des dispositions législatives et mise en œuvre de la Stratégie manitobaine de lutte contre le tabagisme.		
		<i>Politiques et soutien relatifs aux dépendances</i> : leadership dans l'élaboration de politiques provinciales, planification et prestation de conseils en ce qui concerne la prévention, l'intervention précoce, le traitement et les soins continus dans le domaine des dépendances. Évaluation du rendement, organisation des résultats attendus et maintien des relations avec tous les organismes bénéficiant de subventions qui offrent des services de lutte contre les dépendances.		
	a)	Vie saine et population en santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 160	1 174
		2) Autres dépenses	3 438	3 438
		3) Organismes externes	3 382	3 350
		Sous-total a)	7 980	7 962

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
VIE SAINE, AÎNÉS ET CONSOMMATION (34), suite				
	b)	Santé mentale et soins spirituels		
		1) Salaires et avantages sociaux	675	675
		2) Autres dépenses	2 065	2 065
		3) Organismes externes	2 434	2 434
		Sous-total b)	5 174	5 174
	c)	Lutte contre le tabagisme et renoncement au tabac		
		1) Salaires et avantages sociaux	235	230
		2) Autres dépenses	702	702
		3) Organismes externes	166	166
		Sous-total c)	1 103	1 098
	d)	Politiques et soutien relatifs aux dépendances		
		1) Salaires et avantages sociaux	259	286
		2) Autres dépenses	62	62
		3) Organismes externes	8 540	8 532
		Sous-total d)	8 861	8 880
34.3	3.	Personnes âgées et vieillissement en santé	1 712	1 709
		Conseille et informe le gouvernement sur les questions concernant les personnes âgées et le vieillissement; évalue les politiques et programmes du gouvernement, ainsi que les textes législatifs, afin que les besoins des personnes âgées du Manitoba soient satisfaits; informe partout dans la province sur les programmes gouvernementaux qui touchent les personnes âgées, afin de faciliter l'accès à ces programmes; coordonne dans toute la province l'Initiative du Manitoba, province amie des aînés; dirige une stratégie de vieillissement en santé avec ses partenaires communautaires; coordonne une approche multidisciplinaire visant à combattre le problème du mauvais traitement des personnes âgées par l'entremise de la Stratégie provinciale de lutte contre la violence envers les personnes âgées; met sur pied des projets en collaboration avec d'autres ministères, des groupes communautaires et le secteur privé; fournit des services de soutien au Conseil manitobain du vieillissement dans les domaines de l'administration et de l'élaboration de politiques concernant les questions liées au vieillissement.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	698	701
	b)	Autres dépenses	301	295
	c)	Organismes externes	713	713

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
VIE SAINTE, AÎNÉS ET CONSOMMATION (34), suite				
34.4	4.	Consommation et corporations	12 675	12 682
		Facilite la résolution des conflits entre consommateurs et entreprises, ainsi qu'entre locataires et locateurs et coopératives et membres. Un bureau de conseillers vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et la Commission d'appel des accidents de la route entend ces appels. Veille à l'application des lois et des règlements qui touchent la protection du consommateur, y compris la délivrance de licences aux prêteurs, aux démarcheurs et aux agents de recouvrement. Veille à l'application des lois et des règlements qui touchent la constitution en corporation et l'enregistrement des entreprises, y compris les coopératives, les caisses populaires et les credit unions, délivre des permis de fonctionnement aux corporations de fiduciaire et aux corporations de prêt, et délivre des permis aux compagnies et aux particuliers qui vendent des contrats d'assurance. Maintient les registres d'état civil et les registres des droits sur des biens réels et personnels.		
		<i>Régie des services publics</i> : représentation de l'intérêt du public dans la réglementation de tarifs justes et raisonnables, y compris l'établissement des tarifs pour le gaz et l'électricité, l'eau et les égouts (sauf pour la Ville de Winnipeg), et l'assurance automobile obligatoire de base. Supervision de la sécurité des gazoducs. Délivrance de permis aux cimetières et crématoriums privés et aux fournisseurs d'arrangements préalables de services de pompes funèbres, ainsi qu'aux courtiers de gaz naturel travaillant au Manitoba, et vérification. Établissement des frais maximaux pouvant être exigés pour l'encaissement de certains chèques du gouvernement. Examen des tarifs exigés par les prêteurs et présentation de recommandations au gouvernement sur ces tarifs. Audition d'appels de décisions du Conseil routier, de questions liées à l'interruption du service de gaz naturel et aux litiges de permis relatifs aux demandeurs d'exploitation de centres téléphoniques 911. Autorisation de certains exploitants de transports publics et approbation d'ententes connexes avec la Ville de Winnipeg.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	499	486
		2) Autres dépenses	259	259
		Sous-total a)	758	745
	b)	Office de la protection du consommateur		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 352	1 345
		2) Autres dépenses	261	261
		3) Organismes externes	150	150
		Sous-total b)	1 763	1 756
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 363	4 389
		2) Autres dépenses	991	991
		Sous-total c)	5 354	5 380
	d)	Bureau des conseillers des demandeurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	814	805
		2) Autres dépenses	260	260
		Sous-total d)	1 074	1 065

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
VIE SAINE, AÎNÉS ET CONSOMMATION (34), suite				
	e)	Commission d'appel des accidents de la route		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 013	1 007
		2) Autres dépenses	301	311
		Sous-total e)	1 314	1 318
	f)	Commission de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	857	863
		2) Autres dépenses	205	205
		Sous-total f)	1 062	1 068
	g)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	681	681
		2) Autres dépenses	669	669
		Sous-total g)	1 350	1 350
	h)	Bureau de l'État civil	-	-
			(1)	
	i)	Office d'enregistrement des titres et des instruments	-	-
			(1)	
	j)	Office des compagnies	-	-
			(1)	
34.5	5.	Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances	19 492	19 492
		Services de sensibilisation, de prévention et de traitement dans les domaines de l'abus des drogues et de l'alcool, et de l'obsession du jeu.		
		Prestation des programmes	21 125	21 125
		Services de lutte contre l'obsession du jeu	3 238	3 238
			24 363	24 363
		Moins : Sommes récupérées de tiers	(1 633)	(1 633)
		Somme récupérable de la Corporation manitobaine des loteries	(3 238)	(3 238)
34.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	219	227
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	173	176
	b)	Frais d'intérêts	46	51
		Total de la Partie A - Fonctionnement	57 862	57 862

1. Le Bureau de l'état civil, l'Office d'enregistrement des titres et des instruments et l'Office des compagnies sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).
2. Ces sommes, récupérées directement par la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances, ne constituent pas une partie du Trésor.

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration	1 682	4,4	1 611
2. Logement	67 641	1,8	66 453
3. Développement communautaire	10 969	(23,0)	14 237
4. Coûts liés aux immobilisations	153	(10,0)	170
Total de la Partie A - Fonctionnement	80 445	(2,5)	82 471
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	79 842	1,8	78 436
Subventions en capital	450	(88,4)	3 865
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	153	(10,0)	170
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	80 445	(2,5)	82 471

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	82 326
Transfert de fonctions venant de :	
- Immigration et Affaires multiculturelles	145
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	82 471

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30), suite				
Partie A - Fonctionnement				
30.1	1.	Administration	1 682	1 611
		Haute direction, planification, soutien et contrôle administratif des politiques et des programmes du ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	671	640
	2)	Autres dépenses	66	66
		Sous-total b)	737	706
	c)	Services de soutien		
	1)	Salaires et avantages sociaux	839	800
	2)	Autres dépenses	69	68
		Sous-total c)	908	868
30.2	2.	Logement	67 641	66 453
		<i>Société d'habitation et de rénovation du Manitoba</i> : paiement de transfert pour l'élaboration, la prestation, la gestion et l'administration des politiques et des programmes en matière de logement.		
		Versement de subventions et d'allocations pour le logement aux locataires et aux propriétaires à revenu faible ou modeste, prestation de suppléments au loyer et soutien opérationnel à la gestion de logements à but non lucratif et d'habitations coopératives.		
		L' <i>Allocation-logement transférable</i> fournit des allocations et du soutien aux personnes à faible revenu ayant une déficience mentale afin qu'elles trouvent un logement dans le marché locatif privé. L' <i>aide au logement d'urgence</i> fournit une aide financière aux refuges hébergeant les sans-abri à titre urgent et temporaire.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	64 469 (1)	63 281
	b)	Allocation-logement transférable et aide au logement d'urgence	3 172	3 172

1. Des fonds supplémentaires sont prévus dans la *Loi d'emprunt annuelle*.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (30), suite				
30.3	3.	Développement communautaire.	10 969	14 237
		Coordination ou prestation de programmes en vue d'aider les communautés à offrir des possibilités durables de développement récréatif, social et coopératif.		
		Coordination et mise en œuvre de programmes dans le cadre de Quartiers vivants, une initiative d'envergure à long terme, axée sur la communauté, qui vise à soutenir les efforts de revitalisation de quartiers vulnérables au Manitoba en mettant à la disposition des résidents et d'autres intervenants de ces quartiers les outils que ces efforts exigent.		
	a)	Aide communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	345	325
		2) Autres dépenses	103	103
		3) Subventions	5 537	5 472
		4) Programme Place aux communautés	3 915	3 915
			9 900	9 815
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(1 500)	(500)
		6) Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(2 415)	-
		Sous-total a)	5 985	9 315
	b)	Quartiers vivants		
		1) Salaires et avantages sociaux	716	742
		2) Autres dépenses	150	100
		3) Aide aux quartiers	6 121	6 120
			6 987	6 962
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(2 442)	(2 442)
		Sous-total b)	4 545	4 520
	c)	Développement coopératif		
		1) Salaires et avantages sociaux	255	247
		2) Autres dépenses	369	335
			624	582
		3) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(185)	(180)
		Sous-total c)	439	402
30.4	4.	Coûts liés aux immobilisations	153	170
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	112	112
	b)	Frais d'intérêts	41	58
			80 445	82 471
		Total de la Partie A - Fonctionnement	80 445	82 471

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
IMMIGRATION ET AFFAIRES MULTICULTURELLES (11)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Haute direction	413	4,3	396
2. Immigration et Affaires multiculturelles.....	38 405	(0,1)	38 447
Total de la Partie A - Fonctionnement	38 818	(0,1)	38 843
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	38 818	(0,1)	38 843
Subventions en capital.....	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	38 818	(0,1)	38 843

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012 - Travail et Immigration	58 761
Transfert de fonctions venant de :	
- Culture, Patrimoine et Tourisme	808
- Services à la famille et Travail	45
Transfert de fonctions allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(46)
- Services à la famille et Travail	(20 426)
- Finances.....	(154)
- Logement et Développement communautaire	(145)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	38 843

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
IMMIGRATION ET AFFAIRES MULTICULTURELLES (11), suite				
Partie A - Fonctionnement				
11.1	1.	Haute direction	413	396
		Assure le fonctionnement du cabinet du ministre et du bureau du sous-ministre.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	302	285
	2)	Autres dépenses	74	74
		Sous-total b)	376	359
11.2	2.	Immigration et Affaires multiculturelles	38 405	38 447
		<i>Immigration</i> : veille à l'élaboration de principes et de programmes relatifs aux critères d'immigration et coordonne l'établissement et l'intégration des immigrants et des réfugiés, tant sur le plan social qu'économique.		
		<i>Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba</i> : fournit aux organismes de réglementation des renseignements et des conseils pour les aider à observer les exigences découlant de la <i>Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées</i> .		
		<i>Affaires multiculturelles</i> : cerne les questions qui touchent la collectivité multiculturelle et veille à ce que les priorités et les activités du gouvernement soient conformes aux dispositions de la <i>Loi sur le multiculturalisme au Manitoba</i> . Établit des partenariats avec les communautés ethnoculturelles.		
		<i>Services ministériels</i> : service central de soutien des programmes du ministère, dans les domaines des services financiers et administratifs, des services technologiques et de communication, de l'analyse des politiques et de l'élaboration de la législation, des relations fédérales-provinciales, de la planification, et de la recherche et de l'évaluation.		
	a)	Immigration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 746	3 649
	2)	Autres dépenses	1 247	1 216
	3)	Aide financière et subventions	30 065	30 285
		Sous-total a)	35 058	35 150
	b)	Bureau du commissaire à l'équité du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	300	306
	2)	Autres dépenses	82	83
		Sous-total b)	382	389

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
IMMIGRATION ET AFFAIRES MULTICULTURELLES (11), suite				
	c)	Affaires multiculturelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	290	290
		2) Autres dépenses	109	109
		3) Aide financière et subventions	419	409
		Sous-total c)	818	808
	d)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 680	1 633
		2) Autres dépenses	467	467
		Sous-total d)	2 147	2 100
		Total de la Partie A - Fonctionnement	38 818	38 843

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	8 903	4,0	8 559
2. Programmes - Voirie et transports	76 003	(1,5)	77 189
3. Programmes - Services gouvernementaux	50 927	3,2	49 325
4. Travaux d'infrastructure	187 236	0,1	187 108
5. Organisation des mesures d'urgence	2 497	3,9	2 404
6. Coûts liés aux immobilisations	328 196	18,9	276 086
Total de la Partie A - Fonctionnement	653 762	8,8	600 671
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	325 566	0,3	324 585
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	63 969	21,0	52 876
Infrastructure	264 227	18,4	223 210
Total de la Partie A - Fonctionnement	653 762	8,8	600 671
Partie B - Investissements en immobilisations			
15. Immobilisations			
Actif général	170 510	(23,8)	223 739
Infrastructure	479 845	(8,7)	525 283
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	650 355	(13,2)	749 022

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	594 299
Transfert de fonctions venant de :	
- Conservation et Gestion des ressources hydriques	9 015
Transfert de fonctions allant à :	
- Conservation et Gestion des ressources hydriques	(217)
- Administrations locales	(4 028)
Transfert de crédits venant de :	
- Culture, Patrimoine et Tourisme	1 602
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	600 671

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
Partie A - Fonctionnement				
15.1	1.	Administration et finances	8 903	8 559
		Orientation de la politique et des programmes, services comptables et budgétaires centralisés, élaboration des systèmes, soutien administratif général et programmes de santé et de sécurité au travail dans le but de veiller à la prestation efficace des programmes et à l'utilisation judicieuse des ressources du ministère. Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 085	1 040
		2) Autres dépenses	140	140
		Sous-total b)	1 225	1 180
	c)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 189	1 139
		2) Autres dépenses	842	797
		Sous-total c)	2 031	1 936
	d)	Services financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 421	1 360
		2) Autres dépenses	471	469
		Sous-total d)	1 892	1 829
	e)	Technologies de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 038	1 954
		2) Autres dépenses	672	669
		Sous-total e)	2 710	2 623
	f)	Santé, sécurité et gestion des risques au travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	546	523
		2) Autres dépenses	108	87
		Sous-total f)	654	610
	g)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
		1) Salaires et avantages sociaux	226	216
		2) Autres dépenses	102	102
		Sous-total g)	328	318
	h)	Commission de l'évaluation foncière	26 (1)	26

1. Fonds pour le fonctionnement de la Commission de l'évaluation foncière, dont l'administration a été fusionnée avec celle de la Commission municipale au sein du ministère des Administrations locales.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.2	2.	Programmes - Voirie et transports	76 003	77 189
		<i>Haute direction de la division</i> : services de gestion centralisés pour faciliter le bon fonctionnement des programmes d'infrastructure.		
		<i>Opérations et contrats</i> : services de soutien spécialisés en matière d'entretien et de construction de routes.		
		<i>Régularisation des eaux et ouvrages d'art</i> : supervision de la conception, de la construction et de l'entretien des ponts, des échangeurs, des panneaux de signalisation suspendus, des ouvrages de régularisation des eaux et d'autres structures; prévision des inondations et activités de gestion de l'eau.		
		<i>Transporteurs routiers</i> : veille à la sécurité sur les routes du Manitoba en faisant appliquer les règlements.		
		<i>Bureaux régionaux</i> : mise sur pied et prestation des programmes du ministère se rapportant à la construction et à l'entretien des routes, aux routes d'hiver et à l'aide aux municipalités.		
		<i>Autres administrations</i> : services spécialisés aux autres ministères et à d'autres administrations, telles que les villes, les villages, les municipalités, les districts d'administration locale, les organismes gouvernementaux, les sociétés d'État et le gouvernement fédéral.		
		<i>Planification, conception et services fonciers</i> : aide à la planification et à la conception des routes, et examen de l'aménagement le long des routes, afin de développer un réseau efficace de routes principales et secondaires.		
		<i>Aéroports et service de traversiers du Nord</i> : administration des aéroports provinciaux et des traversiers du nord du Manitoba.		
		<i>Génie des matériaux</i> : services de soutien spécialisés dans les domaines des matériaux et de la recherche.		
		<i>Contrôle de la circulation routière</i> : services de soutien spécialisés dans tous les domaines de la circulation routière.		
		<i>Politique du transport</i> : conseils en matière de politique et services de planification, de recherche et de coordination se rapportant à tous les modes de transport de personnes et de marchandises; soutien et financement de l'Initiative de développement de la porte d'accès de Churchill; service de liaison avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et les entreprises; soutien continu de la politique gouvernementale relative aux permis de conduire et à l'immatriculation des véhicules.		
		<i>Entente avec la Société d'assurance publique du Manitoba</i> : paiement de transfert à la Société d'assurance publique du Manitoba pour l'administration des programmes de délivrance des permis et d'immatriculation des véhicules, et pour la perception des droits prévus par le <i>Code de la route</i> .		
		<i>Commissions, conseils et comités</i> : réglementation des transporteurs routiers; application de la <i>Loi sur la protection des voies publiques</i> , du <i>Code de la route</i> et de la <i>Loi sur les véhicules à caractère non routier</i> ; mécanisme d'appel pour les personnes dont les privilèges de conduite ont été suspendus.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	a)	Haute direction de la division		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 541	1 481
		2) Autres dépenses	155	155
			1 696	1 636
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(246)	(246)
		Sous-total a)	1 450	1 390
	b)	Opérations et contrats		
		1) Opérations spéciales		
		a) Salaires et avantages sociaux	628	602
		b) Autres dépenses	243	243
		Sous-total 1)	871	845
		2) Contrats		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 544	1 479
		b) Autres dépenses	405	402
		Sous-total 2)	1 949	1 881
		3) Services d'appui à la construction		
		a) Salaires et avantages sociaux	1 042	998
		b) Autres dépenses	237	206
		Sous-total 3)	1 279	1 204
		4) Services de fonctionnement		
		a) Salaires et avantages sociaux	837	802
		b) Autres dépenses	142	172
		Sous-total 4)	979	974
		5) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 218)	(1 218)
		Sous-total b)	3 860	3 686
	c)	Régularisation des eaux et ouvrages d'art		
		1) Conception et construction		
		a) Salaires et avantages sociaux	3 055	2 927
		b) Autres dépenses	706	706
		Sous-total 1)	3 761	3 633
		2) Opérations de régularisation des eaux		
		a) Salaires et avantages sociaux	2 279	2 184
		b) Autres dépenses	688	681
		Sous-total 2)	2 967	2 865

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	3)	Services de préservation et de planification		
	a)	Salaires et avantages sociaux	850	814
	b)	Autres dépenses	119	119
		Sous-total 3)	969	933
	4)	Prévisions hydrologiques et gestion de l'eau		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 569	2 463
	b)	Autres dépenses	417	439
		Sous-total 4)	2 986	2 902
	5)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 897)	(3 897)
		Sous-total c)	6 786	6 436
	d)	Transporteurs routiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 399	5 130
	2)	Autres dépenses	1 719	1 711
		Sous-total d)	7 118	6 841
	e)	Bureaux régionaux		
	1)	Bureau de la région de l'Est		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 846	2 726
	b)	Autres dépenses	732	727
		Sous-total 1)	3 578	3 453
	2)	Bureau de la région du Centre-Sud		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 509	2 408
	b)	Autres dépenses	669	664
		Sous-total 2)	3 178	3 072
	3)	Bureau de la région de l'Ouest		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 764	2 644
	b)	Autres dépenses	662	660
		Sous-total 3)	3 426	3 304
	4)	Bureau de la région du Centre-Ouest		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 251	2 157
	b)	Autres dépenses	612	590
		Sous-total 4)	2 863	2 747

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	5)	Bureau de la région du Nord		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 346	2 242
	b)	Autres dépenses	755	737
		Sous-total 5)	3 101	2 979
	6)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 641)	(3 641)
		Sous-total e)	12 505	11 914
	f)	Autres administrations		
	1)	Dépenses brutes	2 792	2 782
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(500)	(500)
		Sous-total f)	2 292	2 282
	g)	Planification, conception et services fonciers		
	1)	Planification et conception		
	a)	Salaires et avantages sociaux	2 055	1 967
	b)	Autres dépenses	543	494
		Sous-total 1)	2 598	2 461
	2)	Services fonciers		
	a)	Salaires et avantages sociaux	298	285
	b)	Autres dépenses	44	44
		Sous-total 2)	342	329
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(137)	(137)
		Sous-total g)	2 803	2 653
	h)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 533	1 402
	2)	Autres dépenses	645	735
		Sous-total h)	2 178	2 137
	i)	Génie des matériaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 326	3 187
	2)	Autres dépenses	1 043	1 042
			4 369	4 229
	3)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 160)	(2 160)
		Sous-total i)	2 209	2 069

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	j)	Contrôle de la circulation routière		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 691	1 620
		2) Autres dépenses	433	433
			2 124	2 053
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(677)	(677)
		Sous-total j)	1 447	1 376
	k)	Politique du transport		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 780	2 624
		2) Autres dépenses	1 649	4 877
		3) Initiative de développement de la porte d'accès de Churchill	200	200
			4 629	7 701
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(55)	(55)
		Sous-total k)	4 574	7 646
	l)	Entente avec la Société d'assurance publique du Manitoba	27 900	27 900
	m)	Commissions, conseils et comités		
		1) Commission du transport routier et Conseil routier		
		a) Salaires et avantages sociaux	316	304
		b) Autres dépenses	148	148
		Sous-total 1)	464	452
		2) Commission d'appel des suspensions de permis et Comité d'étude des dossiers médicaux		
		a) Salaires et avantages sociaux	352	342
		b) Autres dépenses	65	65
		Sous-total 2)	417	407
		Sous-total m)	881	859

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	---	---

INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite

15.3	3.	Programmes - Services gouvernementaux	50 927	49 325
		<p><i>Gestion des projets</i> : dans le contexte des installations que la Province possède ou qu'elle loue, conception, planification et contrôle de l'exécution des projets d'immobilisations mineurs ainsi que des projets financés par les clients, y compris les vérifications de mise en service des immeubles afin de garantir la conformité de tous les systèmes aux normes gouvernementales; directives concernant les initiatives écologiques du gouvernement telles que la politique de bâtiments écologiques.</p> <p><i>Grands projets</i> : dans le contexte des installations que la Province possède, conception, planification et contrôle de l'exécution des grands projets d'immobilisations, y compris la prestation de services de consultation technique et professionnelle; évaluation des projets d'immobilisations en fonction de la réglementation et des politiques afin de veiller à leur conformité aux dispositions législatives en matière d'environnement et de sécurité.</p> <p><i>Fonctionnement</i> : entretien et fonctionnement quotidien de toutes les installations que la Province possède ou qu'elle loue.</p> <p><i>Immobilier et contrats</i> : acquisition et contrôle des installations que la Province loue, et renouvellement des contrats de location; service de stationnement axé sur l'accès équitable au stationnement, la bonne conduite des affaires gouvernementales et le recouvrement des coûts.</p> <p><i>Services de soutien divisionnaires</i> : services administratifs et financiers à toutes les directions de la division.</p> <p><i>Service de protection</i> : contrôle des installations provinciales afin d'assurer la protection et la sécurité des employés du gouvernement, ainsi que du public qui s'y présente.</p> <p><i>Recouvrement des coûts liés aux locaux</i> : détermination du coût des dépenses relatives aux locaux que la Province possède ou qu'elle loue aux fins de l'exécution efficace des programmes gouvernementaux, et imputation de ce coût auxdits programmes.</p> <p><i>Planification des besoins en locaux du gouvernement</i> : planification stratégique à long terme, et élaboration de procédures, de lignes directrices et de normes, dans le but de répondre aux besoins en locaux du gouvernement.</p> <p><i>Direction des services d'approvisionnement</i> : prestation de services d'approvisionnement ministériel à tous les ministères et à certains organismes afin de garantir que chaque contrat d'achat constitue une dépense juste et raisonnable pour les contribuables; protection du système concurrentiel à l'intention des fournisseurs intéressés; services d'approvisionnement et de gestion du matériel de télécopie et de photocopie.</p> <p><i>Service de transport aérien</i> : services de transport aérien efficaces et économiques offerts aux clients grâce à l'utilisation efficace de la flotte aérienne et à la coordination des services aériens d'ambulance, de lutte contre les incendies et de transport général.</p> <p><i>Organismes de service spécial</i> : Organisme chargé de la distribution du matériel, Terres domaniales et acquisition foncière et Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd.</p>		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	a)	Gestion des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 198	4 059
		2) Autres dépenses	7 793	7 788
			11 991	11 847
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(5 256)	(5 256)
		4) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(4 873)	(4 873)
		Sous-total a)	1 862	1 718
	b)	Grands projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 146	1 131
		2) Autres dépenses	307	302
			1 453	1 433
		3) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(1 453)	(1 433)
		Sous-total b)	-	-
	c)	Fonctionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	23 983	22 829
		2) Autres dépenses	43 047	42 983
			67 030	65 812
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(854)	(854)
		Sous-total c)	66 176	64 958
	d)	Immobilier et contrats		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 411	1 348
		2) Autres dépenses	37 397	35 717
			38 808	37 065
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 400)	(2 400)
		Sous-total d)	36 408	34 665
	e)	Services de soutien divisionnaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	736	699
		2) Autres dépenses	243	283
			979	982
		3) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(113)	(113)
		Sous-total e)	866	869

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
	f)	Service de protection		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 573	5 471
		2) Autres dépenses	1 143	1 143
			6 716	6 614
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 259)	(1 259)
		Sous-total f)	5 457	5 355
	g)	Recouvrement des coûts liés aux locaux	(63 688)	(61 905)
	h)	Planification des besoins en locaux du gouvernement		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 235	1 200
		2) Autres dépenses	513	466
			1 748	1 666
		3) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(372)	(372)
		Sous-total h)	1 376	1 294
	i)	Direction des services d'approvisionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 117	2 018
		2) Autres dépenses	353	353
		Sous-total i)	2 470	2 371
	j)	Service de transport aérien		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 649	7 290
		2) Autres dépenses	8 985	8 755
			16 634	16 045
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(16 634)	(16 045)
		Sous-total j)	-	-
	k)	Organisme chargé de la distribution du matériel	- (2)	-
	l)	Terres domaniales et acquisition foncière	- (2)	-
	m)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	- (2)	-

2. L'Organisme chargé de la distribution du matériel, l'Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd, et Terres domaniales et acquisition foncière sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.4	4.	Travaux d'infrastructure	187 236	187 108
		Programmes de construction et d'entretien des routes praticables en tout temps et des routes d'hiver provinciales, ainsi que programmes concernant l'exploitation des traversiers et des aéroports du Nord, l'aide aux municipalités, les projets d'entretien et de préservation des voies d'eau et les initiatives visant à atténuer les inondations.		
	a)	Programme d'entretien et de conservation des routes provinciales à grande circulation et des routes provinciales secondaires, et projets connexes		
		1) Dépenses brutes	174 166	172 707
		2) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(23 881)	(23 881)
		Sous-total a)	150 285	148 826
	b)	Projets d'entretien et de préservation des voies d'eau		
		1) Dépenses brutes	12 782	12 625
		2) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(2 614)	(2 614)
		Sous-total b)	10 168	10 011
	c)	Travaux dans les municipalités, les districts d'administration locale et les territoires non organisés	-	1 841
	d)	Exploitation des aéroports du Nord et du service de traversiers		
		1) Exploitation des aéroports du Nord	9 962	9 703
		2) Exploitation du service de traversiers	4 444	4 350
			14 406	14 053
		3) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(325)	(325)
		Sous-total d)	14 081	13 728
	e)	Routes d'hiver	9 025	9 025
	f)	Initiatives visant à atténuer les inondations	3 677	3 677
15.5	5.	Organisation des mesures d'urgence.	2 497	2 404
		En étroite collaboration avec tous les ordres gouvernementaux, le secteur privé, des organismes bénévoles, ainsi que d'autres organismes non gouvernementaux, l'Organisation des mesures d'urgence du Manitoba appuie et coordonne la planification des mesures d'urgence, la procédure en cas d'urgence et la reprise après une catastrophe afin de veiller à la sécurité des résidents et à la protection des biens et de l'environnement. L'Organisation est chargée de la gestion et de la prestation du Programme d'aide financière aux sinistrés, lequel aide les Manitobains et Manitobaines ayant subi des dommages en conséquence directe d'une catastrophe d'envergure.		
	a)	Salaires et avantages sociaux	1 882	1 789
	b)	Autres dépenses	615	615

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
15.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	328 196	276 086
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Service de transport aérien		
		1) Amortissement	7 902	5 351
		2) Frais d'intérêts	7 436	5 137
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(8 436)	(3 683)
		Sous-total a)	6 902	6 805
	b)	Actif général		
		1) Amortissement	22 894	20 782
		2) Frais d'intérêts	37 065	27 938
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 892)	(2 649)
		Sous-total b)	57 067	46 071
	c)	Infrastructure - Routes provinciales		
		1) Amortissement	132 218	116 595
		2) Frais d'intérêts	123 044	99 060
		3) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(2 985)	-
		Sous-total c)	252 277	215 655
	d)	Infrastructure - Ressources hydriques		
		1) Amortissement	5 268	3 237
		2) Frais d'intérêts	6 682	4 318
		Sous-total d)	11 950	7 555
		Total de la Partie A - Fonctionnement	653 762	600 671

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INFRASTRUCTURE ET TRANSPORTS (15), suite				
Partie B - Investissements en immobilisations				
15.7	15.	Immobilisations.	650,355	749,022
		<i>Actif général</i> : acquisition de biens corporels; projets majeurs de construction et de rénovation d'immeubles; acquisition et entretien des aéronefs du gouvernement.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province, et aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations - Services gouvernementaux	128,346	147,336
		2) Projets d'immobilisations et matériel - Transports	14,038	16,000
		3) Projets d'immobilisations - Service de transport aérien	28,126	60,403
		Sous-total a)	170,510	223,739
	b)	Infrastructure		
		1) Infrastructure routière	350,045	366,000
		2) Immobilisations liées aux pistes d'atterrissage des aéroports	2,000	2,000
		3) Immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	27,800	24,150
		4) Commission d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est	100,000	133,133
		Sous-total b)	479,845	525,283

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	752	-	752
2. Initiatives de développement énergétique	1 949	8,3	1 799
3. Sciences, innovation et développement des entreprises	22 761	-	22 761
4. Technologie et transformation opérationnelle	41 679	0,6	41 435
5. Ressources minières	11 120	3,5	10 748
6. Coûts liés aux immobilisations	9 645	(4,2)	10 072
Total de la Partie A - Fonctionnement	87 906	0,4	87 567
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	78 261	1,0	77 495
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	9 645	(4,2)	10 072
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	87 906	0,4	87 567
Partie B - Investissements en immobilisations			
18. Immobilisations			
Actif général	2 050	(25,2)	2 742
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	2 050	(25,2)	2 742

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	87 658
Transfert de fonctions venant de :	
- Finances	87
Transfert de crédits venant de :	
- Conservation et Gestion des ressources hydriques	15
Transfert de crédits allant à :	
- Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	(193)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	87 567

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
Partie A - Fonctionnement				
18.1	1.	Administration et finances	752	752
		Haute direction, planification et contrôle des politiques et programmes du ministère. Le soutien administratif est fourni par le ministère de l'Entreprenariat, de la Formation professionnelle et du Commerce dans les domaines suivants : finances et administration, et gestion des systèmes d'information.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	492	492
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	565	565
	c)	Administration et finances	150	150
18.2	2.	Initiatives de développement énergétique	1 949	1 799
		Élaboration et mise en œuvre d'initiatives se rapportant au développement énergétique et de stratégies d'expansion économique faisant appel aux ressources hydroélectriques ou favorisant la mise en valeur d'énergies de remplacement. Élaboration d'initiatives et de programmes provinciaux ayant trait à l'énergie ainsi que d'activités de surveillance et de coordination nécessaires à leur mise en œuvre.		
	a)	Initiatives de développement énergétique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 005	1 005
		2) Autres dépenses	944	794
		Sous-total a)	1 949	1 799
18.3	3.	Sciences, innovation et développement des entreprises	22 761	22 761
		<i>Sciences, innovation et développement des entreprises</i> : organe central du gouvernement quant à l'offre de services de développement des entreprises à l'industrie et aux collectivités dans les domaines des sciences de la vie, des technologies de l'eau, des nouveaux médias et des technologies de l'information et de la communication afin de favoriser la croissance de l'économie et de l'emploi; établit, analyse et communique des politiques relatives à l'innovation, à la recherche et au développement, ainsi qu'à la technologie et aux télécommunications; veille à la mise en œuvre du Fonds pour la recherche et l'innovation du Manitoba et du Fonds pour les centres d'excellence du Manitoba; coordonne à l'échelle du gouvernement la réalisation de tous les projets dans le domaine de la recherche, de l'innovation, des sciences et de la technologie.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
		<i>Conseil manitobain de la recherche en matière de santé</i> : se charge de la promotion et du soutien de la recherche (fondamentale, clinique et appliquée) dans le domaine des sciences de la santé au Manitoba en offrant des subventions et des bourses.		
		<i>Centre de technologie industrielle</i> : facilite le développement économique au Manitoba en offrant des services de technologie industrielle.		
		<i>Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)</i> : facilite et coordonne la prestation de services technologiques à la communauté éducative partout au Manitoba.		
	a)	Sciences, innovation et développement des entreprises		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 579	1 579
		2) Autres dépenses	613	613
		3) Fonds pour la recherche et l'innovation du Manitoba	13 300	13 300
		4) Fonds pour les centres d'excellence du Manitoba	720	720
			16 212	16 212
		5) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement urbain	(750)	(750)
		Sous-total a)	15 462	15 462
	b)	Conseil manitobain de la recherche en matière de santé	6 003	6 003
	c)	Centre de technologie industrielle	900 (1)	900
	d)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)	396 (1)	396
18.4	4.	Technologie et transformation opérationnelle	41 679	41 435
		<i>Technologie et transformation opérationnelle</i> : assure le leadership quant aux activités de prestation de services, aux activités de transformation opérationnelle et à la mise en œuvre du logiciel SAP dans l'ensemble du gouvernement du Manitoba, veillant ainsi à ce que les ressources de technologies de l'information et des communications, les systèmes, les plates-formes, les compétences et les logiciels d'application existants soient utilisés de façon optimale tout en trouvant de nouveaux moyens de répondre aux défis liés au service, de planifier les besoins futurs et de profiter des possibilités économiques.		
		<i>Service d'informatique du Palais législatif</i> : offre un environnement technologique sécuritaire à l'aide de services de soutien efficaces et de systèmes fiables qui répondent aux exigences professionnelles de divers utilisateurs au Palais législatif.		

1. Le Centre de technologie industrielle et les Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN) sont des organismes de service spécial pour lesquels le ministère prévoit une aide de fonctionnement dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
	a)	Technologie et transformation opérationnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 116	18 116
		2) Autres dépenses	77 609	76 935
		Sous-total a)	95 725	95 051
	b)	Recouvrements de Technologie et transformation opérationnelle	(55 366)	(54 936)
	c)	Service d'informatique du Palais législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 010	1 010
		2) Autres dépenses	310	310
		Sous-total c)	1 320	1 320
18.5	5.	Ressources minières	11 120	10 748
		<i>Levés géologiques du Manitoba</i> : fournit de la documentation référentielle sur le potentiel géologique et minéral de la province.		
		<i>Mines</i> : administration des lois et règlements régissant l'aliénation des droits miniers, l'exploration, le développement et la production des ressources minières de la province, ainsi que la restauration des mines et des carrières.		
		<i>Ressources pétrolières</i> : administration des lois et règlements régissant l'aliénation des droits pétroliers, l'exploration, l'exploitation et la production des ressources pétrolières, ainsi que l'abandon et la restauration des puits et des installations pétrolières.		
		<i>Conseils et commissions</i> : règlement des différends entre détenteurs de droits de surface et détenteurs de droits miniers en ce qui concerne l'accès aux minéraux, au pétrole et au gaz naturel.		
	a)	Levés géologiques du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 830	3 830
		2) Autres dépenses	1 535	1 535
		Sous-total a)	5 365	5 365
	b)	Mines		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 312	1 312
		2) Autres dépenses	731	531
		Sous-total b)	2 043	1 843
	c)	Ressources pétrolières		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 563	1 426
		2) Autres dépenses	383	348
		Sous-total c)	1 946	1 774

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
INNOVATION, ÉNERGIE ET MINES (18), suite				
	d)	Conseils et commissions		
		1) Salaires et avantages sociaux	30	30
		2) Autres dépenses	16	16
		Sous-total d)	<u>46</u>	<u>46</u>
	e)	Programmes de soutien à l'industrie des minéraux		
		1) Programme d'aide à l'exploration minière	1 500	1 500
		2) Programme d'aide à la prospection	23	23
		3) Projet de développement de l'industrie de la potasse au Manitoba	197	197
		Sous-total e)	<u>1 720</u>	<u>1 720</u>
18.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	<u>9 645</u>	<u>10 072</u>
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Gestion globale des systèmes		
		1) Amortissement	3 448	3 448
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 448)	(3 448)
		Sous-total a)	-	-
	b)	Amortissement	6 861	6 283
	c)	Frais d'intérêts	2 784	3 789
		Total de la Partie A - Fonctionnement	<u><u>87 906</u></u>	<u><u>87 567</u></u>

Partie B - Investissements en immobilisations

18.7	18.	Immobilisations	<u>2 050</u>	<u>2 742</u>
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
		1) Gestion globale des systèmes	-	364
		2) Autres projets de technologie de l'information	-	506
		3) Projets de technologie de l'information du gouvernement	2 050	1 872

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration, finances et innovation judiciaire	4 842	3,7	4 669
2. Justice criminelle	166 204	7,3	154 867
3. Justice civile	35 535	6,6	33 350
4. Services correctionnels	196 965	9,8	179 455
5. Tribunaux	53 620	6,2	50 489
6. Coûts liés aux immobilisations	3 707	8,0	3 433
Total de la Partie A - Fonctionnement	460 873	8,1	426 263
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	457 166	8,1	422 830
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 707	8,0	3 433
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	460 873	8,1	426 263
Partie B - Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	2 266	(34,3)	3 448
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	2 266	(34,3)	3 448

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	427 743
Transfert de fonctions allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(1 530)
Transfert de crédits venant de :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	50
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	426 263

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A - Fonctionnement				
4.1	1.	Administration, finances et innovation judiciaire	4 842	4 669
		Direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Appui administratif de toutes les divisions opérationnelles dans les domaines suivants : élaboration et analyse des politiques relatives aux programmes, planification financière, centralisation des services financiers, comptables et budgétaires, gestion des documents, mise au point de systèmes et services d'informatique. Direction et soutien pour les améliorations innovatrices aux processus dans tout le ministère.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	664	637
		2) Autres dépenses	95	95
		Sous-total b)	759	732
	c)	Élaboration et analyse des politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	458	443
		2) Autres dépenses	116	116
		Sous-total c)	574	559
	d)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 489	1 388
		2) Autres dépenses	419	419
		Sous-total d)	1 908	1 807
	e)	Services d'informatique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 230	1 052
		2) Autres dépenses	561	561
			1 791	1 613
		3) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(227)	(79)
		Sous-total e)	1 564	1 534
4.2	2.	Justice criminelle	166 204	154 867
		Administration de la justice criminelle au Manitoba.		
		<i>Service des poursuites du Manitoba</i> : poursuit les auteurs d'actes criminels en conformité avec les lois provinciales, le <i>Code criminel</i> du Canada et d'autres lois fédérales.		
		<i>Services de police de la province</i> : font appliquer la loi et fournissent un service municipal de police à de nombreuses localités rurales. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) assure nombre de ces services aux termes de contrats conclus avec le Manitoba.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
<i>Services d'application de la loi offerts aux Autochtones et à la communauté</i> : voient à la supervision et à la coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardes de sécurité et des agents de police spéciaux. Administrent le financement des services de police mis en place dans les communautés des Premières nations. Veillent à la gestion des services relatifs aux témoins à haut risque et à l'application de la <i>Loi visant à accroître la sécurité des collectivités et des quartiers</i> et de la <i>Loi sur les bâtiments fortifiés</i> . Exercent diverses activités de sécurité communautaire intéressant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.				
<i>Services aux victimes</i> : fournissent un cadre de travail aux activités qui se déroulent sur de multiples fronts pour promouvoir la <i>Déclaration des droits des victimes</i> , ainsi qu'un service de soutien aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes. Administrent le Programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels et le Programme d'aide aux victimes et aux témoins d'actes criminels. Financent certains projets d'organismes qui offrent des services aux victimes.				
<i>Indemnisation des victimes d'actes criminels</i> : a pour rôle d'indemniser lesdites victimes pour certaines blessures et pertes subies.				
<i>Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi</i> : enquête sur les plaintes concernant la conduite des policiers municipaux au Manitoba.				
<i>Bureau du médecin légiste en chef</i> : en conformité avec la <i>Loi sur les enquêtes médico-légales</i> , enquête sur toute mort subite, violente ou inexplicable survenue au Manitoba.				
<i>Confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement</i> : veille à la gestion et à l'application de la <i>Loi sur la confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement</i> , qui permet de confisquer des biens obtenus ou utilisés criminellement dont la confiscation a été ordonnée par le tribunal et de disposer de ceux-ci.				
<i>Commission de police du Manitoba</i> : conseille le gouvernement sur la prestation de services de police au Manitoba.				
<i>Unité d'enquête indépendante</i> : enquête sur les incidents graves impliquant des agents de police au Manitoba.				
<i>Enquête sur l'affaire Phoenix Sinclair</i> : couvre les dépenses liées à la tenue d'une enquête publique.				
a)		Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	381	371
		2) Autres dépenses	97	97
		Sous-total a)	478	468
b)		Service des poursuites du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	23 719	21 544
		2) Autres dépenses	4 203	3 987
		3) Programme d'aide aux témoins	784	762
		Sous-total b)	28 706	26 293

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	c)	Services de police de la province		
		1) Dépenses brutes	117 528	113 672
		2) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(2 000)	(2 000)
		Sous-total c)	115 528	111 672
	d)	Services d'application de la loi offerts aux Autochtones et à la communauté		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 977	1 854
		2) Autres dépenses	671	677
		3) Programmes	285	285
		Sous-total d)	2 933	2 816
	e)	Services aux victimes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 600	3 472
		2) Autres dépenses	596	596
		3) Subventions	240	240
		Sous-total e)	4 436	4 308
	f)	Indemnisation des victimes d'actes criminels	2 904	2 904
	g)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
		1) Salaires et avantages sociaux	525	505
		2) Autres dépenses	109	109
		Sous-total g)	634	614
	h)	Bureau du médecin légiste en chef		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 348	1 323
		2) Autres dépenses	2 410	2 410
		Sous-total h)	3 758	3 733
	i)	Confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement		
		1) Salaires et avantages sociaux	464	440
		2) Autres dépenses	343	343
		Sous-total i)	807	783
	j)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	274	268
		2) Autres dépenses	195	195
		Sous-total j)	469	463
	k)	Unité d'enquête indépendante		
		1) Salaires et avantages sociaux	223	217
		2) Autres dépenses	596	596
		Sous-total k)	819	813
	l)	Enquête sur l'affaire Phoenix Sinclair	4 732	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.3	3.	Justice civile	35 535	33 350
		Services juridiques et programmes qui protègent les droits des Manitobains et Manitobaines.		
		<i>Commission des droits de la personne du Manitoba</i> : veille à l'application du <i>Code des droits de la personne du Manitoba</i> et met l'accent sur l'égalité des chances en vue de réduire la discrimination dans la province.		
		<i>Conseiller législatif</i> : fournit des services de rédaction et de traduction de textes législatifs au gouvernement et, conformément au règlement de l'Assemblée, aux députés; veille à ce que les projets de loi, les lois et les règlements soient publiés.		
		<i>Commission de réforme du droit du Manitoba</i> : conseille le gouvernement sur la mise à jour et l'amélioration des lois manitobaines.		
		<i>Direction du droit de la famille</i> : assure un soutien administratif et juridique au gouvernement en ce qui a trait à ses programmes d'exécution des ordonnances alimentaires et de protection de l'enfance; aide à l'élaboration de lois se rapportant au droit de la famille.		
		<i>Direction du droit constitutionnel</i> : fournit aux ministères des consultations et des services juridiques, y compris la représentation en cour.		
		<i>Aide juridique Manitoba</i> : protège les droits, reconnus par la loi, de ceux qui ne peuvent se permettre les services d'un avocat.		
		<i>Bureau du contentieux civil</i> : donne des avis juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur tout ce qui relève du droit civil.		
		<i>Curateur public</i> : gère les biens des personnes décédées et représente les intérêts des enfants, ainsi que des personnes ayant une déficience intellectuelle.		
	a)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 595	1 532
		2) Autres dépenses	458	458
		Sous-total a)	2 053	1 990
	b)	Conseiller législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 293	2 205
		2) Autres dépenses	342	342
		Sous-total b)	2 635	2 547
	c)	Subvention à la Commission de réforme du droit du Manitoba	85	85
	d)	Direction du droit de la famille		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 764	1 705
		2) Autres dépenses	161	161
		Sous-total d)	1 925	1 866
	e)	Direction du droit constitutionnel		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 136	1 114
		2) Autres dépenses	217	217
		Sous-total e)	1 353	1 331

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	f)	Aide juridique Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 474	14 276
		2) Autres dépenses	13 010	11 255
		Sous-total f)	27 484	25 531
	g)	Bureau du contentieux civil	-	-
	h)	Curateur public	-	-
4.4	4.	Services correctionnels	196 965	179 455
		Protection de la société au moyen de programmes et de services correctionnels offerts dans tout le Manitoba.		
		<i>Services ministériels</i> : assurent un soutien à la Division des services correctionnels en ce qui a trait, entre autres, à la formation, au recrutement, aux services administratifs, à l'élaboration de programmes, à la recherche, aux services d'information, à l'élaboration de la politique et aux services aux Autochtones.		
		<i>Services correctionnels pour les adultes</i> : ont la charge des contrevenants adultes qui sont condamnés à une incarcération maximale de deux ans moins un jour ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; offrent des services et des programmes correctionnels communautaires pour les contrevenants adultes dans tout le Manitoba.		
		<i>Services correctionnels pour les jeunes</i> : ont la charge des jeunes contrevenants condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; offrent des services et des programmes correctionnels communautaires pour les jeunes contrevenants dans tout le Manitoba.		
	a)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 808	2 638
		2) Autres dépenses	724	724
		Sous-total a)	3 532	3 362
	b)	Services correctionnels pour les adultes		
		1) Salaires et avantages sociaux	124 690	111 350
		2) Autres dépenses	18 773	17 567
		3) Programmes et organismes externes	2 886	2 926
			146 349	131 843
	4)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(5)	(5)
		Sous-total b)	146 344	131 838

1. Le Bureau du contentieux civil et le Curateur public sont des organismes de service spécial pour lesquels aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses 2012-2013 (voir page 165).

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	c)	Services correctionnels pour les jeunes		
		1) Salaires et avantages sociaux	40 888	38 672
		2) Autres dépenses	4 921	4 303
		3) Programmes et organismes externes	1 280	1 280
		Sous-total c)	47 089	44 255
4.5	5.	Tribunaux	53 620	50 489
		La division est chargée de l'administration des tribunaux fédéraux et provinciaux, de la Commission d'examen, et d'autres services de soutien judiciaire en vue de la résolution des questions se rapportant aux actes criminels prévus par les lois provinciales, le <i>Code criminel</i> du Canada et d'autres lois fédérales, ainsi qu'aux délits relevant des autorités provinciales ou municipales, aux litiges en matière civile ou familiale, et aux faillites.		
	a)	Administration judiciaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 213	4 887
		2) Autres dépenses	2 877	2 674
			8 090	7 561
		3) Moins : Somme récupérable de Partie B - Investissements en immobilisations	(409)	(357)
		Sous-total a)	7 681	7 204
	b)	Tribunaux de Winnipeg		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 014	7 547
		2) Autres dépenses	1 285	1 259
		Sous-total b)	9 299	8 806
	c)	Tribunaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 589	4 308
		2) Autres dépenses	2 268	2 209
		Sous-total c)	6 857	6 517
	d)	Services judiciaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 972	17 121
		2) Autres dépenses	2 108	2 042
		Sous-total d)	20 080	19 163
	e)	Bureau du shérif		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 656	6 836
		2) Autres dépenses	2 047	1 963
		Sous-total e)	9 703	8 799

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	3 707	3 433
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Amortissement	2 670	2 492
	b)	Frais d'intérêts	1 037	941
Total de la Partie A - Fonctionnement			460 873	426 263

Partie B - Investissements en immobilisations

4.7	4.	Immobilisations	2 266	3 448
		Prise en charge des coûts de développement et de mise à niveau des systèmes de technologie de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
	1)	Acquisition de matériel	1 853	1 990
	2)	Système de mise en commun de l'information en justice criminelle	-	300
	3)	Système d'exécution des ordonnances alimentaires	413	1 158

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
ADMINISTRATIONS LOCALES (13)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Administration et finances	3 744	0,9	3 712
2. Aménagement et développement communautaires	31 590	(4,8)	33 199
3. Soutien provincial-municipal	11 689	1,1	11 558
4. Aide financière aux municipalités	313 425	20,6	259 880
5. Programmes d'infrastructure	3 422	5,1	3 255
6. Coûts liés aux immobilisations	53	-	53
Total de la Partie A - Fonctionnement	363 923	16,8	311 657
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	104 470	39,1	75 123
Subventions en capital	259 400	9,7	236 481
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	53	-	53
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	363 923	16,8	311 657

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	307 552
Transfert de fonctions venant de :	
- Santé	77
- Infrastructure et Transports	4 028
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	311 657

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
Partie A - Fonctionnement				
13.1	1.	Administration et finances	3 744	3 712
		Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.		
		<i>Commission municipale</i> : conformément aux dispositions législatives, examen des emprunts, de l'évaluation, de l'aménagement et d'autres questions municipales, et décisions sur ces questions. Soutien administratif de la Commission de l'évaluation foncière et de la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés.		
		<i>Commission de réglementation des taxis</i> : réglementation de la délivrance de permis pour les taxis, les limousines et les fourgonnettes pour personnes handicapées circulant dans la ville de Winnipeg.		
	a)	Traitement du ministre	37	37
	b)	Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	637	606
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	717	686
	c)	Bureau de Brandon		
		1) Salaires et avantages sociaux	203	223
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total c)	268	288
	d)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	589	600
		2) Autres dépenses	190	190
		Sous-total d)	779	790
	e)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	903	903
		2) Autres dépenses	235	235
		Sous-total e)	1 138	1 138
	f)	Commission de réglementation des taxis		
		1) Salaires et avantages sociaux	647	615
		2) Autres dépenses	158	158
		Sous-total f)	805	773

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires	31 590	33 199
		Coordonne l'élaboration, l'intégration et la prestation des services d'aménagement du territoire et de développement communautaire dans le but de faciliter la croissance et le développement durables des communautés manitobaines.		
		Fournit le cadre législatif, stratégique et méthodologique requis pour guider l'aménagement et le développement durables du territoire dans toute la province, y compris la coordination intergouvernementale et l'intégration des initiatives d'aménagement locales, régionales et provinciales.		
		Fournit des services consultatifs et des services professionnels de planification aux communautés et aux organismes des administrations locales dans les domaines suivants : aménagement du territoire, développement communautaire et revitalisation.		
		Élabore et met en œuvre des lignes directrices et des programmes visant la revitalisation urbaine, la réhabilitation du centre-ville et le développement économique communautaire dans les villes de Winnipeg et de Brandon, en collaboration avec l'ensemble de l'administration gouvernementale et en partenariat avec d'autres administrations et avec des partenaires dans la communauté.		
		Met en œuvre, soutient et facilite la Stratégie de régénération de Winnipeg et la Stratégie de régénération de Brandon.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	180	175
		2) Autres dépenses	44	44
		Sous-total a)	224	219
	b)	Planification communautaire et régionale		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 700	3 541
		2) Autres dépenses	1 424	1 149
			5 124	4 690
		3) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural	(1 011)	(628)
		Sous-total b)	4 113	4 062
	c)	Programmes et politiques de planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 130	1 155
		2) Autres dépenses	423	303
		3) Subventions	697	559
			2 250	2 017
		4) Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(997)	(849)
		Sous-total c)	1 253	1 168
	d)	Stratégie de régénération de Winnipeg		
		1) Autres dépenses	3 428	3 428
		2) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(3 428)	(3 428)
		Sous-total d)	-	-
	e)	Initiatives de développement urbain	26 000	27 750

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
13.3	3.	Soutien provincial-municipal	11 689	11 558
		Gestion de programmes et de services dans le but de permettre à la population de bénéficier d'administrations locales à la fois efficaces et efficientes, y compris en ce qui concerne le renforcement des capacités locales.		
		Cadre législatif pour les administrations municipales, et services et programmes consultatifs et financiers pour toutes les municipalités, sauf la Ville de Winnipeg. Conseils au gouvernement sur les politiques liées à des questions gouvernementales locales.		
		Soutien financier aux municipalités, y compris la gestion de paiements de transfert intergouvernementaux et de subventions visant à permettre aux administrations locales de maintenir des localités viables. Subventions de fonctionnement et subventions en capital à la Ville de Winnipeg, et subventions en remplacement d'impôt pour les biens fonciers appartenant à la Province qui sont exempts d'impôt.		
		Services complets d'évaluation offerts à toutes les municipalités (sauf la Ville de Winnipeg), aux localités du nord du Manitoba et au ministère de l'Éducation.		
		Services de technologies de l'information pour le ministère. Conception, gestion et soutien des applications informatiques majeures qu'utilisent les administrations locales dans le cadre de leurs fonctions d'évaluation et d'imposition.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	190	183
		2) Autres dépenses	29	29
		Sous-total a)	219	212
	b)	Services d'évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 439	8 217
		2) Autres dépenses	1 846	1 861
		3) Amélioration liée aux évaluations	150	-
			10 435	10 078
		4) Moins : Somme récupérable d'Éducation	(2 571)	(2 519)
		Sous-total b)	7 864	7 559
	c)	Services consultatifs et financiers aux municipalités		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 181	1 275
		2) Autres dépenses	449	449
		Sous-total c)	1 630	1 724
	d)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 144	1 114
		2) Autres dépenses	1 315	1 465
			2 459	2 579
		3) Moins : Somme récupérable d'Éducation	(483)	(516)
		Sous-total d)	1 976	2 063

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
13.4	4.	Aide financière aux municipalités	313 425	259 880
		Aide financière aux administrations locales pour leurs dépenses de fonctionnement et leurs dépenses en capital.		
	a)	Fonds de croissance du Manitoba		
	1)	Ville de Winnipeg		
		Aide à l'infrastructure municipale	113 445	98 846
		Transport	42 815	40 915
		Ententes Canada - Manitoba	4 887	7 460
		Sous-total 1)	161 147	147 221
	2)	Autres municipalités		
		Aide à l'infrastructure municipale	76 539	60 998
		Transport	3 455	3 178
		Ententes Canada - Manitoba	20 959	27 784
		Sous-total 2)	100 953	91 960
		Sous-total a)	262 100	239 181
	b)	Aide de fonctionnement		
	1)	Ville de Winnipeg		
		Subvention inconditionnelle aux programmes	19 821	6 818
		Subvention générale de soutien	12 064	5 388
		Soutien à la sécurité publique	29 433	24 045
		Autre aide conditionnelle	6 400	1 400
			67 718	37 651
		Moins : Rajustement reflétant les transferts de programmes de la Ville de Winnipeg	(23 650)	(23 650)
		Sous-total 1)	44 068	14 001
	2)	Autres municipalités		
		Subvention générale de soutien	2 069	2 069
		Développement communautaire rural	8 540	8 600
		Soutien à la sécurité publique	2 877	2 258
		Autre aide conditionnelle	550	550
		Sous-total 2)	14 036	13 477
		Sous-total b)	58 104	27 478
	c)	Subventions aux municipalités en remplacement d'impôt		
	1)	Subventions	14 172	14 393
	2)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(13 998)	(14 219)
		Sous-total c)	174	174
	d)	Moins : Somme récupérable des Initiatives de développement économique rural et urbain	(6 953)	(6 953)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
ADMINISTRATIONS LOCALES (13), suite				
13.5	5.	Programmes d'infrastructure	3 422	3 255
		<i>Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba</i> : ressources sur le terrain qui offrent des conseils et des renseignements techniques permettant d'installer et d'améliorer les infrastructures d'égouts et d'approvisionnement en eau. Financement pour le fonctionnement et les immobilisations en vue d'appuyer les administrations locales.		
		<i>Ententes Canada-Manitoba</i> : contribution du Manitoba au programme Infrastructures Canada-Manitoba pour la construction, la rénovation, l'expansion ou l'amélioration substantielle de l'infrastructure dans tout le Manitoba.		
	a)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 135	2 018
		2) Autres dépenses	436	436
		3) Projets de service d'eau et d'égouts	10 813	10 813
			13 384	13 267
		4) Moins : Somme récupérable d'autres postes	(350)	(350)
		5) Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(10 813)	(10 813)
		Sous-total a)	2 221	2 104
	b)	Ententes Canada-Manitoba		
		1) Programmes d'infrastructure	27 047	36 395
		2) Moins : Somme récupérable du Fonds de croissance du Manitoba	(25 846)	(35 244)
		Sous-total b)	1 201	1 151
13.6	6.	Coûts liés aux immobilisations	53	53
		Poste prévoyant les coûts liés aux immobilisations.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			363 923	311 657

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
SPORT (28)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Sport	11 970	-	11 970
Total de la Partie A - Fonctionnement	11 970	-	11 970
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	11 970	-	11 970
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	11 970	-	11 970

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	11 959
Transfert de crédits venant de :	
- Crédits d'autorisation - Rajustements liés aux services internes	11
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	11 970

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
SPORT (28), suite				
Partie A - Fonctionnement				
28.1	1.	Sport.....	11 970	11 970
		Fournit une aide financière et des services de consultation à Sport Manitoba et à d'autres organismes pour le développement et l'amélioration des activités sportives partout dans la province.		
	a)	Sport Manitoba	11 543	11 543
	b)	Secrétariat du sport		
	1)	Salaires et avantages sociaux	188	188
	2)	Autres dépenses	75	75
	3)	Subventions	164	164
		Sous-total b)	427	427
Total de la Partie A - Fonctionnement			11 970	11 970

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
---------	---	---	--

CRÉDITS D'AUTORISATION (26)

Partie A - Fonctionnement

1. Mise en œuvre de certaines ententes	20 771	(5,9)	22 081
2. Fonds des innovations de développement durable	3 400	-	3 400
3. Initiatives concernant l'administration de la justice	2 250	-	2 250
4. Rajustements liés aux services internes	14 250	(0,7)	14 349
Total de la Partie A - Fonctionnement	40 671	(3,3)	42 080

Sommaire de la Partie A - Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	40 671	(3,3)	42 080
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	40 671	(3,3)	42 080

Partie B - Investissements en immobilisations

26. Immobilisations - Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)			
Actif général	41 608	102,4	20 555
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B - Investissements en immobilisations	41 608	102,4	20 555

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	42 305
Transfert de crédits allant à :	
- Enfants et Perspectives pour la jeunesse	(40)
- Vie saine, Aînés et Consommation	(174)
- Sport	(11)
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	42 080

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A - Fonctionnement				
26.1	1.	Mise en œuvre de certaines ententes	20 771	22 081
		Dépenses du Manitoba liées aux activités entreprises dans le cadre de diverses ententes intergouvernementales et d'autres ententes.		
	a)	Ententes Canada-Manitoba		
	1)	Accord-cadre sur les droits fonciers issus de traités	500	500
	2)	Entente relative aux services en français	850	850
	3)	Entente de partenariat économique Canada-Manitoba	5 145	5 145
	4)	Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques	4 171	7 500
	5)	Fonds de participation au sport	750	750
	6)	Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie	2 019	-
		Sous-total a)	13 435	14 745
	b)	Autres ententes		
	1)	Programme de développement international	1 000	1 000
	2)	Projets liés à l'immigration	6 336	6 336
		Sous-total b)	7 336	7 336
26.2	2.	Fonds des innovations de développement durable	3 400	3 400
		Fonds visant l'élaboration, la mise en œuvre et la promotion de projets du gouvernement, d'entreprises privées et de groupes communautaires se rapportant au développement durable et à l'innovation dans le domaine de l'environnement.		
26.3	3.	Initiatives concernant l'administration de la justice	2 250	2 250
		Fonds destinés à l'élaboration et à la mise en œuvre de diverses initiatives concernant les questions autochtones et autres questions relatives à l'administration de la justice.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
26.4	4.	Rajustements liés aux services internes Coût prévu de divers rajustements liés aux services internes et autres coûts pouvant découler de modifications au chapitre de la conception ou de la prestation des programmes. Coûts des rajustements liés aux salaires ou aux avantages sociaux qui ne sont pas compris dans les crédits des ministères.	<u>14 250</u>	<u>14 349</u>
Total de la Partie A - Fonctionnement			<u><u>40 671</u></u>	<u><u>42 080</u></u>

Partie B - Investissements en immobilisations

26.5	26.	Immobilisations - Rajustements liés aux services internes <i>Actif général</i> : investissements prévus en immobilisations de l'actif général pour divers rajustements liés aux services internes et autres initiatives. <i>Infrastructure</i> : investissements prévus en immobilisations d'infrastructure pour divers rajustements liés aux services internes et autres initiatives.	<u>41 608</u>	<u>20 555</u>
	a)	Actif général	41 608	20 555
	b)	Infrastructure	-	-

CRÉDITS	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)*
AUTRES CRÉDITS (27)			
Partie A - Fonctionnement			
1. Urgences diverses	70 024	20,7	58 000
2. Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux	500	-	500
3. Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est	1 651	-	1 651
Total de la Partie A - Fonctionnement	72 175	20,0	60 151
Sommaire de la Partie A - Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	72 175	20,0	60 151
Subventions en capital	-	-	-
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A - Fonctionnement	72 175	20,0	60 151

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A - Fonctionnement

Budget des dépenses publié 2011-2012	60 151
Budget des dépenses 2011-2012 (après rajustement)	60 151

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	PRÉVISIONS DES DÉPENSES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES DÉPENSES 2011-2012 (milliers de \$)
AUTRES CRÉDITS (27), suite				
Partie A - Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses	70 024	58 000
		Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres désastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'éco- urgences; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes. Remboursement partiel accordé aux ministères pour pertes de biens non assurés.		
		a) Urgences diverses	28 000	28 000
		b) Inondation printanière de 2011	42 024	30 000
27.2	2.	Provision pour les pertes et dépenses des sociétés d'État et d'autres organismes gouvernementaux	500	500
		Financement des pertes et des dépenses des sociétés d'État et des organismes, commissions, conseils et autres entités gouvernementales pour lesquels aucun crédit n'est prévu ailleurs dans le présent Budget.		
27.3	3.	Commission manitobaine d'aménagement du canal de dérivation et de la route située du côté est.	1 651	1 651
		Financement correspondant à la part de la Province dans le projet d'agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge et de développement du réseau de transport situé du côté est.		
Total de la Partie A - Fonctionnement			72 175	60 151

ANNEXE A

ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

Comme l'indique l'aperçu à la page 17, les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation et auxquels on accorde une plus grande souplesse de gestion. Normalement, aucun financement n'est prévu dans le Budget des dépenses annuel pour ces organismes, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent.

ANNEXE A
ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAL

	PLAN STRATÉGIQUE 2012-2013				PLAN STRATÉGIQUE 2011-2012 EXCÉDENT DE L'EXERCICE (DÉFICIT) (milliers de \$)
	RECETTES (milliers de \$)	DÉPENSES (milliers de \$)	EXCÉDENT DE L'EXERCICE (DÉFICIT) (milliers de \$)	PARTAGE DES RECETTES (milliers de \$)	
Bureau du contentieux civil	7 661	7 416	245	250	217
Office des compagnies	7 210	5 587	1 623	2 500	1 673
Terres domaniales et acquisition foncière	5 638	5 543	95	-	(974)
Centre de développement de produits alimentaires	3 911	4 976	(1 065)	-	254
Manitoba vert - Solutions écologiques	3 060	3 060	-	-	145
Centre de technologie industrielle	3 151	3 151	-	-	-
Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba (MERLIN)	4 378	4 378	-	-	-
Commission des valeurs mobilières du Manitoba	12 000	4 788	7 212	8 800	6 830
Centre des manuels scolaires du Manitoba	7 729	7 727	2	-	3
Organisme chargé de la distribution du matériel	24 621	24 612	9	-	5
Bureau du commissaire aux incendies	16 038	15 058	980	750	474
Perfectionnement et formation	1 550	1 550	-	-	(66)
Pépinière forestière Pineland	2 456	3 019	(563)	-	(633)
Office d'enregistrement des titres et des instruments	26 735	16 553	10 182	11 000	6 754
Curateur public	6 416	6 366	50	-	40
Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	92 013	88 974	3 039	2 500	3 036
Bureau de l'état civil	4 024	3 614	410	380	148

Remarque : Des renseignements détaillés sur chaque organisme de service spécial figurent dans le rapport annuel de l'organisme en question et dans les documents budgétaires supplémentaires du ministère responsable.

Des renseignements généraux sur les organismes de service spécial figurent dans le rapport annuel de l'Office de financement des organismes de service spécial.

Les excédents (déficits) d'exercice indiqués reflètent le résultat financier de chaque organisme avant tout transfert de partage des recettes avec les programmes fondamentaux du gouvernement.

ANNEXE B

CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

ANNEXE B

CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

Au cours de l'exercice financier 1999-2000, la Province a adopté une nouvelle convention comptable pour les immobilisations corporelles générales, selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). En vertu des normes de l'ICCA, les dépenses d'immobilisations corporelles doivent être amorties sur la durée de vie utile des biens. Ainsi, les coûts des immobilisations corporelles sont étalés sur leur durée d'utilisation et l'amortissement est inscrit au chapitre des dépenses dans l'état des opérations.

On entend par immobilisations corporelles les biens dont la durée de vie utile dépasse une année et qui sont acquis, construits ou développés, et conservés pour être utilisés et non revendus. Les immobilisations corporelles dont la valeur est inférieure à la limite de capitalisation établie seront inscrites au chapitre des dépenses dans l'année de leur acquisition.

Pour déterminer la vie utile d'un bien, on prend en considération le passage du temps, l'usure normale qu'entraîne son utilisation ainsi que les effets de l'obsolescence de la technologie. La Province a adopté une durée de vie utile standardisée pour chaque catégorie de biens, laquelle devrait rester inchangée. La méthode de l'amortissement linéaire consiste à imputer un coût constant en fonction de la durée de vie utile des biens en cause.

Les tableaux ci-dessous résumant les catégories de biens standardisées, les limites de capitalisation et les taux d'amortissement découlant de cette convention comptable.

Description des biens	Limite de capitalisation (en dollars)	Durée de vie utile (en années)	Taux d'amortissement linéaire (en %)
<u>ACTIF GÉNÉRAL</u>			
BIENS-FONDS	-	s.o.	s.o.
IMMEUBLES - briques, mortier et acier	100 000	40	2,50
IMMEUBLES - charpente en bois	100 000	25	4,00
VÉHICULES	10 000	5	20,00
AÉRONEFS ET NAVIRES			
- cadres d'aéronefs	10 000	24	4,17
- moteurs d'aéronefs	10 000	5	20,00
- navires	10 000	24	4,17
MATÉRIEL ET OUTILLAGE - autre que pour la construction et l'entretien des routes	10 000	10	10,00
MATÉRIEL ET OUTILLAGE - construction et entretien des routes	10 000	15	6,67
MATÉRIEL INFORMATIQUE			
- hébergement	50 000	5	20,00
- ordinateurs personnels	10 000	4	25,00
INFORMATIQUE - application majeure	500 000	15	6,67
LOGICIEL INFORMATIQUE - autre	10 000	4	25,00
MOBILIER	10 000	10	10,00
AMÉLIORATIONS LOCATIVES	100 000	<u>sur la durée du bail</u>	s.o.
BIENS EN CONSTRUCTION	s.o.	s.o.	s.o.

ANNEXE B
CONVENTION COMPTABLE POUR LES DÉPENSES EN CAPITAL

Description des biens	Limite de capitalisation (en dollars)	Durée de vie utile (en années)	Taux d'amortissement linéaire (en %)
<u>INFRASTRUCTURE</u>			
BIENS-FONDS	-	s.o.	s.o.
AMÉNAGEMENT DES TERRAINS	100 000	30	3,33
IMMEUBLES - briques, mortier et acier	100 000	40	2,50
IMMEUBLES - charpente en bois	100 000	25	4,00
CIRCULATION ET ÉCLAIRAGE	100 000	20	5,00
PONTS ET OUVRAGES D'ART	100 000	40	2,50
MATÉRIEL	10 000	15	6,67
ROUTES PROVINCIALES SECONDAIRES ET ROUTES PROVINCIALES À GRANDE CIRCULATION			
- microsurfaçage	50 000	7	14,29
- tapis d'enrobés mince	100 000	10	10,00
- revêtement	100 000	20	5,00
- plate-forme	100 000	40	2,50
PISTES D'ATERRISSAGE - plate-forme	100 000	40	2,50
BARRAGES ET INFRASTRUCTURE HYDRAULIQUE	100 000	40	2,50
PONTS ET OUVRAGES D'ART MINEURS	50 000	10	10,00
PONCEAUX	50 000	40	2,50
BIENS EN CONSTRUCTION	s.o.	s.o.	s.o.

Par exemple, pour une machine servant à la construction des routes et coûtant 30 000 \$, l'amortissement annuel estimatif serait calculé ainsi :

$$\frac{\text{coût d'origine}}{30\,000\ \$} \div \frac{\text{durée de vie utile}}{15} = \frac{\text{amortissement}}{2\,000\ \$/\text{année}}$$

**BUDGET
DES RECETTES
DU MANITOBA
DE 2012**

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2013**

APERÇU

Le Budget des recettes pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013 donne le détail des recettes prévues par le gouvernement du Manitoba pour ses opérations fondamentales, dans le cadre du Budget sommaire 2012.

Budget des recettes de l'année précédente

Il peut être nécessaire, afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, de rajuster les chiffres du Budget des recettes de l'année précédente. Ceci permet de tenir compte des réorganisations internes, ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison. En général, le total des recettes de l'année précédente ne change pas après ces rajustements.

Le Budget des recettes pour 2011-2012 a été rajusté de manière à refléter le remaniement ministériel de janvier 2012 ainsi que les changements recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public en ce qui concerne la présentation et le traitement des allègements fiscaux et des transferts effectués dans le cadre du régime d'imposition. Ces changements se traduisent par un rajustement des « recettes fiscales » dans le Budget des recettes (page 175), ainsi que du « paiement net des crédits d'impôt » indiqué pour le ministère des Finances (rubrique 7.6) dans le Budget des dépenses (page 101). Ce rajustement n'a cependant pas eu d'effet sur le total des prévisions des recettes de l'exercice.

Catégories de recettes

Les recettes sont groupées en fonction des trois sources principales : recettes fiscales, recettes non fiscales et gouvernement du Canada. Sous chacune de ces rubriques figurent des renseignements additionnels sur les ministères chargés de la perception et sur les types de recettes.

Renseignements supplémentaires sur le Budget des recettes

Le document *Supplementary Information for Legislative Review* qui est publié annuellement par le ministère des Finances renferme des renseignements plus détaillés sur le Budget des recettes, afin d'aider les députés de l'Assemblée législative du Manitoba à examiner ce dernier.

BUDGET DES RECETTES

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2011-2012	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)*
RECETTES FISCALES	6 330 105	5,6	5 994 530
RECETTES NON FISCALES	1 229 528	10,5	1 112 423
GOUVERNEMENT DU CANADA	3 599 245	(2,1)	3 674 816
TOTAL DES RECETTES	11 158 878	3,5	10 781 769

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Budget des recettes publié 2011-2012.....	10 799 529
Retraitement du paiement net des crédits d'impôt	(17 760)
Budget des recettes 2011-2012 (après rajustement).....	<u>10 781 769</u>

BUDGET DÉTAILLÉ DES RECETTES

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)
1. Recettes fiscales		
Impôts		
a) Impôt sur le revenu des particuliers	2 796 300	2 731 021
b) Impôt sur les bénéfices des sociétés	405 500	439 200
	3 201 800	3 170 221
Autres taxes et impôts		
a) Impôts divers sur les sociétés	215 400	188 000
b) Taxes sur le carburant	296 500	247 200
c) Taxe sur les transferts fonciers	66 200	62 500
d) Impôt destiné à l'enseignement et aux services de santé	410 000	395 400
e) Taxe sur la concession ou la location de terrains miniers	72	72
f) Taxe minière	35 000	35 000
g) Taxe sur le pétrole et le gaz naturel	11 433	8 218
h) Taxe sur les ventes au détail	1 834 100	1 631 319
i) Taxe sur le tabac	256 400	253 400
j) Taxe destinée à la protection de l'environnement	3 200	3 200
	3 128 305	2 824 309
Total des recettes fiscales	6 330 105	5 994 530

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales		
Assemblée législative		
a) Bureau du vérificateur général - Paiement de services	450	500
b) Divers	6	6
	456	506
Affaires autochtones et du Nord		
a) Divers	130	130
Enseignement postsecondaire et Alphabétisation		
a) Paiement de services	66	66
b) Divers	1 140	1 390
	1 206	1 456
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales		
a) Paiement de services	2 884	3 147
b) Divers	47	47
	2 931	3 194
Enfants et Perspectives pour la jeunesse		
a) Caisse d'assistance aux victimes - Recouvrements	50 (1)	100
Commission de la Fonction publique		
a) Divers	62	135
Conservation et Gestion des ressources hydriques		
a) Commission de protection de l'environnement - Recouvrements	100	100
b) Initiative de développement de lotissements pour chalets	3 837	3 837
c) Environnement - Paiement de services et divers	632	539
d) Pêche - Paiement de services et divers	3 107	3 107
e) Forêts - Paiement de services et divers	3 934	4 128
f) GéoManitoba - Paiement de services et divers	330	368
g) Information géographique - Vente et paiement de services	1 255	1 222
h) Parcs - Paiement de services	13 547	9 968
i) Opérations régionales - Paiement de services et recouvrements	5 020	4 720
j) Loyer de l'énergie hydraulique	117 800	115 000
k) Ressources hydriques - Divers	82	84
l) Faune - Divers	4 123	4 178
m) Divers	310	319
	154 077	147 570

1. Représente un montant équivalent à l'autorisation de dépenses prévue pour diverses dépenses affectées à l'assistance aux victimes dans le Budget des dépenses 2012-2013. Le montant réel des dépenses affectées à l'assistance aux victimes en 2012-2013 déterminera le montant des fonds portés au débit de la Caisse d'assistance aux victimes et crédités aux recettes.

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Culture, Patrimoine et Tourisme		
a) Archives du Manitoba - Paiement de services	347	347
b) Services de communication du Manitoba - Paiement de services	404	336
c) Fondation historique de la Baie d'Hudson	800	800
d) Commission de classification cinématographique du Manitoba - Paiement de services	418	448
e) Publications officielles - Paiement de services	320	388
f) Service de traduction - Paiement de services	160	160
g) Divers	107	172
	2 556	2 651
Éducation		
a) Paiement de services	569	647
b) Divers	324	332
	893	979
Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce		
a) Municipalités - Recouvrements	1 378	1 378
b) Paiement de services	464	464
c) Aide au revenu - Recouvrements	7 330	7 510
d) Taxe pour l'aide sociale des administrations locales des territoires non organisés	210	210
e) Divers	7 911	7 711
	17 293	17 273
Service à la famille et Travail		
a) Allocations spéciales pour enfants - Recouvrements	20 030	20 030
b) Commission d'appel des accidents de la route - Recouvrements	10 671	10 339
c) Paiement de services	592	592
d) Divers	1 577	1 435
	32 870	32 396
Finances		
a) <i>Loi sur les assurances</i> - Paiement de services et recouvrements	1 200	1 160
b) Recouvrement de dépenses antérieures	5 500	4 500
c) Corporations de fiducie et de prêt - Paiement de services	245	245
d) Divers	1 434	1 629
	8 379	7 534
Santé		
a) Divers	7 004	5 571

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Vie saine, Aînés et Consommation		
a) Commission d'appel des accidents de la route - Recouvrements	1 450	1 417
b) Bureau des conseillers des demandeurs - Recouvrements	1 187	1 156
c) Consommation - Paiement de services	2 292	2 079
d) Régie des services publics - Recouvrements	1 367	1 382
e) Divers	32	32
	6 328	6 066
Infrastructure et Transports		
a) Immatriculation des automobiles et des transporteurs routiers et paiement de services	147 026	130 026
b) Municipalités et autres tiers - Recouvrements	10 700	7 000
c) Permis de conduire	19 916	19 916
d) Commission d'appel des suspensions de permis - Paiement de droits	100	100
e) Loyers de diverses propriétés gouvernementales	847	847
f) Divers	1 572	1 572
	180 161	159 461
Innovation, Énergie et Mines		
a) Minéraux - Redevances et paiement de services	4 251	4 051
b) Énergie pétrolière - Redevances et paiement de services	24 569	18 263
c) Divers	1 008	1 359
	29 828	23 673
Justice		
a) Ville de Winnipeg - Recouvrements	486	486
b) Municipalités - Recouvrements	2 820	2 820
c) Caisse d'assistance aux victimes - Recouvrements	5 543 (1)	5 452
d) Biens en déshérence dévolus à la Couronne	50	50
e) Amendes et frais	34 256	34 256
f) Services juridiques	8 383	7 418
g) Divers	5 720	3 057
	57 258	53 539

1. Représente un montant équivalent à l'autorisation de dépenses prévue pour diverses dépenses affectées à l'assistance aux victimes dans le Budget des dépenses 2012-2013. Le montant réel des dépenses affectées à l'assistance aux victimes en 2012-2013 déterminera le montant des fonds portés au débit de la Caisse d'assistance aux victimes et crédités aux recettes.

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)
2. Recettes non fiscales, suite		
Administrations Locales		
a) Municipalités - Recouvrements	11 222	11 675
b) Paiement de services	905	947
c) Divers	52	52
	12 179	12 674
Urgences diverses		
a) Divers	25	25
Recettes nettes des entreprises publiques		
a) Société des alcools du Manitoba	260 452	254 800
b) Corporation manitobaine des loteries	346 000	348 300
	606 452	603 100
Organismes de service spécial		
a) Bureau du contentieux civil	250	250
b) Office des compagnies	2 500	2 500
c) Commission des valeurs mobilières du Manitoba	8 800	8 800
d) Bureau du commissaire aux incendies	750	750
e) Office d'enregistrement des titres et des instruments	11 000	11 000
f) Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	2 500	2 500
g) Bureau de l'état civil	380	380
	26 180	26 180
Vente de biens gouvernementaux		
a) Infrastructure et Transports	8 210	8 210
b) Autres	75 000	-
	83 210	8 210
Total des recettes non fiscales	1 229 528	1 112 423

SOURCE	PRÉVISIONS DES RECETTES 2012-2013 (milliers de \$)	BUDGET DES RECETTES 2011-2012 (milliers de \$)
3. Gouvernement du Canada		
Péréquation	1 872 000	1 941 700
Transfert canadien en matière de santé	1 062 500	1 002 200
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	429 200	416 000
Renouvellement de l'infrastructure	28 800	66 500
Agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge	10 000	22 491
Fonds pour la santé	9 000	9 000
Autres		
a) Affaires autochtones et du Nord	100	100
b) Enseignement postsecondaire et Alphabétisation	5 273	6 523
c) Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales	8 332	8 492
d) Enfants et Perspectives pour la jeunesse	2 142	2 142
e) Conservation et Gestion des ressources hydriques	214	265
f) Culture, Patrimoine et Tourisme	77	77
g) Éducation	10 226	10 363
h) Entreprenariat, Formation professionnelle et Commerce	78 905	79 671
i) Service à la famille et Travail	206	185
j) Finances	2 298	2 298
k) Vie saine, Aînés et Consommation	4 335	2 316
l) Immigration et Affaires multiculturelles	34 495	34 348
m) Infrastructure et Transports	5 131	24 218
n) Justice	13 269	13 106
o) Administrations Locales	396	396
p) Urgences diverses	21 921	32 000
q) Services en langue française	425	425
	187 745	216 925
Total des recettes venant du gouvernement du Canada	3 599 245	3 674 816